

**Commission océanographique intergouvernementale**  
*Rapports des organes directeurs et  
des principaux organes subsidiaires*



**Quarante-troisième session  
du Conseil exécutif**

Paris, 8-16 juin 2010

**UNESCO**

**Commission océanographique intergouvernementale**  
*Rapports des organes directeurs et  
des principaux organes subsidiaires*



**Quarante-troisième session  
du Conseil exécutif**

Paris, 8-16 juin 2010

**UNESCO 2010**

IOC/EC-XLIII/3  
Paris, 16 juillet 2010  
Original anglais

## TABLE DES MATIÈRES

Page

|  |           |
|--|-----------|
| <b>1. OUVERTURE DE LA SESSION .....</b>  | <b>1</b>  |
| <b>2. ORGANISATION DE LA SESSION .....</b>   | <b>1</b>  |
| 2.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR.....   | 1         |
| 2.2 DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR.....   | 1         |
| 2.3 ÉTABLISSEMENT DES COMITÉS POUR LA DURÉE DE LA SESSION .....  | 1         |
| 2.4 PRÉSENTATION DU CALENDRIER ET DE LA DOCUMENTATION .....  | 2         |
| 2.5 CONFÉRENCE À LA MÉMOIRE DE ROGER REVELLE .....   | 2         |
| <b>3. ÉVOLUTION INTERVENUE DEPUIS LA 25<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COI ....</b>  | <b>3</b>  |
| 3.1 RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COI.....  | 3         |
| 3.2 RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE .....   | 3         |
| 3.3 CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES PRIORITÉS GLOBALES<br>DE L'UNESCO : ÉGALITÉ DES SEXES ET AFRIQUE .....                                       | 5         |
| <b>4. GOUVERNANCE .....</b>  | <b>6</b>  |
| 4.1 CÉLÉBRATION DE NOTRE 50 <sup>e</sup> ANNIVERSAIRE .....  | 6         |
| 4.2 PLAN D'OPERATIONS DE LA COI POUR 2010-2011.....  | 7         |
| 4.3 ORGANES SUBSIDIAIRES RÉGIONAUX.....  | 8         |
| 4.4 LA COI ET LE DROIT DE LA MER .....   | 9         |
| <b>5. LA MITIGATION DES CHANGEMENTS ET DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUES<br/>ET L'ADAPTATION À CES PHÉNOMÈNES [Objectif de haut niveau n° 2] .....</b> | <b>10</b> |
| 5.1 RECHERCHE ET OBSERVATION DANS LE DOMAINE DU CLIMAT.....  | 10        |
| 5.2 ORGANISATION DU SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE L'OCÉAN .....   | 12        |
| 5.3 COOPÉRATION AVEC L'OMM.....  | 13        |
| <b>6. PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET RÉDUCTION DE LEURS EFFETS<br/>[Objectif de haut niveau n° 1].....</b>                                     | <b>14</b> |
| 6.1 SYSTÈMES D'ALERTE AUX ALÉAS LIÉS AU NIVEAU DE LA MER<br>ET DE MITIGATION.....  | 15        |
| 6.2 SYSTÈMES RÉGIONAUX D'ALERTE AUX TSUNAMIS .....   | 15        |
| 6.3 DONNÉES BATHYMÉTRIQUES EN EAU PEU PROFONDE<br>POUR LES MODÈLES NUMÉRIQUES D'ÉLÉVATION.....   | 17        |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>7. SAUVEGARDE DE LA BONNE SANTÉ DES ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES</b>  |           |
| <b>[Objectif de haut niveau n° 3]</b> .....  | <b>18</b> |
| 7.1 GROUPE D'ÉTUDE CONJOINT CIEM/COI SUR LES NORMES RELATIVES<br>AUX NUTRIMENTS .....  | 18        |
| 7.2 FERTILISATION DE L'OCÉAN .....   | 18        |
| 7.3 DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS.....   | 20        |
| <b>8. LES PROCÉDURES ET POLITIQUES DE GESTION SUSCEPTIBLES D'ASSURER<br/>LA VIABILITÉ DU MILIEU CÔTIER ET MARIN ET DE SES RESSOURCES</b>                       |           |
| <b>[Objectif de haut niveau n° 4]</b> .....  | <b>21</b> |
| 8.1 MÉCANISME DE NOTIFICATION ET D'ÉVALUATION SYSTÉMATIQUES<br>À L'ÉCHELLE MONDIALE DE L'ÉTAT DU MILIEU MARIN, Y COMPRIS<br>LES ASPECTS SOCIOÉCONOMIQUES ..... | 21        |
| <b>9. ADMINISTRATION ET GESTION.....</b>   | <b>22</b> |
| 9.1 L'AVENIR DE LA COI .....   | 22        |
| 9.2 OBJECTIFS DE PLUS HAUT NIVEAU POUR 2012-2013.....  | 25        |
| 9.3 PRÉPARATION DE LA 26 <sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE .....   | 25        |
| 9.4 DATES ET LIEUX DES 44 <sup>e</sup> ET 45 <sup>e</sup> SESSIONS DU CONSEIL EXÉCUTIF .....   | 26        |
| <b>10. ADOPTION DES RÉOLUTIONS ET DU RAPPORT .....</b>   | <b>26</b> |
| <b>11. CLÔTURE DE LA SESSION.....</b>  | <b>27</b> |

## ANNEXES

- I. ORDRE DU JOUR
- II. RÉOLUTIONS ADOPTÉES
- III. ALLOCUTIONS
  - A. Discours de Mme Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan et de la cérémonie inaugurale du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Commission océanographique intergouvernementale pendant la 43<sup>e</sup> session de son Conseil exécutif
  - B. Statement by by Lic. Javier A. Valladares, Chairman of the Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO on the occasion of the 43rd session of the IOC Executive Council and the inauguration of the 50th Anniversary of the Intergovernmental Oceanographic Commission
- IV. 8 JUNE 2010 : OFFICIAL INAUGURATION OF THE IOC 50th ANNIVERSARY
  - A. PROGRAMME OF THE DAY

- B. L'APPEL DE L'OCÉAN
- C. YOUTH DECLARATION FOR THE OCEAN
- V. THE ROGER REVELLE LECTURE, 2010
- VI. REPORT OF THE CHAIRPERSON OF THE FINANCIAL COMMITTEE
- VII. REPORT OF THE CHAIRMAN OF THE RESOLUTIONS COMMITTEE
- VIII. REPORT OF THE SESSIONAL WORKING GROUP ON IODE/OBIS
- IX. INFORMATIONAL ANNEX
- XI. LISTE DES PARTICIPANTS
- XII. LISTE DES SIGLES



## 1. OUVERTURE DE LA SESSION

1 M. Javier Valladares, Président de la COI, a ouvert la 43<sup>e</sup> session du Conseil exécutif de la COI, le mardi 8 juin 2010 à 9 h 50. Il a tout d'abord demandé aux participants de se lever et d'observer une minute de silence en témoignage de respect pour les éminentes personnalités ayant collaboré avec la Commission qui sont décédées au cours de l'année écoulée : Alan R. Robinson (États-Unis d'Amérique, 1932-2009), Thomas Allan (Royaume-Uni, 1931-2010) et le Vice-amiral Orlando Augusto Amaral Affonso (Brésil, ancien Vice-Président de la COI, 1924-2009). Il a ensuite annoncé que la COI comptait deux nouveaux États membres depuis la dernière Assemblée : la Grenade et la République démocratique du Congo.

## 2. ORGANISATION DE LA SESSION

### 2.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

2 Le Président a informé le Conseil exécutif que le Bureau de la Commission avait proposé, lors de sa réunion du lundi 7 juin 2010, d'apporter une modification à l'ordre du jour provisoire. Le point 9.1 de l'ordre du jour, qui était intitulé « L'avenir de la COI et les propositions visant à accueillir son Secrétariat », est devenu « L'avenir de la COI ».

3 **Le Conseil exécutif est convenu** que la question de l'avenir de la COI pouvait être traitée indépendamment de celle du transfert du Secrétariat.

4 **Le Conseil exécutif a adopté** l'ordre du jour proposé par le Bureau (Annexe I).

5 Le Président a ensuite suspendu la session pour permettre la célébration du 50<sup>e</sup> anniversaire de la COI dont le programme figure à l'Annexe IV. Il a annoncé que le Conseil exécutif se réunirait à nouveau le mercredi 9 juin 2010 à 9 h 30.

### 2.2 DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR

6 Le Président a invité le Conseil exécutif à désigner un rapporteur pour aider à l'élaboration du projet de rapport de la présente session.

7 L'Inde a proposé le Kenya. Le Kenya a accepté et a désigné M. Boniface Wanyama.

8 **Le Conseil exécutif a désigné** M. Boniface Wanyama (Kenya) rapporteur de la 43<sup>e</sup> session.

### 2.3 ÉTABLISSEMENT DES COMITÉS POUR LA DURÉE DE LA SESSION

9 Le Président a invité le Conseil exécutif à constituer deux comités statutaires pour la durée de la session, à savoir le Comité des résolutions et le Comité financier, ainsi qu'à faire des propositions concernant les groupes de travail de session.

10 **Le Conseil exécutif a constitué** le Comité des résolutions, auquel les États membres ci-après ont déclaré vouloir participer : Argentine, Brésil, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Japon, Mexique, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni et Sénégal.

11 **Le Conseil exécutif a désigné** Mme Helen Joseph (Canada) Présidente du Comité des résolutions. Les membres du personnel du Secrétariat chargés de prêter leur concours aux travaux de ce Comité sont MM. Julian Barbière et Nicolas Guerrero.

12 **Le Conseil exécutif a convenu** que ce Comité travaillerait en anglais.

13 Le Président a rappelé au Conseil exécutif que le document relatif aux directives pour la préparation et l'examen des projets de résolution (IOC/EC-XLIII/2 Annexe 6) serait examiné au titre du point 10 de l'ordre du jour.

14 **Le Conseil exécutif a constitué** le Comité financier, auquel les États membres ci-après ont déclaré vouloir participer : Afrique du Sud, Argentine, Belgique, Brésil, Canada, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Ghana, Inde, Japon, Kenya, Portugal, République de Corée, Royaume-Uni, Sénégal et Turquie.

15 **Le Président a annoncé** que ce Comité serait présidé par Mme Savithri Narayanan (Canada), Vice-Présidente de la COI. Les membres du personnel du Secrétariat chargés de prêter leur concours aux travaux de ce Comité sont M. Stefano Belfiore et Mme Xenia Yvinec.

16 **Le Conseil exécutif a convenu** que ce Comité travaillerait en anglais et en français, l'interprétation simultanée étant assurée.

17 **Le Conseil exécutif a constitué**, pour la durée de la session, un groupe de travail sur le Système d'informations biogéographiques relatives aux océans (OBIS), auquel les États membres ci-après ont déclaré vouloir participer : Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Inde, Japon, Kenya, République de Corée, Royaume-Uni et Thaïlande.

18 **Le Conseil exécutif a convenu** que ce groupe de travail désignerait lui-même son/sa président(e).

#### 2.4 PRÉSENTATION DU CALENDRIER ET DE LA DOCUMENTATION

19 La Secrétaire exécutive a rappelé au Conseil exécutif les toutes dernières modifications apportées au calendrier provisoire (document IOC/EC-XLIII/1 Add. Prov. Rev.2) ainsi que la nécessité de prévoir suffisamment de temps pour prendre connaissance en plénière des rapports des comités statutaires et du groupe de travail établis pour la durée de la session.

20 Le Président a souligné que la Commission mettait à l'essai de nouvelles modalités pour rationaliser l'établissement du rapport de la session. Il a informé le Conseil exécutif que les États membres qui souhaitaient soumettre des déclarations officielles pour inclusion dans l'Annexe d'information au rapport réunissant les interventions d'États membres devaient les envoyer par courrier électronique à l'adresse suivante : [ec2010@unesco.org](mailto:ec2010@unesco.org). Il a rappelé au Conseil exécutif que la lettre circulaire 2332 (du 25 février 2010) détaillait ces nouvelles dispositions.

21 **Le Conseil exécutif a adopté** le calendrier provisoire révisé.

#### 2.5 CONFÉRENCE À LA MÉMOIRE DE ROGER REVELLE

22 Le Président a présenté ce point. M. Manuel Barange, du Laboratoire marin de Plymouth (Royaume-Uni), a donné la Conférence 2010 à la mémoire de Roger Revelle.

23 La Conférence de M. Barange, intitulée « Learning to swim: exploring the challenges to marine resource sustainability » (Apprendre à nager : étudier les enjeux de la durabilité des ressources marines), a analysé les résultats scientifiques du projet Dynamique des écosystèmes océaniques à l'échelle mondiale (GLOBEC) qui est une véritable réussite. Ce projet COI-PIGB-SCOR a été conçu pour déterminer les effets de la variabilité et des changements climatiques sur les écosystèmes marins. Il a aussi été question de ses travaux en cours sur les modèles couplés et non couplés associant changement climatique, écosystèmes marins et économie. Un résumé de la Conférence figure à l'Annexe V.

24 Le Président a remis la médaille Roger Revelle de la COI à M. Barange en reconnaissance des travaux accomplis par le projet COI-PIGB-SCOR.

### 3. ÉVOLUTION INTERVENUE DEPUIS LA 25<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COI

#### 3.1 RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COI

25 Conformément à l'article 51.2 du Règlement intérieur, le Président, M. Javier Valladares, a fait rapport sur les activités que lui-même et les autres membres du Bureau ont menées depuis la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée de la COI, en particulier sur la représentation officielle de la Commission lors de conférences internationales, dont OceanObs'09 (Venise, Italie, 21-25 septembre 2009) et la réunion sur la stratégie et le plan de travail, Ostende, Belgique, 18-20 novembre 2009). Il a indiqué que les membres du Bureau s'étaient réunis en janvier 2010 au Siège de l'UNESCO et a recommandé de prendre des mesures susceptibles de renforcer l'efficacité des organes directeurs de la Commission et d'améliorer la communication avec les États membres.

26 Le Président a ensuite évoqué les séismes et tsunamis survenus récemment, exprimant ses condoléances et sa sympathie aux peuples haïtien et chilien.

27 Il a mis en avant *The Ocean Call* (L'Appel de l'océan), qui a été rédigé pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la COI, le 8 juin 2010. *The Ocean Call* exhorte le grand public, les institutions financières, les responsables de l'élaboration des politiques, les scientifiques, les médias, les gouvernements et les jeunes à sensibiliser aux questions relatives à l'océan afin d'aider à œuvrer à la création d'une communauté mondiale consciente de la dépendance des hommes vis-à-vis des océans.

28 **Le Conseil exécutif a pris note** du rapport du Président et **a demandé** au Bureau de la COI d'élaborer un plan destiné à promouvoir « *L'Appel de l'océan* » (Annexe IV-B).

#### 3.2 RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE

29 Conformément à l'article 49.1 du Règlement intérieur, la Secrétaire exécutive a fait rapport sur les travaux accomplis depuis la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée. Elle a informé le Conseil exécutif que sa présentation suivrait la structure des objectifs de haut niveau.

30 En ce qui concerne la politique générale, elle a brièvement passé en revue les points forts de la Table ronde ministérielle sur les océans (Paris, 12-13 octobre 2009), des progrès réalisés en ce qui concerne les organes subsidiaires régionaux et de l'ABE-LOS/COI.

31 Dans le cadre de l'Objectif de haut niveau n° 1, elle a fait part de la visibilité et de l'appui dont bénéficie le programme de la COI relatif aux tsunamis à l'UNESCO et à l'Assemblée générale des Nations Unies, concluant par le message de la troisième réunion du Groupe de travail de la COI sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et aux autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation (Lisbonne (Portugal), 5-6 mai 2010) sur le libre échange des données. Au titre de l'Objectif de haut niveau n° 2, elle a mis en relief les activités relatives au changement climatique, le module côtier du GOOS et l'importance du partenariat avec l'OMM. Dans le cadre de l'Objectif de haut niveau n° 3, elle a évoqué les progrès réalisés eu égard à la publication de l'équation thermodynamique internationale de l'eau de mer (TEOS 10), aux efflorescences algales nuisibles (HAB), aux normes en matière de nutriments et à la fertilisation des océans. Elle a conclu par l'Objectif de haut niveau n° 4, faisant rapport sur le transfert de l'OBIS à la COI ainsi que sur d'autres questions administratives. Le rapport du groupe de travail de session sur l'IODE/OBIS figure à l'Annexe VIII au présent rapport succinct.

- 32 **Le Conseil exécutif a souhaité la bienvenue** à la nouvelle Secrétaire exécutive et a salué la forme nouvelle de sa présentation.
- 33 En ce qui concerne les orientations générales, **le Conseil exécutif a reconnu** la nécessité de conjuguer de façon plus étroite et plus proactive la science et les politiques marines **et a préconisé** une amélioration de la communication avec les responsables de l'élaboration des politiques à tous les niveaux, ainsi que la participation de la COI au secrétariat technique du Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques des Nations Unies.
- 34 **Le Conseil exécutif a rappelé** l'importance des organes subsidiaires régionaux en tant que plates-formes de mise en œuvre des programmes de la COI et a souligné combien il importait que les scientifiques africains participent à des programmes mondiaux à grande échelle. L'Australie et le Brésil ont déclaré vouloir maintenir leur soutien de longue date, conformément aux directives de l'UNESCO et de la COI, aux bureaux régionaux de Perth et Rio, respectivement, et la Chine a annoncé avoir établi un centre régional de formation et de recherche en océanographie de la COI/UNESCO, en Chine.
- 35 **Le Conseil exécutif a reconnu** qu'il était important que l'ABE-LOS/COI analyse les nouvelles problématiques et les nouvelles technologies. Dans ce contexte, **le Conseil exécutif a décidé** que l'évaluation de l'ABE-LOS/COI serait menée par les États membres et non par le biais du Service d'évaluation et d'audit de l'UNESCO.
- 36 Au titre de l'Objectif de haut niveau n° 1, **le Conseil exécutif s'est félicité** de l'intérêt et de l'attention que le système des Nations Unies accorde aux tsunamis, **a encouragé** le libre échange de données pour toutes les questions relatives aux océans et **a souligné** l'importance des mesures du niveau de la mer. **Le Conseil exécutif a salué** la proposition tendant à l'organisation d'un atelier du PMRC/COI sur le niveau de la mer, ainsi que la proposition de l'Allemagne de le financer.
- 37 S'agissant de l'Objectif de haut niveau n° 2, **le Conseil exécutif a salué** les progrès dont il a été fait état dans la mise en œuvre du GOOS, notamment les efforts de promotion accrus, et **a recommandé** de mettre davantage l'accent sur les questions relatives au changement climatique, en participant plus étroitement aux travaux du GIEC.
- 38 Au titre de l'Objectif de haut niveau n° 3, **le Conseil exécutif a appuyé** les activités mondiales et régionales relatives aux HAB, compte tenu en particulier de l'existence inévitable de ces efflorescences, dont la fréquence augmente à mesure que les zones côtières se développent. **Le Conseil exécutif est convenu** que cette question devrait être portée à l'attention de l'IPHAB-X en 2011.
- 39 Dans le cadre de l'Objectif de haut niveau n° 4, **le Conseil exécutif a souligné** que la restructuration du Secrétariat ne devait pas affecter les futures activités transversales de développement des capacités compte tenu de leur importance en tant qu'objectif stratégique de programme de l'UNESCO. **Le Conseil exécutif s'est félicité** du soutien des États membres à cette activité. **Le Conseil exécutif**, tout en saluant l'annonce de la création d'un poste de haut niveau en Afrique en vue de coordonner les programmes de la COI, y compris le GOOS-Afrique, a redit la nécessité de maintenir également un poste pour l'Afrique au Siège.
- 40 Plusieurs organismes partenaires de longue date de la COI se sont félicités de l'action présentée par la Secrétaire exécutive et ont exprimé leur soutien vigoureux à cette action en renouvelant leur collaboration dans des domaines d'intérêt commun.
- 41 Les délégations suivantes ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la présente session : États-Unis d'Amérique, Japon, République de Corée, Royaume-Uni, Sénégal, Organisation hydrographique internationale.

### 3.3 CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES PRIORITÉS GLOBALES DE L'UNESCO : ÉGALITÉ DES SEXES ET AFRIQUE

- 42 À sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009), l'Assemblée, par sa résolution XXV-14, priait le Secrétaire exécutif de concrétiser la priorité donnée à l'Afrique, aux petits États insulaires en développement et à l'égalité des sexes, en réservant à cette fin des ressources suffisantes dans les plans de travail du Secrétariat pour 2010-2011 et de rendre compte de ces dispositions à la 43<sup>e</sup> session du Conseil exécutif. Le Secrétaire exécutif adjoint, M. Ehrlich Desa, a présenté ce point de l'ordre du jour.
- 43 La COI a continué de travailler sur des programmes privilégiant les petits États insulaires en développement, et les faisant participer activement à ses programmes mondiaux ou régionaux comme le GOOS, les systèmes d'alerte aux tsunamis et le développement des capacités. Le Programme IODE met en œuvre un projet d'Atlas marin des Caraïbes ainsi qu'un projet sur la gestion de l'information marine pour les îles du Pacifique.
- 44 En ce qui concerne l'égalité des sexes, des points focaux, chargés d'une triple mission – sensibilisation, vigilance et notification – ont été établis dans tous les services du Secrétariat. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, la participation moyenne des femmes aux activités parrainées par la COI a dépassé les 10 % du nombre total de participants, pourcentage fixé comme objectif par le plan d'action pour la priorité « Égalité entre les sexes ». La COI espère que cette participation dépassera l'objectif de 20 % fixé pour 2008-2013 dans toutes les régions et dans le cadre de tous les programmes.
- 45 Parmi les activités exécutées en Afrique, on peut mentionner : (i) l'installation de marégraphes et le mouillage de bouées dérivantes ; (ii) l'organisation de cours de formation sur toute une gamme de sujets et la fourniture de matériel ; (iii) la formulation et la mise en œuvre de projets concernant l'utilisation d'outils d'aide à la décision pour la gestion du littoral, du changement climatique et de la modification des zones côtières, ainsi que la mise au point de données et de produits d'information pour la gestion du littoral. Les ressources allouées aux activités exécutées en Afrique ont augmenté d'environ 137 %, passant de 289 000 dollars des États-Unis dans le 34 C/5 à 686 200 dollars des États-Unis dans le 35 C/5, tandis que les ressources extrabudgétaires disponibles ont augmenté de 62 %, passant de 1 967 000 dollars à 3 191 976 dollars des États-Unis.
- 46 **Le Conseil exécutif s'est montré satisfait** des progrès réalisés, au regard des priorités « Afrique », « petits États insulaires en développement » et « Égalité des sexes ».
- 47 **Le Conseil exécutif a relevé** que ces domaines prioritaires avaient bénéficié des contributions de nombreux programmes bilatéraux et régionaux, notamment ceux mis en œuvre par la République de Corée, en ce qui concerne le changement climatique et les catastrophes naturelles, et par le Royaume-Uni qui, en collaboration avec le programme UNESCO relatif aux sciences de la mer en Afrique de l'Est ou en Chine, a permis à des experts qualifiés et à de jeunes scientifiques, originaires d'Afrique ou de petits États insulaires en développement, de participer à un cours de formation UNESCO/COI sur le thème « Dynamique des océans et changement climatique ».
- 48 **Le Conseil exécutif a recommandé** qu'un objectif plus ambitieux, de 25 %, soit fixé pour la participation des femmes aux activités de la COI pendant la période 2008-2013, et a demandé instamment aux États membres de ne pas perdre de vue l'égalité des sexes quand ils désignent des personnes qui participeront aux activités de la COI.
- 49 L'État membre ci-après a choisi de fournir le compte rendu de son intervention en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information : Maurice.

**Décision 3.3 :**

**Le Conseil exécutif a prié** la Secrétaire exécutive d'étudier les possibilités de renforcer la présence de la COI en Afrique, notamment en créant un bureau régional qui coordonnerait les activités de la COI sur ce continent.

**4. GOUVERNANCE****4.1 CÉLÉBRATION DE NOTRE 50<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE**

50 Par les résolutions XXIV-4 et EC-XLI.2, la COI a décidé de célébrer son 50<sup>e</sup> anniversaire. Le Coordonnateur des célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire, M. I. Oliounine, a présenté ce point.

51 Il a appelé l'attention du Conseil exécutif sur la mise en œuvre du Plan d'action pour l'anniversaire de la COI que ce dernier avait adopté lors de sa 41<sup>e</sup> session en 2008, ainsi que sur les contributions des États membres de la COI et de ses partenaires aux activités organisées dans le cadre de l'anniversaire. Il a souligné qu'il n'avait été possible de mettre en œuvre ce plan que grâce aux efforts conjoints des États membres et des partenaires, notamment grâce à leurs généreuses contributions financières et en nature.

52 M. Oliounine a rappelé au Conseil exécutif que cette session se déroulait au tout début de l'année anniversaire et qu'il restait de nombreuses actions à mettre en œuvre et quelques questions auxquelles il fallait répondre. Parmi elles, il a cité la nécessité de trouver le thème de la conférence scientifique prévue pour la fin de l'année de commémoration, la nécessité de poursuivre la mise en œuvre du Plan d'action et celle de prendre de nouveaux engagements financiers pour appuyer les activités organisées dans le cadre de l'anniversaire.

53 **Le Conseil exécutif a remercié** tous ceux qui avaient soutenu l'organisation de l'anniversaire et contribué à sa célébration, félicitant la Secrétaire exécutive de la COI, le coordonnateur de l'anniversaire et le personnel du Secrétariat de la COI qui avaient rendu possible la journée de lancement de l'anniversaire et les activités relatives à sa célébration.

54 **Le Conseil exécutif a pris acte** du succès des célébrations du 8 juin et **s'est félicité** des contributions des États membres et des partenaires aux objectifs du 50<sup>e</sup> anniversaire, notamment des activités qui y étaient consacrées, conférences, campagnes de recherche et publications etc., dont la liste complète est disponible sur le site Web du 50<sup>e</sup> anniversaire de la COI (<http://www.unesco.org/en/ioc-50anniversary>).

55 **Le Conseil exécutif a pris note** des nombreuses activités pertinentes qui s'étaient déroulées au cours de l'année passée et **a engagé** les États membres à planifier de nouvelles initiatives et à fournir au coordonnateur de l'anniversaire des informations qui pourraient utilement figurer sur le site Web consacré à l'événement.

56 **Le Conseil exécutif a noté** que la France prévoyait d'organiser en 2011 une conférence océanographique qui pourrait servir de cadre à la clôture de l'année de commémoration.

57 **Le Conseil exécutif a souligné** qu'il faudrait utiliser les manifestations liées à l'anniversaire pour mettre en avant l'importance et la vulnérabilité de l'océan et promouvoir le rôle que joue la COI dans les activités de recherche et les mesures de protection correspondantes.

58 Les États membres ci-après ont choisi de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information : Canada, Chine, Japon et Royaume-Uni.

**Décision 4.1 :**

**Le Conseil exécutif a prié :**

- (i) la Secrétaire exécutive de renforcer des liens avec l'Union européenne pendant la Présidence belge du Conseil de l'Union européenne, qui débute en juillet de cette année, afin de développer la coopération et les activités conjointes d'intérêt mutuel ;
- (ii) la Secrétaire exécutive de mettre en ligne, sur le site Web consacré à l'anniversaire, *The Ocean Call* (l'Appel de l'océan) et les *Youth Declarations for the Ocean* (Déclarations des jeunes en faveur de l'océan) (Annexes IV-B et IV-C), qui ont été prononcés lors de la journée de lancement (8 juin 2010) et d'envisager d'autres méthodes pour assurer à ces textes une large diffusion.

**4.2 PLAN D'OPÉRATIONS DE LA COI POUR 2010-2011**

59 La résolution XXV-14 autorise le Conseil exécutif à examiner, à sa 43<sup>e</sup> session, le plan de travail et le budget du Secrétariat approuvés pour 2010-2011. Cette résolution demande à la Secrétaire exécutive de tenir compte, dans le Plan de travail, de la priorité que l'UNESCO accorde à l'Afrique, aux petits États insulaires en développement et à l'égalité entre les sexes. La Secrétaire exécutive a présenté ce point de l'ordre du jour.

60 La Secrétaire exécutive a présenté le concept et la structure du Plan de travail de la COI pour 2010-2011 dans le cadre du Programme et budget approuvés de l'UNESCO (35 C/5). Celui-ci prévoit pour la COI une allocation d'un montant total de 9 493 430 dollars des États-Unis, dont 3 456 000 dollars pour les activités, y compris les dépenses d'appui aux programmes, et 6 037 300 dollars pour le personnel. En outre, les contributions extrabudgétaires pour 2010 s'élèvent à ce jour à 7 540 000 dollars. Le Plan de travail traduit les objectifs de haut niveau de la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2008-2013 et les résultats escomptés de la Stratégie biennale pour 2010-2011 en un nombre limité d'activités, financées par le budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires, ainsi qu'en résultats concrets et réalisables pour l'exercice biennal.

61 Le Plan de travail pour 2010-2011 a été examiné par le Comité financier. Ce dernier a noté que la cohérence entre les priorités approuvées par l'Assemblée et le Plan de travail devait être maintenue. En outre, les résultats escomptés et les indicateurs de performance devaient être mieux formulés. Le Comité a salué l'initiative du Secrétariat, qui a établi et présenté des indications générales concernant les contributions extrabudgétaires, mais a recommandé que le Groupe consultatif financier intersessions collabore avec le Secrétariat pour faire en sorte que des propositions concrètes soient formulées dans les domaines prioritaires. Il a notamment indiqué qu'il fallait : (i) donner des précisions concernant les activités menées dans la région polaire ; (ii) renforcer la collaboration interinstitutions pour faire face aux questions d'intérêt commun, à savoir les risques liés aux inondations côtières ; (iii) ventiler par région les informations relatives aux programmes mondiaux. Le Comité a souligné qu'il était nécessaire de définir des résultats escomptés qui soient mesurables et dont il était possible de rendre compte par des indicateurs de performance.

62 Le rapport de la Présidente du Comité financier figure à l'Annexe VI.

**Décision 4.2 :**

**Le Conseil exécutif a adopté** les ajustements au Plan de travail pour 2010-2011 proposés par le Comité financier, étant entendu que de nouvelles améliorations seraient ensuite apportées en consultation avec le Groupe consultatif financier intersessions.

## 4.3 ORGANES SUBSIDIAIRES RÉGIONAUX

- 63 Par sa résolution XXV-2, l'Assemblée a, à sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009), prié la Secrétaire exécutive : (i) de faire en sorte qu'une réunion sur les organes subsidiaires régionaux et autres activités régionales de la COI se tiennent conjointement avec les sessions de l'Assemblée ; et (ii) de relancer l'IOCINDIO et l'IOCEA en prenant en considération les activités des organes régionaux de la COI et autres organes régionaux pertinents. Le Vice-Président de la COI chargé des organes subsidiaires régionaux, M. Julián Reyna Moreno, a présenté ce point et résumé la réunion des présidents des organes subsidiaires régionaux (UNESCO, Paris, 7 juin 2010, IOC/EC-XLIII/Inf.8), qui avait passé en revue les principales activités menées par ces organes entre 2008 et 2010, identifié certains des enjeux de la mise en œuvre de leurs plans de travail, abordé des problèmes communs et trouvé des synergies entre les activités de la COI aux niveaux régional et mondial.
- 64 Le Président du Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est (IOCEA), M. Jean Folack, a présenté les principales conclusions de la 6<sup>e</sup> session du Comité régional (Accra, Ghana, 28-30 mars 2010). Il a appelé l'attention sur les activités mises en œuvre dans les régions de l'IOCEA pendant l'intersession. Bien que des progrès satisfaisants aient été accomplis, l'insuffisance des ressources continuait d'entraver la mise en œuvre des activités planifiées. Le Bureau des projets de l'IOCEA, créé à l'Institut nigérian d'océanographie et de recherche marine en 2002, avait été fermé après deux ans de fonctionnement. Durant la réunion, il a été décidé de solliciter l'aide de la COI pour établir l'Association des sciences de la mer de l'Atlantique du Centre-Est (CEAMSA) afin de promouvoir les activités de la COI dans la sous-région.
- 65 Le Président de la Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC), M. Zhanhai Zhang, a présenté les principales conclusions de la 8<sup>e</sup> session de la WESTPAC (Bali, Indonésie, 10-13 mai 2010). La Sous-Commission a souligné les progrès importants accomplis au cours de la dernière intersession grâce aux efforts conjoints des États membres et du Secrétariat de la WESTPAC, en dépit de l'appui financier limité apporté par le budget ordinaire de la COI. La Sous-Commission a exprimé sa préoccupation quant à la pénurie de personnel technique qui touchait le secrétariat de la WESTPAC du fait de la multiplication rapide des activités et a exprimé la nécessité d'améliorer les communications entre le Siège de la COI et le secrétariat de la WESTPAC. M. Zhang a conclu en énumérant les cinq recommandations adoptées par la Sous-Commission, qui figuraient dans le résumé exécutif de la 8<sup>e</sup> session de la WESTPAC (IOC/SC-WESTPAC-VIII/3s).
- 66 En raison des contraintes de temps, les États membres n'ont pas pu, au cours de la session, formuler d'avis sur l'amélioration du rôle des organes subsidiaires régionaux dans les programmes mondiaux de la COI, ni sur les travaux de l'IOCEA et de la WESTPAC. **Le Conseil exécutif s'est déclaré préoccupé** par le manque de temps imparti à ce point de l'ordre du jour.
- 67 **Le Conseil exécutif a pris note** du rapport de l'IOCEA-VI (IOCEA-VI/3) et du résumé exécutif de la WESTPAC-VIII (IOC/SC-WESTPAC-VIII/3s), **encourageant** les États membres à mettre en œuvre le programme de travail qui y figure. **Le Conseil exécutif a prié** la Secrétaire exécutive de fournir des services de secrétariat dans le cadre du programme et budget existant de la COI (Rés. XXV-14).
- 68 Les États membres suivants ont décidé de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière concernant ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Chine, Malaisie, Thaïlande.

#### Décision 4.3 :

##### Le Conseil exécutif a :

- (i) **décidé** qu'un point sur les organes subsidiaires régionaux serait inscrit à l'ordre du jour de la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée et **prié** la Secrétaire exécutive d'impartir, dans le calendrier, suffisamment de temps pour faire en sorte que les États membres puissent débattre pleinement ;
- (ii) **adopté** les résolutions EC-XLIII.1, EC-XLIII.2 et EC-XLIII.3.

#### 4.4 LA COI ET LE DROIT DE LA MER

69 À sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009), l'Assemblée a invité, par sa résolution XXV-1, le Conseil exécutif à débattre de l'examen de l'ABE-LOS et à définir ses futurs mandats et modalités de fonctionnement. La Secrétaire exécutive a présenté ce point, rendant compte des activités que le Secrétariat avait menées à ce jour conformément à la résolution XXV-1.

70 Le Président de l'ABE-LOS, M. Elie Jarmache, a ensuite présenté au Conseil exécutif les activités que l'ABE-LOS avait menées dans l'intersession, notamment en ce qui concernait le document *La recherche scientifique marine : Guide pour l'application des dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer* (UN/OLA/DOALOS, 1991 ; révisions prévues pour 2010) et le questionnaire n° 3 relatif aux méthodes que les États membres appliquaient en matière de recherche scientifique marine et de transfert de technologie marine.

71 M. Jarmache a déclaré que l'examen de l'ABE-LOS devrait suivre la procédure établie pour l'évaluation d'un organe composé, de la même manière, de chercheurs, de diplomates et de décideurs, à savoir le Processus consultatif informel ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer, dans le cadre duquel il avait été créé un groupe de travail à composition non limitée chargé d'une mission d'examen.

72 Le Président de la COI a indiqué qu'il considérerait l'ABE-LOS comme un outil que les États membres avaient créé pour étudier, d'un point de vue juridique, les questions qui lui étaient soumises et qu'il appartenait aux États membres d'arrêter les modalités d'examen de cet organe.

73 Suite aux préoccupations exprimées par le Président de l'ABE-LOS concernant le manque de soutien du secrétariat, la Secrétaire exécutive a informé le Conseil qu'un nouveau membre du personnel avait été recruté temporairement pour appuyer l'ABE-LOS.

74 **Le Conseil exécutif a exprimé** son appui au travail accompli par l'ABE-LOS, soulignant sa combinaison unique de spécialistes des sciences de la mer et d'experts en droit de la mer, et le considérant donc comme un organe précieux de la COI.

75 **Le Conseil exécutif a examiné** divers moyens de renforcer l'action de l'ABE-LOS, y compris en analysant l'intérêt qu'il y a à tenir les réunions à Paris et dans les régions, en soumettant de manière active ses travaux à l'Assemblée générale des Nations Unies pour examen, en suscitant une interaction avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, et en renforçant les moyens d'appui disponibles.

76 **Le Conseil exécutif a évoqué** divers thèmes que l'ABE-LOS pourrait examiner, dont la fertilisation des océans, la mise en œuvre du GOOS et le mécanisme d'évaluation systématique de l'état du milieu marin. **Il n'est parvenu**, cependant, **à dégager un consensus** sur aucun thème spécifique.

77 **Le Conseil exécutif est convenu** que tous futurs travaux de l'ABE-LOS ou de tout autre organe consultatif devraient traiter des propositions soumises par les États membres et approuvées par les organes directeurs de la COI. Dans cet esprit, **le Conseil exécutif a réaffirmé** que cette approche devrait s'appuyer sur un état des besoins clairement établi, des instructions spécifiques, et une description des produits escomptés et de leur application prévue.

78 **Le Conseil exécutif a créé** un groupe de travail chargé d'élaborer, pendant sa session, un questionnaire qui devrait permettre aux États membres d'examiner l'ABE-LOS. La Tunisie a été chargée de présider ce groupe. Faute de temps, ce questionnaire n'a pu être achevé, et la tâche a été confiée à un groupe de travail intersessions qui travaillera par voie électronique.

79 Les États membres suivants ont décidé de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière concernant ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, Chine, États-Unis d'Amérique, Inde, Japon, Royaume-Uni.

#### Décision 4.4 :

##### Le Conseil exécutif a :

- (i) **décidé** qu'il faudrait que les États membres de la COI évaluent l'ABE-LOS ;
- (ii) **adopté** la résolution EC-XLIII.4.

## 5. LA MITIGATION DES CHANGEMENTS ET DE LA VARIABILITE CLIMATIQUES ET L'ADAPTATION A CES PHENOMENES [Objectif de haut niveau n° 2]

### 5.1 RECHERCHE ET OBSERVATION DANS LE DOMAINE DU CLIMAT

80 Le Président du Comité directeur du Système mondial OMM-COI-PNUE-CIUS d'observation du climat (SMOC), M. Adrian Simmons, a présenté ce point, qui a été ajouté à la demande du Bureau de la COI, conformément à l'article 21.2 du Règlement intérieur.

81 Le Programme mondial OMM-COI-CIUS de recherche sur le climat (PMRC) élabore actuellement sa stratégie post-2015 pour répondre aux besoins en information de la société sur les plans local et mondial, intégrant la recherche sur le climat océanique et développant ses capacités.

82 La composante haute mer du GOOS correspond à la composante océanique du SMOC et reçoit des avis scientifiques du Groupe sur les observations océaniques pour l'étude du climat (OOPC). Une version actualisée du plan de mise en œuvre des observations du climat sera présentée à la 16<sup>e</sup> Conférence des Parties à la CCNUCC (Cancun, Mexique, décembre 2010). Le Programme mondial d'études hydrographiques de l'océan à partir de navires (GO-SHIP) applique une stratégie relative à un réseau de sections hydrographiques permanentes coordonnées à l'échelle mondiale. L'OOPC s'efforcera d'améliorer les indices du climat océanique et d'identifier et de faire connaître l'intérêt de l'observation du climat océanique pour la société.

83 Le Conseil exécutif a remercié M. Simmons de son exposé.

84 En ce qui concerne la recherche dans le domaine du climat, **le Conseil exécutif a appuyé** le Plan de mise en œuvre du PMRC pour 2010-2015 (WMO/TD-N° 1503). **Le Conseil exécutif a noté** que la contribution financière de la COI était relativement modeste par rapport à la valeur que revêtait le PMRC pour les États membres et **a souligné** la nécessité de continuer à étudier les océans sur toute leur profondeur, pas seulement près de la surface.

85 S'agissant des observations océaniques dans le domaine du climat, **le Conseil exécutif a souligné** la nécessité d'observations continues pour la recherche et les services climatiques, ainsi que pour l'élaboration de stratégies nationales d'adaptation au climat dans les zones côtières. **Le Conseil exécutif a salué** les États membres pour leurs efforts de mise en œuvre, tout en **exprimant sa préoccupation** face au ralentissement des progrès et à la fragilité des mécanismes mis en place à l'appui de la collecte d'observations continues.

86 Pour ce qui est des moyens d'améliorer la durabilité des observations, **le Conseil exécutif :**

- (i) **a étudié** la possibilité d'établir à l'avenir des règles contraignantes ou une convention rendant obligatoire la collecte d'observations de base sur le climat des océans ;
- (ii) **a encouragé** les États membres et la Secrétaire exécutive, en coopération avec le Secteur de l'éducation de l'UNESCO, à envisager des actions pour sensibiliser le public ; et
- (iii) **a reconnu** la nécessité d'intensifier les efforts de renforcement des capacités.

87 **Le Conseil exécutif a pris note** de l'importance du Programme GO-SHIP pour le suivi et la prévision du climat, et **a encouragé** l'IOCCP, l'OOPC et le PMRC à veiller à ce qu'il fasse partie d'une stratégie globale concernant les observations en eaux profondes.

88 **Le Conseil exécutif s'est félicité** des efforts de l'OOPC visant à améliorer ses indices du climat océanique en temps réel dans le cadre des impacts régionaux du climat.

89 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, États-Unis d'Amérique, Japon, Royaume-Uni, Venezuela.

#### **Décision 5.1 :**

##### **Le Conseil exécutif :**

- (i) **a encouragé** les États membres à soutenir l'exécution du Plan de mise en œuvre du PMRC pour 2010-2015 moyennant la participation de leurs scientifiques ;
- (ii) **a prié** la Secrétaire exécutive, en consultation avec le Groupe mixte de planification du PMRC et son projet CLIVAR, de définir et mener des activités visant à améliorer la visibilité de la contribution de la COI auprès des scientifiques du PMRC ;
- (iii) prenant note du rapport sur l'état d'avancement du SMOC, **a prié instamment** les États membres de s'attaquer aux priorités et lacunes observées et d'assurer le fonctionnement continu à long terme des réseaux *in situ* essentiels et des réseaux d'observation de l'océan depuis l'espace ;
- (iv) **a appuyé** l'initiative GO-SHIP ; et
- (v) **a demandé** aux États membres de fournir au Secrétariat de la COI des exemples de décisions nationales ou locales ou autres mesures prises en ayant recours aux indices du climat des océans, afin de les insérer sur le site Web de l'OOPC sur l'état de l'océan.

## 5.2 ORGANISATION DU SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE L'OCÉAN

90 En application de l'article 48.3 du Règlement intérieur, la Présidente du Comité intergouvernemental pour le GOOS, Mme Shaohua Lin, a présenté ce point.

91 L'exposé de Mme Lin a abordé les thèmes suivants : (i) Évolution et situation actuelle du cadre organisationnel de coordination, de gestion et de mise en œuvre du GOOS ; (ii) Résultats et suivi de la Conférence OceanObs'09 (Venise (Italie), 21-25 septembre 2009 ; <http://www.oceanobs09.net/>) ; (iii) Résultats de la réunion du GSSC (8-12 mars 2010, Londres ; Rapport n° 183 du GOOS) ; (iv) Défis que doit relever le GOOS ; et (v) Actions et recommandations des réunions du Conseil de l'I-GOOS (27 avril 2009 et 9 juin 2010) sur la planification, la mise en œuvre et la gestion futures du GOOS.

92 **Le Conseil exécutif a remercié** Mme Lin pour son exposé.

93 **Le Conseil exécutif a pris note** de la Déclaration de la Conférence OceanObs'09 (IOC/EC-XLIII/Inf.4) et de la formation, dans la foulée, d'un groupe de travail de durée limitée chargé de proposer, avant le 1<sup>er</sup> octobre 2010, un cadre intégré d'observation prolongée de l'océan.

94 **Le Conseil exécutif a noté** le rôle important que le GOOS joue dans la surveillance des risques, y compris les ondes de tempête, les tsunamis et les marées noires. Il s'est également **déclaré préoccupé**, dans le contexte de la marée noire survenue récemment, par la mise en place de la composante régionale du GOOS dans la région caraïbe, où les observations de l'océan sont particulièrement utiles. **Le Conseil exécutif a souligné** l'intérêt direct que présente le module côtier du GOOS à des fins de gestion et pour l'économie de nombreux pays côtiers, **reconnaissant** qu'il faudrait renforcer encore le partenariat avec le PNUE en vue de développer et d'actualiser ce module.

95 **Le Conseil exécutif a engagé** les États membres à développer l'enseignement de l'océanographie opérationnelle dans les universités et les instituts, **reconnaissant** que de nombreux pays pourraient bénéficier d'activités correspondantes de renforcement des capacités d'observation côtière et de formation.

96 **Le Conseil exécutif a souligné** l'importance vitale du GOOS pour ce qui est d'appuyer le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques.

97 **Le Conseil exécutif a souligné en outre** la nécessité de renforcer l'observation des régions polaires, compte tenu de la rareté des informations existantes.

98 **Le Conseil exécutif a souligné** la nécessité d'assurer un contrôle intergouvernemental constant du GOOS, tout en reconnaissant la nécessité d'optimiser les structures de gouvernance pour concentrer les activités sur l'exécution. À cet égard, **il s'est félicité** des propositions faites par le Conseil de l'I-GOOS de revoir l'organisation et la gouvernance du GOOS en vue de produire un document de référence pour que l'Assemblée l'examine à sa 26<sup>e</sup> session.

99 **Le Conseil exécutif a noté avec préoccupation** la diminution du budget ordinaire de la COI, **soulignant** l'importance du GOOS.

100 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Brésil, États-Unis d'Amérique, Japon, Royaume-Uni.

## Décision 5.2 :

### Le Conseil exécutif a décidé :

- (i) que le Conseil de l'I-GOOS devrait examiner l'organisation future du GOOS en vue de produire une proposition qui serait examinée à la 26e session de l'Assemblée de la COI ;
- (ii) que le rapport du groupe de travail OceanObs'09 sur un cadre intégré d'observation prolongée de l'océan devrait être mis à la disposition des États membres pour examen et commentaires bien avant la 26e session de l'Assemblée ;
- (iii) qu'une réunion de l'I-GOOS devrait se tenir la veille de l'ouverture de la 26e session de l'Assemblée ;
- (iv) qu'une séance d'une demi-journée devrait être consacrée au GOOS à la 26e session de l'Assemblée.

## 5.3 COOPÉRATION AVEC L'OMM

101 Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, M. Alexander Frolov (Fédération de Russie), coPrésident de la JCOMM pour l'océanographie, a rendu compte des résultats de la troisième session de la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM-III, Marrakech (Maroc), 4-11 novembre 2009). Il a présenté les activités prioritaires adoptées à la JCOMM-III, indiquant qu'elles concordaient pleinement avec les objectifs de haut niveau de la COI et les résultats escomptés de l'OMM.

102 **Le Conseil exécutif a remercié** M. Frolov pour son rapport détaillé.

103 **Le Conseil exécutif a pris note** des progrès réalisés dans les domaines d'activité de la JCOMM relatifs aux observations, aux services et à la gestion des données. Il **a reconnu les progrès** accomplis dans la mise en place d'un Système d'observation de l'océan pour l'étude du climat (la composante haute mer du GOOS). Il **a toutefois exprimé sa préoccupation** quant à la baisse du taux de mise en œuvre constatée ces dernières années. **Le Conseil exécutif a souligné** que le système initial d'observation de l'océan *in situ* pour l'étude du climat devrait être pleinement mis en œuvre et opérationnel d'ici à 2015, comme cela avait été demandé lors d'OceanObs'09, et que la continuité des observations de télédétection devrait également être assurée.

104 **Le Conseil exécutif a noté** que la JCOMM avait fourni des efforts concernant la question des catastrophes côtières et était en train de mettre au point les produits et services océaniques adéquats, ce qui est l'une de ses priorités.

105 **Le Conseil exécutif a convenu** que la JCOMM poursuivrait son action relative aux ondes de tempête et à la modélisation océanique en coopération avec les partenaires concernés, en tenant compte des questions et préoccupations régionales.

106 **Le Conseil exécutif a reconnu** la valeur des travaux de la JCOMM en matière d'élaboration de normes et procédures, notamment en ce qui concerne la gestion des données en collaboration avec l'IODE. Il **a également pris note** des nouvelles initiatives de normalisation dans le domaine des observations océaniques, telles que la création de Centres régionaux d'instruments maritimes (CRIM) OMM-COI. **Le Conseil exécutif a pris note avec satisfaction** de l'offre de la Chine d'accueillir un CRIM pour l'Asie au sein de son Centre national de normes océanographiques et de météorologie.

- 107 **Le Conseil exécutif a remercié** la République de Corée d'avoir offert d'accueillir la 4<sup>e</sup> session de la JCOMM parallèlement à l'Exposition internationale prévue à Yeosu (République de Corée) en 2012, et **a prié instamment** les États membres de la COI de prendre une part active à cette session.
- 108 **Le Conseil exécutif a pris note** de la mise en place actuelle d'un Cadre mondial pour les services climatologiques (GFCS), lancé à l'initiative de la troisième Conférence mondiale sur le climat (CMC-3, Genève (Suisse), 31 août – 4 septembre 2009) et conduit par l'OMM avec une large participation interinstitutions. **Le Conseil exécutif a souligné** le rôle de la COI à cet égard compte tenu de l'importance des processus océaniques en ce qui concerne le climat.
- 109 **Le Conseil exécutif a noté** que la réunion conjointe des Bureaux de l'OMM et de la COI (UNESCO, Paris, 27 janvier 2010) avait décidé d'envisager un nouveau mémorandum d'accord global entre les deux organisations. **Le Conseil exécutif a convenu** de l'opportunité d'un réexamen des mémorandums en vigueur et **a noté** qu'un nouvel accord général pourrait reposer sur des lettres d'accord concernant certaines activités de coopération, selon que de besoin.
- 110 **Le Conseil exécutif a examiné** les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'examen de la JCOMM qu'il avait appelé de ses vœux à sa 41<sup>e</sup> session (Paris, 2008), ainsi que de la Recommandation formulée par la JCOMM-III (Marrakech, 2009). Suite au débat, la Secrétaire exécutive a confirmé qu'une lettre circulaire commune de la COI et de l'OMM sollicitant la participation et des contributions extrabudgétaires des États membres était sur le point d'être publiée.
- 111 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, Canada, Japon, Royaume-Uni.

**Décision 5.3 :****Le Conseil exécutif :**

- (i) **a demandé** à la Secrétaire exécutive de procéder au réexamen des accords officiels en vigueur avec l'OMM et de travailler avec le Secrétariat de l'OMM à l'élaboration d'un nouvel accord-cadre global ;
- (ii) **a demandé** à la Secrétaire exécutive d'assurer l'engagement constant de la COI, y compris de ses organes subsidiaires, dans la mise en place d'un Cadre mondial pour les services climatologiques et **a décidé** qu'un rapport à ce sujet serait présenté à l'Assemblée en 2011.

**Le Conseil exécutif a adopté** la résolution EC-XLIII.5.

**6. PREVENTION DES RISQUES NATURELS ET REDUCTION DE LEURS EFFETS**  
**[Objectif de haut niveau n° 1]**

- 112 Le Président a invité l'ancien chef de l'Unité de coordination pour les tsunamis, M. Peter Koltermann, à prendre la parole devant le Conseil exécutif. M. Koltermann a résumé la genèse du Programme de la COI relatif aux tsunamis et ses réalisations. Il a fait une courte synthèse de ses avantages et mis en relief certains des problèmes causés par les tsunamis qui se sont récemment produits au Chili, en Haïti, au Samoa et dans les Îles Salomon.
- 113 Il a souligné que le Programme de la COI relatif aux tsunamis est désormais bien établi et protège les vies et les biens sur le littoral. Les systèmes d'alerte aux tsunamis (TWS) reposent sur l'égalité de tous les États membres en matière d'appropriation et de participation. Les TWS

sont en train de renforcer la coopération régionale sur le littoral et à travers les bassins océaniques par l'intermédiaire de mécanismes internationaux soutenus par les législations nationales. Ils doivent leur succès aux équipes de gestion des situations d'urgence, ainsi qu'à la défense et à la protection civile, en tant qu'utilisateurs.

114 M. Koltermann a rappelé que les Groupes intergouvernementaux de coordination (GIC) étaient responsables des résultats de leurs systèmes respectifs d'alerte aux tsunamis, ce qui exigeait un soutien constant et adéquat. Il a conclu en déclarant que servir la COI avait été un honneur et faire partie du Secrétariat de la Commission, une formidable expérience.

115 Au nom de la COI, le Président a remercié M. Koltermann pour son dévouement et la précieuse contribution qu'il avait apportée au Programme relatif aux tsunamis.

#### 6.1 SYSTÈMES D'ALERTE AUX ALÉAS LIÉS AU NIVEAU DE LA MER ET DE MITIGATION

116 Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, le Président du TOWS-WG, M. Sang-Kyung Byun, a présenté ce point. Il a rendu compte des conclusions de la 3<sup>e</sup> réunion du groupe de travail (Lisbonne, Portugal, 5-6 mai 2010), qui a examiné les progrès accomplis dans la mise en œuvre des mesures et décisions contenues dans la résolution XXV-13.

117 M. Byun a évoqué le numéro 91 de la Série technique de la COI (IOC/2010/TS/91) intitulé « Compendium of Definitions and Terminology on Hazards, Disasters, Vulnerability and Risks in a Coastal Context » (Recueil de définitions et de termes sur les aléas, les catastrophes, la vulnérabilité et les risques en milieu côtier), qui a été présenté, en tant que texte préliminaire, au Conseil exécutif en Annexe II du Rapport de la 3<sup>e</sup> session du TOWS-WG (IOC/TOWS-WG-III/3). Il a fait part du processus de mise en forme suggéré par le TOWS-WG pour finaliser le recueil avant la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée de la COI.

118 Au nom du groupe, M. Byun a suggéré que la COI accorde la plus haute priorité à la nécessité du libre échange des données aux fins des alertes aux tsunamis. Il a noté que les Équipes spéciales inter-GIC avaient proposé de tenir une réunion conjointe au deuxième semestre de 2010.

119 **Le Conseil exécutif a remercié** M. Byun pour son rapport et **a félicité** le TOWS-WG pour le travail qu'il avait accompli.

120 Les États-Unis d'Amérique ont fait savoir qu'ils espéraient pouvoir soutenir et accueillir la réunion des Équipes spéciales inter-GIC prévue au deuxième semestre 2010.

121 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, États-Unis d'Amérique, Grèce, Japon, Royaume-Uni, Turquie, Venezuela.

#### 6.2 SYSTÈMES RÉGIONAUX D'ALERTE AUX TSUNAMIS

122 Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, M. François Schindelé, Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (GIC/NEAMTWS), a rendu compte de la sixième session du GIC/NEAMTWS (Istanbul, Turquie, 11-13 novembre 2009). Il a notamment évoqué l'architecture régionale et les organismes qui ont fait acte de candidature comme centres de veille du système d'alerte aux tsunamis et de mitigation, ainsi que les progrès accomplis jusqu'à présent.

123 Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, Mme Frédérique Martini, Vice-Présidente du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et

autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (GIC/CARIBE-EWS), a présenté un compte rendu de la 5<sup>e</sup> session du GIC/CARIBE-EWS (Managua, Nicaragua, 15-17 mars 2010). Elle a fait rapport sur l'évaluation des performances du CARIBE-EWS à la suite du séisme et du tsunami qui ont frappé Haïti le 12 janvier 2010 et a demandé le soutien de la COI pour l'exercice auquel le CARIBE-EWS a prévu de procéder le 23 mars 2011. Elle a indiqué que le Centre d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (PTWC) continue de fournir provisoirement à la région des services et des avis en matière d'alerte aux tsunamis, tandis que le Venezuela et le Nicaragua ont fait des efforts et accompli des progrès techniques en vue de la création d'un Centre d'alerte aux tsunamis dans les Caraïbes (CTWC). Mme Martini a par ailleurs noté que, le 1<sup>er</sup> février 2010, la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) a mis en place le Programme d'alerte aux tsunamis dans les Caraïbes, conjointement accueilli par le Réseau Sismique de Porto Rico et l'Université de Porto Rico à Mayagüez, ce qui constitue la première étape de la contribution progressive des États-Unis à la mise en place d'un CTWC.

- 124 Conformément à l'article 48.3 du Règlement intérieur, M. Jan Sopaheluwakan, Président du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (GIC/IOTWS), a rendu compte des activités menées, des étapes importantes franchies et des réussites obtenues depuis la dernière session, en particulier du succès de l'Exercice Océan Indien 09, qui s'est déroulé le 14 octobre 2009. Il a fait part des résultats de la 7<sup>e</sup> session du GIC/IOTWS (Banda Aceh, Indonésie, 14-16 avril 2010), annonçant en particulier le plan de travail et le calendrier selon lesquels le système régional géré par les responsables de la veille régionale aux tsunamis (RTWP) prendra en 2011 le relais des services consultatifs provisoires fournis par l'Office météorologique japonais et le PTWC. Il a signalé que le GIC/IOTWS avait restructuré ses groupes de travail et a appelé les États membres du Groupe intergouvernemental à nommer les membres des nouveaux groupes de travail dès que possible.
- 125 **Le Conseil exécutif a remercié** la Turquie, le Nicaragua et l'Indonésie d'avoir respectivement accueilli les réunions du GIC/NEAMTWS, du GIC/CARIBE-EWS et du GIC/IOTWS.
- 126 **Le Conseil exécutif a remercié** les personnes ayant présenté les rapports et a félicité les GIC pour les progrès accomplis, en particulier dans la transition vers des services d'alerte aux tsunamis pris en charge et gérés au niveau régional.
- 127 **Le Conseil exécutif a reconnu** qu'en adoptant une stratégie multi-aléas, certaines régions pouvaient élaborer plus rapidement des systèmes d'alerte aux tsunamis et de mitigation. Cela était dû à la nécessité de prendre en compte d'autres risques liés au niveau de la mer, comme les ondes de tempête, et de tirer profit de l'infrastructure existante de protection des zones côtières. **Le Conseil exécutif a engagé** à continuer d'utiliser le cadre multi-aléas lorsqu'il y avait lieu.
- 128 **Le Conseil exécutif a renouvelé** ses condoléances aux peuples haïtien et chilien, respectivement frappés par les séismes et tsunamis du 12 janvier et du 27 février.
- 129 La Turquie a contesté la définition des zones relevant de la responsabilité des Centres régionaux d'alerte aux tsunamis (RTWC) telle qu'elle a été présentée par le Président du GIC/NEAMTWS et a rappelé son intention de créer un RTWC pour la Méditerranée orientale, la mer Égée, la mer de Marmara et la mer Noire.
- 130 La Grèce a commenté la question de la compétence des Centres régionaux d'alerte aux tsunamis dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes, confirmant que ces compétences n'avaient pas encore été définies. Elle a, en outre, réaffirmé avoir déposé une demande de création d'un centre régional d'alerte aux tsunamis qui couvrirait la mer Ionienne, la mer Égée et la Méditerranée orientale.

131 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni.

**Décision 6.2 :**

**Le Conseil exécutif a adopté** la résolution EC-XLIII.6.

6.3 DONNÉES BATHYMÉTRIQUES EN EAU PEU PROFONDE POUR LES MODÈLES NUMÉRIQUES D'ÉLÉVATION

132 À sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009), l'Assemblée, par sa résolution XXV-13, a prié le Comité directeur de la Carte générale bathymétrique des océans (GEBCO) de donner la priorité à l'élaboration de données bathymétriques haute résolution dans les zones côtières ainsi que de modèles numériques d'élévation et de rendre compte des progrès réalisés au Conseil exécutif de la COI à sa 43<sup>e</sup> session. M. Robin Falconer, Président du Comité directeur mixte OHI-COI de la GEBCO, a présenté ce point.

133 M. Falconer a décrit les actions menées par le Comité directeur mixte pour donner suite à la demande de l'Assemblée et a mentionné les produits et ensembles de données de la GEBCO. Il a présenté les évolutions dans le domaine de la bathymétrie en eau peu profonde, notamment l'incorporation des données de la carte électronique de navigation (ENC) dans les grilles de la GEBCO. Il a rendu compte de la formation à la bathymétrie océanique dispensée à une nouvelle génération de scientifiques et hydrographes grâce à un programme international de formation d'une durée de 12 mois financé par la Nippon Foundation et ouvert aux participants des pays en développement.

134 M. Hugo Gorziglia, Directeur du Bureau hydrographique international (BHI), a poursuivi son exposé. Il a évoqué les progrès accomplis par les États membres de l'Organisation hydrographique internationale (OHI) et de la COI en matière de bathymétrie côtière. Il a rappelé le mémorandum d'accord entre la COI et l'OHI, conclu en 1984, mis à jour en 2000 et toujours en vigueur.

135 Il a mentionné les activités conjointes de la COI et de l'OHI, notamment le renforcement du programme GEBCO, la consolidation de la coopération en matière de renforcement des capacités et l'exécution du projet COAST-MAP-IO, financé par l'Italie, pour constituer des ensembles de données bathymétriques haute résolution dans des zones côtières à risques. Il a ajouté que ces ensembles de données apportaient une contribution essentielle à la modélisation des inondations dues aux tsunamis et que le projet COAST-MAP-IO avait permis de développer les capacités des pays touchés par le tsunami de l'océan Indien du 26 décembre 2004 s'agissant d'établir des cartes bathymétriques en eau peu profonde.

136 **Le Conseil exécutif a remercié** M. Falconer et M. Gorziglia pour leurs exposés.

137 **Le Conseil exécutif a reconnu** l'importance des données bathymétriques et des modèles numériques d'élévation dans l'élaboration de modèles d'inondations et de cartes d'évacuation pour atténuer les effets des risques naturels côtiers et **a noté** que l'accès à ces données était parfois restreint dans certaines zones côtières sensibles d'un point de vue national pour des raisons liées à la sécurité ou au commerce.

138 **Le Conseil exécutif a appuyé** le développement des capacités en matière de techniques de la cartographie bathymétrique et **a remercié** le Gouvernement italien et la Nippon Foundation de leur soutien à la formation en hydrographie par le biais du projet COAST-MAP-IO et du programme GEBCO.

139 **Le Conseil exécutif a exprimé sa préoccupation** quant au fait que seuls trois candidats issus de pays africains avaient répondu aux critères de sélection pour participer au cours de formation GEBCO financé par la Nippon Foundation et **a recommandé** que la GEBCO envisage de former des enseignants afin de dispenser une formation multilingue dans les pays non anglophones.

140 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, Brésil, Inde.

## 7. SAUVEGARDE DE LA BONNE SANTÉ DES ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES [Objectif de haut niveau n° 3]

### 7.1 GROUPE D'ÉTUDE CONJOINT CIEM/COI SUR LES NORMES RELATIVES AUX NUTRIMENTS

141 L'Assemblée de la COI, par sa résolution XXV-8 adoptée à sa 25<sup>e</sup> session, a invité le Conseil exécutif à examiner, à sa 43<sup>e</sup> session, les résultats du Groupe d'étude conjoint COI-CIEM sur les normes en matière de nutriments (SGONS). Le Président du Groupe d'étude, M. Michio Aoyama, a présenté ce point.

142 Le SGONS a commencé à vérifier la stabilité des matériels de référence pour les nutriments dans l'eau de mer (RMNS) en faisant appel à 10 laboratoires en avril 2009 et a achevé les essais en avril 2010. De plus, M. Aoyama s'est rendu à l'Institut Scripps d'océanographie en octobre 2009 pour fournir environ 400 bouteilles RMNS à utiliser lors de la campagne P6 2009-2010 qui reprendra la campagne P6 effectuée en 2003 dans l'océan Pacifique Sud par le Centre japonais des sciences et techniques marines (JAMSTEC).

143 Le Groupe d'étude conjoint CIEM/COI sur les normes relatives aux nutriments a établi, à sa première session (UNESCO, Paris, 23-24 mars 2010), une Échelle internationale des nutriments (INSS) à l'aide de solutions RMNS.

144 **Le Conseil exécutif a pris note** du rapport du Groupe d'étude (IOC-ICES/SGONS-I/3) et a exprimé sa gratitude pour les résultats remarquables obtenus jusqu'ici. **Il a également reconnu** l'importance d'améliorer la comparabilité et la traçabilité des RMNS et l'importance de ces derniers pour nous aider à mieux comprendre le changement climatique mondial.

145 **Le Conseil exécutif a encouragé** le Groupe d'étude à poursuivre l'élaboration de normes relatives aux nutriments ainsi que la réalisation d'expériences d'intercomparaison.

146 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Japon.

### 7.2 FERTILISATION DE L'OCÉAN

147 À sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009) l'Assemblée a décidé d'inscrire la fertilisation de l'océan à l'ordre du jour de la 43<sup>e</sup> session du Conseil exécutif afin d'étudier de manière plus approfondie le rôle futur de la COI eu égard à : (i) la fourniture d'avis et de compétences scientifiques concernant la fertilisation de l'océan ; et (ii) l'éventuelle participation de l'ABE-LOS/COI à l'évaluation du lien potentiel entre l'UNCLOS et les questions de fertilisation de l'océan. Ce point a été présenté par M. Henrik Enevoldsen, Secrétaire technique chargé du programme relatif à la fertilisation des océans.

- 148 L'Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 62/215 sur « les océans et le droit de la mer » adoptée le 22 décembre 2007, encourage les États à appuyer la poursuite des travaux d'étude visant à mieux comprendre la fertilisation des océans par apport de fer.
- 149 La Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, par la décision IX/16 adoptée le 30 mai 2008, a prié les Parties et demandé instamment aux autres gouvernements, de veiller, en application de principe de précaution, à ce qu'il n'y ait pas d'activités de fertilisation des océans tant qu'il n'existera pas de fondement scientifique qui justifie de telles activités, y compris l'évaluation des risques associés, et qu'un mécanisme de réglementation et de contrôle efficace, mondial et transparent ne sera pas en place pour ces activités, sauf pour les recherches scientifiques de petite échelle menées dans des eaux côtières.
- 150 L'Organisation maritime internationale (OMI) assure le secrétariat de la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, et son Protocole de 1996 (LC/LP). Par la résolution LC-LP.1 (2008) sur la réglementation de la fertilisation de l'océan, adoptée le 31 octobre 2008, les Parties aux deux accords ont décidé qu'en l'état actuel des connaissances, les activités de fertilisation des océans autres que celles menées dans un but de recherche scientifique légitime ne devaient pas être autorisées. Les Parties sont également convenues d'examiner en 2010 une résolution ou un amendement au Protocole de Londres relatifs à la fertilisation de l'océan, susceptibles d'être juridiquement contraignants, et d'élaborer un cadre permettant d'évaluer la compatibilité des expériences de fertilisation de l'océan avec la Convention de Londres et le Protocole de Londres.
- 151 À l'invitation des Parties à la Convention/au Protocole de Londres, la COI apporte sa contribution au processus en fournissant des résumés de l'état actuel des connaissances sur la fertilisation de l'océan et ses répercussions, notamment une synthèse scientifique à l'intention des décideurs sur la fertilisation de l'océan (IOC/BRO/2010/2) et un article plus étoffé destiné à une publication scientifique (sous presse). Ces documents ont été établis avec le concours du projet SOLAS « Étude de la surface océanique en basse atmosphère », programme international de recherche axé sur les interactions et processus à l'interface air/mer, coparrainé par le Programme international sur la géosphère et la biosphère (PIGB), le Comité scientifique de la recherche océanique (SCOR), le Programme mondial de recherche sur le climat (PMRC) et la Commission de chimie atmosphérique et de pollution mondiale (CACGP). La rédaction de la synthèse doit beaucoup aux discussions avec le secrétariat de l'OMI et avec le Groupe de travail technique intersessions LC-LP sur la fertilisation de l'océan.
- 152 Les groupes scientifiques de la Convention/du Protocole de Londres examineront les résumés scientifiques provenant des secrétariats de la CBD et de la COI et verront quel intérêt ils présentent aux fins de LC-LP, relèveront d'éventuelles lacunes et, s'il y a lieu, indiqueront comment ces lacunes pourraient être comblées.
- 153 **Le Conseil exécutif a constaté avec plaisir** que le Secrétariat de la COI réagit rapidement aux demandes d'informations scientifiques ou techniques.
- 154 **Le Conseil exécutif a décidé** que le principe de précaution est fondamental pour la réglementation de la fertilisation de l'océan.
- 155 **Le Conseil exécutif est resté partagé** quant à l'opportunité et aux modalités d'un traitement par la COI des questions relatives aux aspects juridiques de la fertilisation de l'océan et a remis à plus tard l'examen de cette question, quand l'avenir de l'ABE-LOS/COI aura été décidé.
- 156 **Le Conseil exécutif a réaffirmé** que le rôle de la Commission en matière de fertilisation des océans est de répondre aux demandes d'informations scientifiques ou techniques et d'avis qui lui sont adressées par des organismes compétents ou des États membres.

157 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Inde, États-Unis d'Amérique, Royaume-Uni.

#### Décision 7.2 :

**Le Conseil exécutif a prié** le Secrétaire général de faire rapport sur les activités relatives à la fertilisation de l'océan à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée de la COI.

### 7.3 DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

158 La résolution XXV-11 priait la Secrétaire exécutive de prendre des mesures pour identifier de nouvelles sources de soutien financier, mieux harmoniser les activités de développement des capacités menées par la COI, veiller à ce que les priorités nationales et régionales régissent le développement des capacités et former des experts locaux pour répondre aux priorités nationales. Le Vice-Président, M. Julián Reyna Moreno, a présenté ce point.

159 Le Vice-Président a rendu compte des progrès que les programmes de la COI avaient accomplis aux niveaux mondial et régional en matière de développement des capacités. Il a signalé que la restructuration du Secrétariat aiderait à harmoniser les activités de développement des capacités régionales et à coordonner les organes subsidiaires régionaux, malgré l'absence de ressources permettant de développer les capacités nationales pour répondre aux priorités correspondantes. La perte de ce type de développement des capacités nuirait aux pays d'Afrique et d'Amérique latine, car les capacités développées étaient mieux conservées lorsqu'elles étaient conformes aux priorités nationales et bénéficiaient d'un soutien national. Il a suggéré que l'on pourrait accroître les ressources humaines et extrabudgétaires.

160 **Le Conseil exécutif a remercié** le Vice-Président pour son exposé.

161 **Le Conseil exécutif a pris acte** de la nécessité de trouver des solutions innovantes à la pénurie de ressources, **exprimant** sa préoccupation quant à la suppression du poste de développement des capacités.

162 **Le Conseil exécutif s'est félicité** de la réussite des activités de développement des capacités, tout en appelant de ses vœux d'autres activités destinées à renforcer le leadership et les institutions, car les directeurs des institutions nationales jouaient un rôle important pour ce qui était de communiquer efficacement avec les responsables de l'élaboration des politiques. **Le Conseil exécutif s'est réjoui** du soutien apporté à ce travail par de nombreux États membres, en particulier par la Suède et l'Italie.

163 **Le Conseil exécutif a pris conscience** du fait que le montant limité des ressources réduisait la portée des actions que la COI pouvait entreprendre, mais a estimé qu'une coordination au Siège pourrait grandement aider les États membres à mobiliser des fonds extrabudgétaires.

164 La Secrétaire exécutive a fait savoir au Conseil que le développement des capacités relevait, du fait de la nature intersectorielle de cette activité, de la responsabilité de chaque membre du Secrétariat. Elle a noté que les tâches du Secrétaire exécutif adjoint consistaient, entre autres, à harmoniser et à coordonner les activités de développement des capacités, ainsi qu'à établir des rapports sur ce sujet. Elle a toutefois appelé les États membres à formuler des suggestions innovantes pour combler l'absence actuelle d'un coordonnateur du développement des capacités travaillant à plein temps.

165 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Inde, Japon, Maurice, Royaume-Uni, Venezuela.

## **8. LES PROCÉDURES ET POLITIQUES DE GESTION SUSCEPTIBLES D'ASSURER LA VIABILITÉ DU MILIEU CÔTIER ET MARIN ET DE SES RESSOURCES** **[Objectif de haut niveau n° 4]**

### **8.1 MECANISME DE NOTIFICATION ET D'EVALUATION SYSTEMATIQUES A L'ECHELLE MONDIALE DE L'ETAT DU MILIEU MARIN, Y COMPRIS LES ASPECTS SOCIOECONOMIQUES**

166 À sa 25<sup>e</sup> session (Paris, 2009), l'Assemblée a chargé la Secrétaire exécutive et le Bureau de la COI de veiller à ce que la Commission continue de jouer un rôle de premier plan dans le cadre du Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques. M. Julian Barbière, Secrétaire technique, a présenté ce point en rappelant les résultats de la phase initiale du Mécanisme : l'Évaluation des évaluations (AoA), lancée par la résolution 60/30 de l'Assemblée générale des Nations Unies et menée par la COI et le PNUE de 2005 à 2009. Les conclusions de l'AoA ont été transmises à la réunion du *Groupe de travail spécial plénier* (New York (États-Unis), 31 août – 4 septembre 2009), qui a été créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de recommander un plan d'action.

167 Bien que le *Groupe de travail spécial* ait entériné l'objectif global, la portée et les principes du Mécanisme, une approche du renforcement des capacités et du transfert de technologies ainsi qu'un premier cycle allant de 2010 à 2014, il a décidé qu'il fallait davantage de temps pour convenir des modalités d'application du Mécanisme, y compris les éléments clés, les arrangements institutionnels tels que la création du Secrétariat, et les moyens financiers. De plus, la DOALOS a été priée d'apporter son soutien au Mécanisme, dans le contexte de la résolution 64/71 de l'Assemblée générale des Nations Unies et en collaboration avec les institutions et programmes des Nations Unies concernés. De nouvelles discussions auront lieu lors d'une deuxième réunion du *Groupe de travail spécial*, du 30 août au 3 septembre 2010, à New York (États-Unis). Le Secrétaire technique a également rappelé qu'ONU-Océans s'était réuni en mai 2010 pour étudier le rôle qu'il pourrait jouer, si l'Assemblée générale le lui demandait, dans l'élaboration d'une proposition de création d'un secrétariat interinstitutions chargé d'appuyer le Mécanisme.

168 **Le Conseil exécutif s'est félicité** de la façon dont les secrétariats de la COI et du PNUE ont facilité la phase d'Évaluation des évaluations du Mécanisme, conduisant à la publication du rapport sur l'Évaluation des évaluations.

169 **Le Conseil exécutif a rappelé** l'importance du Mécanisme pour surveiller en permanence l'état des océans et des mers du monde en produisant régulièrement des évaluations mondiales et suprarégionales.

170 **Le Conseil exécutif s'est félicité** de la participation des organisations et programmes pertinents des Nations Unies à la mise en place du Mécanisme.

171 La République de Corée s'est proposée de financer un atelier régional sur le développement des capacités et la création de réseaux à titre d'activité préparatoire pour le Mécanisme dans la région de la WESTPAC.

172 **Le Conseil exécutif a souligné** à quel point il était important de promouvoir le lancement du Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques en 2010 et de solliciter l'appui des institutions nationales compétentes pour préparer les délibérations de la deuxième réunion du Groupe de travail spécial plénier.

- 173 **Le Conseil exécutif a recommandé** que les programmes de la COI sur l'océanographie, le GOOS, l'IODE, notamment les ODIN, et le développement des capacités, ainsi que les organes subsidiaires régionaux de la Commission, participent pleinement aux activités relatives à la création et à la mise en œuvre du Mécanisme.
- 174 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Brésil, Canada, Japon, Royaume-Uni.

**Décision 8.1 :**

**Le Conseil exécutif a prié** la Secrétaire exécutive d'élaborer une analyse détaillée de la capacité actuelle du Secrétariat de la COI de continuer à contribuer au Mécanisme, soulignant ses forces et ses faiblesses.

**9. ADMINISTRATION ET GESTION**

## 9.1 L'AVENIR DE LA COI

- 175 Le Président, M. Javier Valladares, a rappelé qu'à sa 41<sup>e</sup> session, le Conseil exécutif, par sa résolution EC-XLI.1 relative à l'avenir de la COI, a prié les États membres, le Président, le Bureau, le Secrétaire exécutif et le Directeur général de l'UNESCO de prendre plusieurs mesures et de faire rapport sur les progrès accomplis à la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée. Dans ce contexte, l'Assemblée a longuement discuté de la nécessité d'accroître le niveau des ressources dont la COI dispose afin d'améliorer son efficacité pour relever les défis actuels et nouveaux. Dans ce même contexte, elle a aussi débattu de la question du transfert éventuel du Secrétariat de la COI, en réponse à l'offre du Portugal (IOC-XXV/3, Annexe III-E) d'accueillir ledit secrétariat à Lisbonne. À sa 41<sup>e</sup> session, le Conseil exécutif a souligné la nécessité de faire preuve de transparence et d'engager des consultations avec toutes les parties à ce sujet. Enfin, à sa 35<sup>e</sup> session, la Conférence générale de l'UNESCO a adopté, par sa résolution 35 C/19, la priorité sectorielle biennale 2 (dont l'axe d'action 4 concerne la COI), qui demandait de renforcer la COI et d'étendre la portée de ses activités à tous les États membres.
- 176 **Le Conseil exécutif a pris note** des rapports présentés au cours de sa 42<sup>e</sup> session et de la 25<sup>e</sup> session de l'Assemblée. **Il a prié** la Secrétaire exécutive d'établir un rapport sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations faites par le Groupe de travail sur l'avenir de la COI et de le présenter à l'Assemblée de la COI, à sa 26<sup>e</sup> session, en vue de finaliser la mise en œuvre de la résolution EC-XLI.1.
- 177 L'intégralité de la déclaration du Portugal, ainsi que la proposition officielle d'accueillir le Secrétariat de la COI à Lisbonne (Portugal), figurent à l'Annexe d'information.
- 178 À titre de contribution au renforcement de l'exécution des programmes de la COI au niveau régional, l'Inde et la République de Corée se sont proposées d'accueillir des bureaux décentralisés de la Commission océanographique.
- 179 **Le Conseil exécutif a mis en garde** contre la répétition des discussions sur « l'avenir de la COI » compte tenu de la somme considérable de documents élaborés au cours de la décennie écoulée et **a insisté** sur la nécessité de mettre en pratique les recommandations formulées dans le cadre des initiatives passées.
- 180 **Le Conseil exécutif a recommandé** d'aborder les priorités de la COI dans un esprit d'ouverture grâce à une coopération plus active avec d'autres programmes de l'UNESCO et avec les partenaires extérieurs concernés, en particulier les programmes et institutions des Nations Unies qui coopèrent avec la Commission.

- 181 Constatant que le 50<sup>e</sup> anniversaire de la COI est célébré cette année, **le Conseil exécutif a appelé de ses vœux** une analyse des programmes de la Commission qui donnent de bons résultats, comme le programme d'alerte aux tsunamis et de mitigation, les programmes d'observation de l'océan, l'IODE, etc., afin d'identifier les raisons de leur succès et d'appliquer les « enseignements tirés » aux activités actuelles et futures de la COI. À cet égard, **le Conseil exécutif a recommandé** d'évaluer périodiquement les performances de l'ensemble des programmes de la Commission océanographique afin de les renforcer ou d'appliquer des mesures correctives.
- 182 En outre, **le Conseil exécutif a fait observer** l'évolution permanente de la COI, organisation à l'origine essentiellement tournée vers la science qui se consacre désormais aux services opérationnels et à l'océanographie opérationnelle, et **a conclu** que cette évolution nécessitait des adaptations appropriées tant au niveau national qu'au niveau international.
- 183 **Le Conseil exécutif a souligné** la nécessité d'améliorer, à tous les niveaux de la société et de l'administration et dans toutes les régions, la communication sur les activités de la COI et l'intérêt qu'elle présente pour les États membres, faisant observer que cela pouvait susciter un engagement financier plus vigoureux de la part des gouvernements et donateurs.
- 184 Le Président a informé le Conseil exécutif que deux projets de résolution (9.1 (a) et 9.1 (b)) ont été soumis pour examen. **Le Conseil exécutif a prié** les auteurs des deux projets de se réunir afin de s'efforcer de fusionner les deux textes en un seul à soumettre à son examen.
- 185 L'Afrique du Sud, en sa qualité de présidente du groupe de rédaction ad hoc chargé de tenter de réaliser la fusion proposée, a indiqué que ce dernier n'était pas parvenu à un consensus sur la fusion des deux projets de résolution.
- 186 Le Portugal a dit regretter que les discussions des États membres de la COI n'aient pas permis de se prononcer sur cette question essentielle par consensus. Il a fait observer que la Commission devait faire face à un déficit chronique de ressources qui l'empêchait de relever pleinement les défis croissants auxquels la planète Terre et ses océans sont confrontés. Le Portugal a indiqué avoir présenté une proposition susceptible d'améliorer significativement la situation. Il a rappelé que son initiative concernant l'avenir de la Commission répondait à une demande spécifique de l'ancien Directeur général de l'UNESCO et de l'ancien Secrétaire exécutif de la COI. Elle a été lancée en toute transparence et n'a jamais visé l'exclusivité. Le Portugal a remercié les coauteurs de son projet de résolution. Toutefois, en accord avec ces derniers et afin de préserver un climat de dialogue constructif, le Portugal a retiré son projet de résolution. La déclaration du Portugal figure dans son intégralité à l'Annexe d'information.
- 187 **Le Conseil exécutif a exprimé sa profonde gratitude** au Portugal pour son esprit de compromis et sa générosité. **Il a en outre remercié** l'Afrique du Sud d'avoir facilité les discussions au sein du groupe de travail.
- 188 L'Allemagne a précisé que tous les États membres du Conseil s'accordaient à dire que les fonds extrabudgétaires recherchés auprès du secteur privé (comme indiqué dans la résolution EC-XLIII.7) ne devaient être acceptés que s'ils étaient conformes aux objectifs de la COI et n'entraient en rien sa neutralité ou son indépendance.
- 189 Le Brésil a rendu hommage au leadership, à l'impartialité et à l'immense patience du Président et a rappelé que si la Commission célébrait son 50<sup>e</sup> anniversaire, ainsi que ses nombreuses réalisations, elle devait toutefois se pencher à présent sur les 50 prochaines années. Le Brésil a également rappelé qu'en 2008, le Groupe de travail sur l'avenir de la COI avait rendu son rapport (IOC/FUTURE-I/3). Il a fait observer que les recommandations du Groupe de travail étaient claires mais qu'elles n'avaient pas toutes été mises en œuvre. Le Brésil a suggéré que la Secrétaire exécutive de la COI rende compte, à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée, de l'état de mise en œuvre des recommandations du Groupe de travail sur l'avenir de la COI, et a

déclaré être disposé à collaborer avec d'autres États membres pour réaliser pleinement l'immense potentiel de la Commission. L'intégralité de la déclaration du Brésil figure à l'Annexe d'information au présent rapport.

190 Le Royaume-Uni s'est déclaré déçu qu'un accord n'ait pas pu être trouvé pour fusionner les deux projets de résolution. Il a fait observer que certaines questions soulevées par le rapport du Groupe de travail sur l'avenir de la COI exigeaient encore un suivi et que l'océanographie opérationnelle offrait de nouvelles possibilités et posait de nouveaux défis qui imposeront à la COI de travailler de façon plus novatrice. Le Royaume-Uni était déçu que ces suggestions aient été éliminées lorsque le projet de résolution a été repris sous sa forme initiale.

191 L'Égypte a accepté que la résolution EC-XLIII.7 soit adoptée par consensus sous réserve que les commentaires et observations des États membres soient consignés dans le rapport de la présente session.

192 Le Canada s'est déclaré préoccupé de ce que la résolution EC-XLIII.7, telle qu'adoptée, ne reflète ni l'objet du point correspondant de l'ordre du jour ni l'esprit d'un grand nombre des interventions faites en séance plénière ou pendant les réunions du groupe de rédaction. Il a toutefois accepté la décision du Conseil exécutif d'adopter la résolution étant entendu que le rapport refléterait les délibérations des États membres. De plus, le Canada a demandé que la Secrétaire exécutive prépare un rapport sur les actions entreprises pour mettre en œuvre les recommandations faites par le Groupe de travail sur l'avenir de la COI et le présente à l'Assemblée de la COI à sa 26<sup>e</sup> session.

193 L'Argentine a appuyé la proposition canadienne.

194 L'Australie s'est inquiétée de la procédure suivie pour rédiger, diffuser, examiner et adopter la résolution EC-XLIII.7 et a suggéré que les projets de résolution soient disponibles avant les sessions des organes directeurs. Elle a également appuyé les commentaires faits par le Canada et le Royaume-Uni en ce qui concerne l'établissement d'un rapport sur le suivi des recommandations du Groupe de travail sur l'avenir de la COI, et la nécessité de prendre en compte les divers défis nouveaux que la COI doit relever pour définir ses orientations et son rôle futurs.

195 Après un vaste débat, **le Conseil exécutif est convenu**, par consensus, d'adopter la résolution dans son ensemble sans l'examiner paragraphe par paragraphe.

196 Le Royaume-Uni a noté qu'il ne bloquerait pas ce consensus, mais qu'il n'était pas satisfait de la procédure d'adoption de la résolution EC-XLIII.7, soulignant qu'à l'avenir, les États devraient continuer de pouvoir apporter des modifications aux projets de résolution en séance plénière dans le cadre du processus d'établissement de consensus.

197 Les États membres suivants ont décidé de fournir le texte de leur intervention faite en plénière sur ce point de l'ordre du jour pour qu'il figure dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Allemagne, Brésil, Canada, Inde, Japon, Malaisie, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

#### Décision 9.1 :

**Le Conseil exécutif a adopté** la résolution EC-XLIII.7.

198 Après l'adoption, le Portugal a regretté que les efforts du groupe de rédaction informel n'aient pas porté leurs fruits et a émis des réserves au sujet de la résolution adoptée par consensus.

## 9.2 OBJECTIFS DE PLUS HAUT NIVEAU POUR 2012-2013

199 En vertu de la résolution XXV-14, le Conseil exécutif était prié de définir les priorités **biennales** et les orientations de programme préliminaires en vue d'orienter la préparation du Programme et budget pour 2012-2013.

200 Bien que les actions clés relevant des quatre objectifs de haut niveau de la Stratégie à moyen terme pour 2008-2013 demeurent la référence en vue de la définition des priorités biennales, des objectifs et des résultats escomptés de la Commission, **le Conseil exécutif est convenu** de prendre en considération les éléments ci-après : (i) la continuité des programmes, compte tenu des recommandations des organes directeurs et subsidiaires de la COI et des résultats des évaluations de programme ; (ii) l'équilibre entre les activités mondiales et régionales/sous-régionales et entre la coordination intergouvernementale, l'action normative et les activités opérationnelles ; (iii) une approche interdisciplinaire ; (iv) les priorités globales de l'UNESCO que sont l'Afrique, l'égalité entre les sexes, et les petits États insulaires en développement ; (v) une approche axée sur les résultats et des indicateurs de performance mesurables.

201 Le Projet de priorités et de stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013 établi par le Secrétariat a été examiné par le Comité financier. Ce dernier a félicité le Secrétariat pour le travail accompli et fait observer que les actions et résultats escomptés devaient être affinés. En particulier, les résultats escomptés de certaines grandes priorités ne figuraient pas dans le document. Dans certains cas le Comité a ajouté des déclarations de haut niveau tandis que dans d'autres, de nouvelles discussions sur les stratégies seront nécessaires. Le Comité a recommandé que le développement des capacités soit inscrit comme activité transversale au titre de chaque objectif de haut niveau. Ces nouveaux éléments et changements ayant été apportés, le Comité a approuvé le Projet de priorités et de stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013 et a décidé que le Groupe consultatif financier intersessions continuerait de définir l'ordre des priorités entre les sessions.

202 Le rapport de la Présidente du Comité financier figure à l'Annexe VI.

### Décision 9.2 :

**Le Conseil exécutif a adopté** les résolutions EC-XLIII.8 et EC-XLIII.9.

203 Lors de l'adoption de la résolution EC-XLIII.8, le Portugal a fait observer que les sous-commissions sont organisées par bassin océanique et qu'un autre terme, par exemple « plateforme » ou « forum », serait peut-être plus approprié pour le continent africain.

## 9.3 PRÉPARATION DE LA 26<sup>E</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE

204 La Secrétaire exécutive a informé le Conseil exécutif que des salles de conférence et des locaux pour le Secrétariat avaient été réservés à l'UNESCO pour la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée, du mercredi 22 juin au mercredi 6 juillet 2011.

205 **Le Conseil exécutif a reconnu** que le format du rapport de la présente session du Conseil constituait un progrès mais nécessitait une plus grande coordination pour pouvoir mieux refléter l'orientation du débat.

206 **Le Conseil exécutif a accepté** qu'une journée entière soit consacrée aux réunions des présidents des organes subsidiaires régionaux et de l'I-GOOS immédiatement avant la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée.

207 S'agissant de la proposition de la Secrétaire exécutive sur d'éventuels points à inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée à sa 26<sup>e</sup> session, **le Conseil exécutif a souligné** la nécessité de

couvrir l'intégralité des programmes et activités de la COI qui doivent être examinés par l'Assemblée ainsi que les points statutaires.

208 Les États membres suivants ont décidé de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière concernant ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Japon, Portugal, Venezuela.

#### Décision 9.3 :

##### Le Conseil exécutif a :

- (i) **décidé** de réserver, dans le calendrier des travaux de l'Assemblée, suffisamment de temps pour accorder l'attention qui convient au rapport de chacun des présidents des organes subsidiaires régionaux de la COI ainsi qu'au rapport exécutif de la réunion des présidents des organes subsidiaires régionaux ;
- (ii) **chargé** tous les présidents des organes subsidiaires régionaux d'inclure dans les rapports intérimaires qu'ils présenteront à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée un résumé des activités menées en coopération avec d'autres organes subsidiaires ;
- (iii) **prié** la Secrétaire exécutive de rendre compte à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée de l'exécution des activités conjointes approuvées dans les mémorandums d'accord entre la COI et les organes régionaux de coopération dans des domaines d'intérêt commun.

#### 9.4 DATES ET LIEUX DES 44<sup>e</sup> ET 45<sup>e</sup> SESSIONS DU CONSEIL EXÉCUTIF

#### Décision 9.4 :

##### Le Conseil exécutif a décidé de tenir :

- (i) sa 44<sup>e</sup> session le mardi 21 juin 2011, veille de l'ouverture de la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée, au Siège de l'UNESCO à Paris (France). Conformément à l'article 19.2 du Règlement intérieur, le Conseil exécutif remplira les fonctions de comité directeur de la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée ;
- (ii) sa 45<sup>e</sup> session du mardi 19 juin 2012 au mercredi 27 juin 2012, au Siège de l'UNESCO à Paris (France), avec les possibilités d'une prolongation jusqu'au vendredi 29 juin 2012.

### 10. ADOPTION DES RÉOLUTIONS ET DU RAPPORT

209 La Présidente du Comité des résolutions, Mme Helen Joseph, a présenté au Conseil exécutif son rapport sur les travaux de ce Comité (Annexe VII).

210 Mme Joseph a appelé l'attention sur certaines des difficultés rencontrées par le Comité dans l'examen des projets de résolution présentés par les États membres. Elle a également fait savoir au Conseil exécutif qu'il avait été demandé au Comité des résolutions de formuler des observations concernant le troisième Projet de directives pour la préparation et l'examen des projets de résolution, conformément à une décision prise par le Conseil exécutif à sa 39<sup>e</sup> session, et réaffirmée par l'Assemblée à sa 25<sup>e</sup> session (IOC-XXV/3, paragraphes 586-587), en vue d'améliorer la préparation et l'examen des projets de résolution.

211 **Le Conseil exécutif a remercié** la Présidente pour son rapport ainsi que pour les travaux du Comité des résolutions et **a réaffirmé** la nécessité de finaliser le Projet de directives à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée.

212 **Le Conseil exécutif a réaffirmé** qu'il était important de soumettre les projets de résolution au Secrétariat un certain temps avant les sessions des organes directeurs afin de permettre, dans la mesure du possible, leur inclusion dans le Document relatif aux décisions à adopter, pour faciliter leur examen et leur révision dans les meilleurs délais par les États membres.

213 Les États membres suivants ont décidé de fournir le compte rendu de leur intervention en plénière concernant ce point de l'ordre du jour pour inclusion dans l'Annexe d'information au rapport de la réunion : Sénégal, Royaume-Uni.

214 **Le Conseil exécutif a adopté** le rapport et les résolutions de sa 43<sup>e</sup> session.

#### Décision 10 :

**Le Conseil exécutif a prié** la Secrétaire exécutive :

- (i) de préparer, en consultation avec la Présidente en exercice du Comité des résolutions et ses prédécesseurs, une version révisée du Projet de directives tenant compte des observations formulées au Conseil ;
- (ii) d'inscrire un point sur cette question à l'ordre du jour de la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée en vue de débattre et d'adopter la version finale du Projet de directives.

### 11. CLÔTURE DE LA SESSION

215 Le Rapporteur de la présente session a remercié la Secrétaire exécutive et ses collaborateurs pour leur coopération. Il s'est félicité du nouveau format du rapport et a remercié le Président pour l'efficacité dont il a fait preuve ainsi que pour les conseils qu'il a prodigués afin de trouver un consensus.

216 La Secrétaire exécutive a remercié les États membres pour leur accueil et le Conseil exécutif pour son débat nourri. Elle a remercié le Rapporteur pour ses aimables paroles ainsi que le Bureau et le personnel pour leur dur labeur, en particulier M. Youri Oliouline, qui a coordonné les célébrations du 50<sup>e</sup> anniversaire de la COI.

217 Le Sénégal a félicité le Président et la Secrétaire exécutive pour l'esprit de consensus dont ils ont fait preuve et l'efficacité avec laquelle ils ont dirigé la présente session. Le Sénégal a également remercié en particulier les Présidents du Comité des résolutions et du Comité financier pour la qualité de leur travail.

218 Le Président a souligné combien il importait de privilégier la science par rapport aux aspects juridiques et politiques des travaux de la Commission. Il s'est félicité du solide appui apporté par l'UNESCO à la Commission et a remercié la Secrétaire exécutive et le Secrétariat, en particulier Ehrlich Desa, Keith Alverson et Patrice Boned, pour leur dur labeur, ainsi que l'éditeur-conseil.

219 Le Président a prononcé la clôture de la 43<sup>e</sup> session du Conseil exécutif le 16 juin 2010 à 15 h 45.



## ANNEXE I

### ORDRE DU JOUR

- 1. OUVERTURE DE LA SESSION**
- 2. ORGANISATION DE LA SESSION**
  - 2.1 ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR
  - 2.2 DÉSIGNATION DU RAPPORTEUR
  - 2.3 ÉTABLISSEMENT DES COMITÉS POUR LA DURÉE DE LA SESSION
  - 2.4 PRÉSENTATION DU CALENDRIER ET DE LA DOCUMENTATION
  - 2.5 CONFÉRENCES À LA MÉMOIRE DE ROGER REVELLE
- 3. ÉVOLUTION INTERVENUE DEPUIS LA 25<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE DE LA COI**
  - 3.1 RAPPORT DU PRÉSIDENT DE LA COI  
[Article 21.2 (c) du Règlement intérieur]
  - 3.2 RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE EXÉCUTIVE  
[Article 49.1 du Règlement intérieur]
  - 3.3 CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES PRIORITÉS GLOBALES DE L'UNESCO : L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES ET L'AFRIQUE  
[35 C/5, par. 02010 ; Rés. XXV-14]
- 4. GOUVERNANCE**
  - 4.1 CÉLÉBRATION DE NOTRE 50<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE  
[Rés. XXIV-4 ; Rés. EC-XLI.2 ; Rés. EC-XLI.1 ; IOC-XXV, point 4.1.1, par. 107 et 112]
  - 4.2 PLAN DE TRAVAIL DE LA COI POUR 2010-2011  
[Rés. XXV-14]
  - 4.3 ORGANES SUBSIDIAIRES RÉGIONAUX  
[Article 48.3 du Règlement intérieur]
  - 4.4 LA COI ET LE DROIT DE LA MER  
[Rés. XXV-1]
- 5. L'ATTÉNUATION DES EFFETS DU CHANGEMENT ET DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUES ET L'ADAPTATION À CES PHÉNOMÈNES  
[Objectif de haut niveau n° 2]**
  - 5.1 RECHERCHE ET OBSERVATION DANS LE DOMAINE DU CLIMAT  
[Article 21.2 (c) du Règlement intérieur]
  - 5.2 ORGANISATION DU SYSTÈME MONDIAL D'OBSERVATION DE L'OCÉAN  
[IOC-XXV, point 4.4.2, par. 357]

5.3 COOPÉRATION AVEC L'OMM  
[Article 48.3 du Règlement intérieur]

**6. LA PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS ET LA RÉDUCTION DE LEUR IMPACT  
[Objectif de haut niveau n° 1]**

6.1 SYSTÈMES D'ALERTE AUX ALÉAS LIÉS AU NIVEAU DE LA MER,  
ET D'ATTÉNUATION DE LEURS EFFETS  
[IOC-XXV, point 4.5.1, par. 417]

6.2 SYSTÈMES RÉGIONAUX D'ALERTE AUX TSUNAMIS  
[Article 48.3 du Règlement intérieur]

6.3 DONNÉES BATHYMÉTRIQUES EN EAU PEU PROFONDE POUR LES MODÈLES  
NUMÉRIQUES D'ÉLÉVATION  
[IOC-XXV, point 4.5.1, par. 413]

**7. LA SAUVEGARDE DE LA BONNE SANTÉ DES ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES  
[Objectif de haut niveau n° 3]**

7.1 GROUPE D'ÉTUDE CONJOINT CIEM/COI SUR LES NORMES RELATIVES AUX  
NUTRIMENTS  
[Rés. XXV-8]

7.2 FERTILISATION DE L'OCÉAN  
[IOC-XXV, point 4.4.4, par. 395]

7.3 RENFORCEMENT DES CAPACITÉS  
[Rés. XXV-11]

**8. LES PROCÉDURES ET POLITIQUES DE GESTION SUSCEPTIBLES D'ASSURER  
LA VIABILITÉ DU MILIEU CÔTIER ET MARIN ET DE SES RESSOURCES  
[Objectif de haut niveau n° 4]**

8.1 MÉCANISME DE NOTIFICATION ET D'ÉVALUATION SYSTÉMATIQUES  
À L'ÉCHELLE MONDIALE DE L'ÉTAT DU MILIEU MARIN  
[Article 21.2 (c) du Règlement intérieur]

**9. ADMINISTRATION ET GESTION**

9.1 L'AVENIR DE LA COI  
[IOC-XXV, point 6.1, par. 561]

9.2 OBJECTIFS DE HAUT NIVEAU POUR 2012-2013  
[Rés. XXV-14 ; Art. 6B.4 et 7B.6 des Statuts]

9.3 PRÉPARATION DE LA 26<sup>e</sup> SESSION DE L'ASSEMBLÉE  
[Art. 7.C.8 des Statuts ; Art. 8.3 et 21.2 (c) du Règlement intérieur]

9.4 DATES ET LIEUX DES 44<sup>e</sup> ET 45<sup>e</sup> SESSIONS DU CONSEIL EXÉCUTIF  
[Article 19.2 du Règlement intérieur]

**10. ADOPTION DES RÉOLUTIONS ET DU RAPPORT**

**11. CLÔTURE DE LA SESSION**

**ANNEXE II**

**RÉSOLUTIONS ADOPTÉES**

| <b>Numéro</b> | <b>Point de l'ordre du jour</b> | <b>Titre de la résolution</b>   | <b>Page</b> |
|---------------|---------------------------------|---|-------------|
| <b>1</b>      | 4.3                             | Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est   | 2           |
| <b>2</b>      | 4.3 (b)                         | Huitième session de la Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC-VIII)                                  | 3           |
| <b>3</b>      | 4.3 (c)                         | Organes subsidiaires régionaux  | 5           |
| <b>4</b>      | 4.4                             | Étude de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer (ABE-LOS/COI)  | 6           |
| <b>5</b>      | 5.3                             | Troisième session de la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM-III)            | 7           |
| <b>6</b>      | 6                               | Coordination mondiale des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis et autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation    | 11          |
| <b>7</b>      | 9.1                             | L'avenir de la COI  | 13          |
| <b>8</b>      | 9.2                             | Projet de priorités et de stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013   | 14          |
| <b>9</b>      | 9.2 (b)                         | Priorités et stratégie de mise en œuvre biennales et préparation du Projet de programme et de budget de la COI pour 2012-2013 | 15          |

Résolution EC-XLIII.1

**COMITÉ RÉGIONAL DE LA COI POUR L'ATLANTIQUE DU CENTRE-EST**

Le Conseil exécutif,

1. **Rappelant** la résolution XXIV-3 de la COI sur « Le passé, le présent et l'avenir de l'Afrique au sein des programmes de la COI » et la résolution XXV-2 de la COI sur les « organes subsidiaires régionaux de la COI », qui demandaient de relancer le Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est (IOCEA),
2. **Ayant à l'esprit** que la région de l'IOCEA est actuellement confrontée à divers défis qui limitent la capacité des spécialistes des sciences de la mer d'aider les communautés et les responsables de la formulation des politiques dans le domaine de la gestion marine et côtière,
3. **Reconnaissant** les progrès accomplis par les États membres dans la mise au point d'activités de développement des capacités et de programmes océanographiques, ainsi que par la COI dans la mise en œuvre de divers projets dans la région, notamment le projet ODINAFRICA financé par le Gouvernement flamand (Belgique), la première phase du programme de développement des capacités soutenu par l'Agence suédoise de coopération internationale au développement ainsi que le projet du Fonds pour l'environnement mondial sur l'adaptation au changement climatique dans les zones côtières (ACCC) de l'Afrique de l'Ouest,
4. **Se félicitant** des efforts qui ont été déployés pour revitaliser l'IOCEA,
5. **Remerciant** le Gouvernement du Ghana d'avoir accueilli la sixième session de l'IOCEA à Accra du 28 au 30 mars 2010,
6. **Prend note** du Rapport de la sixième session de l'IOCEA (IOCEA-VI/3) et des recommandations qu'il contient ;
7. **Recommande** que, conformément aux Principes directeurs de la COI applicables à la création de bureaux décentralisés (IOC/INF-1193), une évaluation des besoins et une estimation détaillée des coûts afférents au rétablissement du Bureau des projets de l'IOCEA, soient réalisées par le Président de l'IOCEA avec le concours du Secrétariat de la COI et présentées à la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée pour examen ;
8. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI :
  - (i) d'intégrer les activités relevant du Plan de travail de l'IOCEA-VI dans l'actuel Programme et budget (35 C/5), dans les limites des ressources allouées au titre du Programme ordinaire et des ressources extrabudgétaires identifiées à cette fin ;
  - (ii) d'intégrer les priorités de l'IOCEA dans les discussions menant à l'élaboration du prochain Projet de programme et de budget pour 2012-2013 (36 C/5 projet) ;
  - (iii) d'inviter les États membres de l'IOCEA à accueillir et financer le Bureau des projets de l'IOCEA conformément aux Principes directeurs de la COI applicables à la création de bureaux décentralisés (IOC/INF-1193) ;
  - (iv) d'appliquer les Principes directeurs pour soutenir le chef et le personnel d'appui du Bureau des projets de l'IOCEA grâce aux moyens disponibles, notamment le programme des experts associés et le programme des jeunes cadres, ainsi que les détachements nationaux ;

- (v) de fournir des orientations en vue de la création d'une Association des sciences de la mer de l'Atlantique du Centre-Est (CEAMSA), en s'appuyant sur l'expérience de l'Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental (WIOMSA) et les liens entretenus avec elle ;
9. **Invite** les États membres de l'IOCEA à renforcer leurs comités océanographiques nationaux, ou à en créer un s'ils n'en ont pas, afin de participer pleinement aux activités de l'IOCEA ;
10. **Invite** les États membres de la COI à fournir des moyens financiers, du personnel et des compétences techniques pour le Bureau des projets de l'IOCEA et les activités du Plan de travail.

Résolution EC-XLIII.2

**HUITIÈME SESSION DE LA SOUS-COMMISSION DE LA COI  
POUR LE PACIFIQUE OCCIDENTAL (WESTPAC-VIII)**

Le Conseil exécutif,

1. **Considérant que :**
- (i) la Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC) contribue à favoriser la coopération régionale dans les domaines de la recherche océanographique, des observations et services océaniques et du développement des capacités dans la région du Pacifique occidental afin d'aider ses États membres à étudier, protéger et gérer leurs côtes et leurs océans,
  - (ii) la diminution considérable de la capacité de la COI à financer ses activités régionales au titre de son budget ordinaire a été préjudiciable à la Sous-Commission pendant de nombreuses années,
2. **Reconnaissant** les efforts incessants déployés ces dernières années par les États membres et par le Secrétariat régional de la COI pour la WESTPAC afin de revitaliser la Sous-Commission en définissant la stratégie et la structure de programme de la WESTPAC, en palliant les insuffisances de ses activités, en élaborant et en lançant de nouvelles activités régionales spécifiques et en redonnant aux États membres confiance en l'avenir de la Sous-Commission,
3. **Se félicitant** de la création du premier centre régional de formation et de recherche en océanographie dans les locaux du premier institut d'océanographie de l'Administration océanique d'État de la Chine, dans le cadre du « Réseau régional UNESCO/COI de centres de formation et de recherche en océanographie dans le Pacifique occidental »,
4. **Notant avec satisfaction** que la WESTPAC dispose désormais d'un cadre systématique permettant aux États membres de coordonner leurs efforts, qu'elle planifie son avenir d'un point de vue stratégique, a mis en place des mécanismes consultatifs et de mise en œuvre afin de pouvoir réagir en temps opportun aux nouveaux problèmes régionaux/internationaux liés à la mer, et a fait un grand pas en avant pour passer de la conceptualisation des programmes à leur application,
5. **Notant avec inquiétude** que malgré les importants progrès accomplis, la poursuite du développement de la Sous-Commission sera entravée par la pénurie de personnel technique au sein de son Secrétariat étant donné que les activités de la WESTPAC augmentent rapidement,

6. **Remerciant :**

- (i) le Gouvernement thaïlandais d'avoir accueilli, depuis 1994, le Secrétariat de la Sous-Commission et d'avoir fourni un navire de recherche et du temps de navigation à l'appui d'activités de la Sous-Commission,
- (ii) le Gouvernement chinois pour la contribution financière croissante qu'il apporte par l'entremise du Compte spécial de la COI et pour les navires de recherche, le temps de navigation et le matériel qu'il a fournis aux fins de projets de la Sous-Commission,
- (iii) le Gouvernement japonais pour l'appui constant qu'il apporte aux activités de la Sous-Commission par l'entremise du Fonds-en-dépôt japonais,
- (iv) le Gouvernement de la République de Corée pour la contribution annuelle qu'il apporte à la Sous-Commission depuis 2009,
- (v) le Gouvernement malaisien pour le navire de recherche et le temps de navigation qu'il a fournis aux fins de projets de la Sous-Commission,
- (vi) le Gouvernement indonésien d'avoir accueilli la huitième session de la Sous-Commission pour le Pacifique occidental (WESTPAC-VIII) à Bali (Indonésie) du 10 au 13 mai 2010,
- (vii) le Gouvernement de la République de Corée d'avoir officiellement confirmé son offre d'accueillir le 8<sup>e</sup> Colloque scientifique international de la Sous-Commission à Pusan, du 28 au 31 mars 2011, et la prochaine session intergouvernementale de la Sous-Commission au deuxième trimestre de 2012,
- (viii) les autres États membres et organisations partenaires pour les diverses contributions en nature qu'ils apportent aux activités de la Sous-Commission,

7. **Ayant examiné** le rapport exécutif de la huitième session de la Sous-Commission pour le Pacifique occidental (IOC/SC-WESTPAC-VIII/3s) et les recommandations qui y figurent,

- Recommandation SC-WESTPAC-VIII.1      WESTPAC International Scientific Symposium
- Recommandation SC-WESTPAC-VIII.2      UNESCO/IOC Regional Network of Training and Research Centres on Oceanography
- Recommandation SC-WESTPAC-VIII.3      WESTPAC Working Groups
- Recommandation SC-WESTPAC-VIII.4      WESTPAC Programme and Budget for May 2010-May 2012
- Recommandation SC-WESTPAC-VIII.5      Date and Place of the Next Session

8. **Accepte** le résumé exécutif de la huitième session de la Sous-Commission et les recommandations qui y figurent ;

9. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI :
  - (i) d'appliquer les recommandations de la huitième session compte tenu des possibilités budgétaires actuelles et futures de la Commission ;
  - (ii) d'accroître la participation de la Sous-Commission aux programmes mondiaux de la COI, en commençant par améliorer la communication entre le Siège de la COI et la Sous-Commission et en identifiant clairement les ressources globales dont cette dernière dispose au sein des programmes mondiaux de la Commission ;
10. **Invite** les organismes donateurs et autres organisations, programmes et projets internationaux et régionaux :
  - (i) à fournir des fonds extrabudgétaires et d'autres moyens à l'appui de la mise en œuvre des activités de la Sous-Commission ;
  - (ii) à poursuivre et/ou à renouveler leur engagement et leur participation auprès de la Sous-Commission ;
11. **Exhorte** les États membres :
  - (i) à fournir des ressources supplémentaires et à détacher du personnel technique au Secrétariat de la Sous-Commission afin de renforcer ses opérations et de maintenir sa dynamique actuelle ;
  - (ii) à appuyer et à renforcer, par des moyens financiers et autres, l'initiative régionale de renforcement des capacités du « Réseau régional UNESCO/COI de centres de formation et de recherche en océanographie dans le Pacifique occidental ».

Résolution EC-XLIII.3

**ORGANES SUBSIDIAIRES RÉGIONAUX**

Le Conseil exécutif,

1. **Rappelant** la résolution XXV-2 de la COI sur les organes subsidiaires régionaux,
2. **Soulignant** le fait que la résolution XXV-2 de la COI priait également la Secrétaire exécutive de la COI : (i) de faire en sorte qu'une réunion sur les organes subsidiaires régionaux et autres activités régionales de la COI se tienne conjointement avec les sessions de l'Assemblée ; et (ii) de relancer l'IOCINDIO et l'IOCEA en prenant en considération les activités des organes régionaux de la COI et autres organes régionaux pertinents,
3. **Se félicitant** des progrès accomplis dans la mise en œuvre des programmes et activités dans les régions,
4. **Gardant à l'esprit** le fait que les précédentes résolutions des organes directeurs de la COI concernant le renforcement des organes subsidiaires régionaux devraient être pleinement appliquées,
5. **Soulignant** la nécessité de clarifier le rôle des organes subsidiaires régionaux dans la réalisation des objectifs de la COI, ainsi que leur statut dans le cadre juridique de la Commission,

6. **Réaffirmant** la nécessité de renforcer le Programme de développement des capacités de la COI, mécanisme qui permet de relever les défis au niveau national,
7. **Réaffirmant également** la nécessité de renforcer les secrétariats existants de la COI au sein des organes subsidiaires régionaux,
8. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI : (i) d'allouer des ressources pour la mise en œuvre d'activités dans les régions en indiquant la proportion du budget des programmes mondiaux qui va à la mise en œuvre des activités menées dans chaque région ; (ii) d'améliorer la communication entre la COI et ses organes subsidiaires régionaux, et entre les programmes régionaux et mondiaux ; (iii) d'étudier, en consultation avec les États membres, la mise en place, lorsqu'il y a lieu, de structures d'appui dans ces régions ;
9. **Engage** les organes subsidiaires régionaux à collaborer avec d'autres organismes des Nations Unies et des ONG (actives dans les régions) pour mieux faire connaître et traiter les problèmes côtiers et marins.

#### Résolution EC-XLIII.4

### **ÉTUDE DE L'ORGANE CONSULTATIF D'EXPERTS SUR LE DROIT DE LA MER (ABE-LOS/COI)**

Le Conseil exécutif,

1. **Reconnaissant** l'importance du rôle de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer de la COI (ABE-LOS/COI) et les progrès réalisés par l'Organe consultatif à sa neuvième session (Siège de l'UNESCO, Paris, 30 mars – 3 avril 2009),
2. **Rappelant** les résolutions A/61/222, paragraphe 110, A/62/215, paragraphe 123, A/63/111, paragraphe 144 et A/64/71, paragraphe 166, de l'Assemblée générale des Nations Unies, qui prennent acte du travail accompli par la COI par l'intermédiaire de l'ABE-LOS/COI,
3. **Rappelant** les résolutions de la COI XXII-12, XXIII-8, XXIII-9 et XXIV-12, EC-XXXVII.8 et EC-XXXIX.7, qui définissent le mandat de l'ABE-LOS/COI en ce qui concerne :
  - (i) la pratique des États membres s'agissant des Parties XIII et XIV de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (UNCLOS),
  - (ii) la diffusion et l'application des « Critères et principes directeurs concernant le transfert de techniques marines »,
  - (iii) la procédure pour l'application de l'article 247 de l'UNCLOS par la COI,
  - (iv) le cadre juridique de la COI applicable à la collecte des données océanographiques dans le contexte de l'UNCLOS,
4. **Rappelant** la résolution XXV-1 de la COI sur la « neuvième session de l'Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer de la COI (IOC/ABE-LOS IX) »,
5. **Gardant à l'esprit** les opinions exprimées par les États membres sur les points 3.2 et 4.4 de l'ordre du jour de la session en cours du Conseil exécutif,
6. **Charge** l'ABE-LOS/COI de poursuivre ses travaux sur le questionnaire n° 3 relatif aux « Pratiques des États membres dans le domaine de la Recherche scientifique marine (RSM) et du Transfert de techniques marines (TTM) » dans le cadre de l'UNCLOS, en

étroite coopération avec la Division des affaires maritimes et du droit de la mer de l'ONU (DOALOS) ;

7. **Crée** un groupe de travail intersessions à participation non limitée composé de représentants des États membres, chargé de :
  - (i) préparer un questionnaire sur les réalisations de l'ABE-LOS/COI et ses perspectives d'activités futures qui pourraient nécessiter l'avis d'un organe d'experts ;
  - (ii) suggérer un mécanisme permettant de recenser et de hiérarchiser les questions qui intéressent la Commission ;
8. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI de distribuer le questionnaire aux États membres par le biais d'une lettre circulaire les invitant à faire connaître leurs observations ;
9. **Charge** le groupe de travail à participation non limitée de réunir et d'analyser les réponses des États membres et, sur la base de cette analyse, d'établir en guise d'étude de l'ABE-LOS/COI un rapport devant être présenté au Conseil exécutif à sa 44<sup>e</sup> session et à l'Assemblée pour examen à sa 26<sup>e</sup> session. Le groupe de travail à participation non limitée mènera ses activités par voie électronique ;
10. **Encourage** les États membres à fournir des experts qui siègeront au sein du groupe de travail à participation non limitée et à remplir le questionnaire.

#### Résolution EC-XLIII.5

### **TROISIÈME SESSION DE LA COMMISSION TECHNIQUE MIXTE OMM-COI D'Océanographie et de Météorologie Maritime (JCOMM-III)**

Le Conseil exécutif,

1. **Ayant examiné** le rapport final abrégé (WMO-IOC/JCOMM-III/3s), avec ses résolutions et recommandations, de la troisième session de la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM-III), tenue à Marrakech (Maroc) du 4 au 11 novembre 2009,
2. **Prend note** du rapport final abrégé ainsi que des recommandations et résolutions qu'il contient ;
3. **Reconnaît** que les recommandations 7, 10, 11, 12, 14 et 16 de la JCOMM-III portent sur les actions requises par les États membres de l'OMM (services météorologiques et hydrologiques nationaux) ;
3. **Adopte** la version révisée du mandat de la JCOMM qui figure en annexe à la présente résolution, en attendant son adoption par le Congrès de l'OMM ;
4. **Approuve** les recommandations ci-après et **décide** d'y donner suite :

#### Recommandation 1 (JCOMM-III) – Création de Centres régionaux d'instruments maritimes (CRIM)

- (i) **Invite** les États membres à envisager de mettre à profit les ressources intéressant les CRIM offertes par le National Data Buoy Center des États-Unis et à proposer la création de nouveaux CRIM s'ils le jugent approprié ;

- (ii) **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI de faciliter la mise en œuvre de cette recommandation et de donner aux États membres concernés les avis et l'assistance techniques nécessaires, selon que de besoin, concernant le fonctionnement des CRIM ;

Recommandation 2 (JCOMM-III) – Nouveau mandat du Centre JCOMM de soutien pour les plates-formes d'observation *in situ* (JCOMMOPS)

- (i) **Invite** la France, par le biais de ses institutions nationales et en sa qualité de pays hôte du JCOMMOPS, à envisager, entre autres, d'accroître son soutien au JCOMMOPS par un réexamen et une révision de l'accord de Siège ;
- (ii) **Encourage** les autres États membres à engager les ressources nécessaires à l'appui du JCOMMOPS ;

Recommandation 3 (JCOMM-III) – Fourniture de métadonnées relatives aux Systèmes, aides et dispositifs pour l'acquisition de données océaniques (SADO) et à la température de l'eau

**Prie** la Secrétaire exécutive de la COI d'apporter si besoin est aux États membres de l'aide pour transmettre les métadonnées aux centres de gestion des métadonnées SADO en Chine et aux États-Unis ;

Recommandation 4 (JCOMM-III) – Élaboration de normes relatives à la gestion des données

- (i) **Invite instamment** les États membres à soumettre leurs propositions relatives à la gestion et à l'échange des données océanographiques aux responsables du projet pilote de l'IODE-JCOMM sur les normes de gestion des données océanographiques en vue de leur adoption par l'ensemble des milieux concernés et à mettre en œuvre les normes recommandées sur leur propre territoire, le plus tôt possible ;
- (ii) **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI d'aider les États membres à mettre en œuvre cette recommandation ;

Recommandation 5 (JCOMM-III) – Guide des systèmes de prévision océanique d'exploitation

**Prie :**

- (i) l'Équipe d'experts sur les systèmes opérationnels de prévision océanique (ET-OOFS) de coordonner l'élaboration du guide et de fournir des conseils et une assistance techniques à cet effet ;
- (ii) La Secrétaire exécutive de la COI :
  - (a) d'organiser la préparation du guide, en consultation avec les coprésidents de la JCOMM, les présidents de la Commission des systèmes de base de l'OMM (CSB) et de la Commission des sciences de l'atmosphère (CAS), les responsables de l'équipe scientifique OceanView de l'Expérience mondiale d'assimilation des données océaniques (GODAE) et ceux d'autres organes et organisations au besoin ;
  - (b) de coordonner, avec le Secrétaire général de l'OMM, la publication du guide dans les séries des manuels et guides de l'OMM et de la COI ;

Recommandation 6 (JCOMM-III) – Système intégré de surveillance des ondes de tempête (ISSWS)

**Invite instamment** les États membres à appuyer, grâce à des contributions extrabudgétaires, l'élaboration et la mise en œuvre de projets concernant les ondes de tempête, y compris le projet de l'UNESCO sur le renforcement des capacités régionales en matière de prévision des risques côtiers et de systèmes de portail de données ainsi que les projets associés menés par l'équipe d'experts de la JCOMM pour les vagues de vent et les ondes de tempête ;

Recommandation 8 (JCOMM-III) – Mise en œuvre par les Membres/États membres de systèmes de gestion de la qualité pour les données, produits et services météorologiques et océanographiques

**Prie instamment** les États membres :

- (i) de proposer et de mettre en œuvre des systèmes de gestion de la qualité pour les données, produits et services météorologiques et océanographiques, sur la base du processus de normalisation de l'IODE-JCOMM, du cadre de référence de l'OMM pour la gestion de la qualité et des principes des normes ISO ou autres normes de gestion de la qualité pertinentes, le cas échéant ; et
- (ii) de présenter des informations sur leurs pratiques communes en matière de collecte, de gestion et d'échange de données relatives à l'océanographie et la météorologie maritime par le biais du processus de normalisation de l'IODE-JCOMM ;

Recommandation 13 (JCOMM-III) – Modifications de l'assistance aux interventions d'urgence en cas d'accident maritime

**Prie** la Secrétaire exécutive de la COI :

- (i) de porter cette recommandation à l'attention du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de l'Organisation maritime internationale et d'autres organisations ou organismes concernés, et de les inviter à collaborer avec la JCOMM en vue de poursuivre le développement et l'exploitation du Système d'intervention d'urgence en cas de pollution de la mer (SIUPM) ;
- (ii) de donner en tant que de besoin aux États membres concernés les avis techniques nécessaires pour l'application du Système d'intervention d'urgence en cas de pollution de la mer ;

Recommandation 15 (JCOMM-III) – Mandat en vue d'une évaluation externe de bout en bout de la JCOMM

- (i) **Adopte** le mandat de l'équipe chargée de l'évaluation externe de la JCOMM tel qu'il figure à l'annexe de la recommandation 15 (JCOMM-III) ;
- (ii) **Demande** aux États membres :
  - (a) d'apporter des contributions financières ou en nature en vue de coordonner et de mettre en œuvre le processus d'évaluation de manière efficace et appropriée ;
  - (b) d'élaborer le rapport final ; et

- (c) de nommer des spécialistes en vue de mettre en place une équipe pour l'évaluation externe.

Annexe à la Résolution EC-XLIII.5

**MANDAT DE LA COMMISSION TECHNIQUE MIXTE OMM-COI D'OCÉANOGRAPHIE  
ET DE MÉTÉOROLOGIE MARITIME**

La Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM) est appelée à remplir les fonctions suivantes :

- (i) Mettre au point et coordonner des normes et procédures – et en recommander l'application aux membres et États membres – pour l'ensemble des activités concernant le rassemblement, l'échange, la consultation, la compréhension, l'application et la diffusion des données, informations, prévisions et avis météorologiques et océanographiques sur lesquelles reposent les services de météorologie maritime et d'océanographie et la prise de décision dans le domaine maritime.
- (ii) Mettre au point et coordonner des normes et procédures – et en recommander l'application aux membres et États membres – pour l'ensemble des activités concernant le rassemblement, la gestion, l'échange et l'archivage de données, informations et produits météorologiques et océanographiques de qualité dont dépendent les études sur le climat, les prévisions climatiques et les services climatologiques ainsi que les stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.
- (iii) Promouvoir et faciliter le partage à l'échelle internationale de l'expérience acquise, du transfert de technologie et des résultats de la recherche, et favoriser l'enseignement et la formation en vue de satisfaire les besoins en matière de renforcement des capacités des institutions nationales et d'autres organismes qui jouent un rôle dans la fourniture de services de météorologie maritime et d'océanographie.

À cet égard, la Commission devrait accorder une attention particulière aux activités d'enseignement et de formation, et de transfert de technologie, concernant les données, produits et services météorologiques marins et océanographiques qui permettent de répondre aux besoins et de renforcer les capacités des pays en développement, et plus particulièrement des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. En outre, pour toutes les questions relatives à la météorologie maritime et à l'océanographie, elle devrait faciliter la coopération entre l'OMM, la COI et d'autres organismes des Nations Unies qui sont membres de l'ONU-Océans, l'Organisation hydrographique internationale (OHI), le Conseil international pour la science (CIUS) et d'autres organisations gouvernementales et non gouvernementales, le secteur privé, de même que les groupements d'utilisateurs.

Dans le cadre des fonctions définies ci-dessus, et conformément aux Statuts de la COI, la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime exerce des responsabilités communes à toutes les commissions techniques de l'OMM énoncées dans la règle 179 du Règlement général de l'OMM, et articule son action de manière à traiter les questions sociétales prévues dans les documents de planification des organisations mères, en créant un plan d'opérations axé sur les domaines qui relèvent spécifiquement de son mandat et tenant compte des axes stratégiques et résultats escomptés appropriés (ou pertinents).

Résolution EC-XLIII.6

**COORDINATION MONDIALE DES SYSTÈMES D'ALERTE RAPIDE AUX TSUNAMIS  
ET AUTRES ALÉAS LIÉS AU NIVEAU DE LA MER, ET DE MITIGATION**

Le Conseil exécutif,

1. **Rappelant :**

- (i) la résolution XXV-13 de la COI sur la coordination mondiale des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis et autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation, qui a mis en place trois équipes spéciales inter-GIC sur, respectivement, le niveau de la mer à des fins relatives aux tsunamis, la gestion et la préparation en cas de catastrophe et les opérations de veille aux tsunamis, et qui demande un rapport et des recommandations sur le problème des dommages intentionnels ou non intentionnels causés aux plates-formes d'observation de l'océan dans le monde,
- (ii) la résolution XXV-12 sur le Programme d'action du GOOS pour 2010-2011, qui « prie instamment les États membres de s'engager à mettre progressivement en œuvre, à l'échelle mondiale, un ensemble prioritaire restreint de variables relatives à l'océan côtier »,

2. **Ayant examiné :**

- (i) le Rapport exécutif de la cinquième session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (ICG/CARIBE-EWS-V), tenue à Managua (Nicaragua) du 15 au 17 mars 2010,
- (ii) le Rapport exécutif de la 6<sup>e</sup> session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (GIC/NEAMTWS-VI), tenue à Istanbul (Turquie) du 11 au 13 novembre 2009,
- (iii) le Rapport exécutif de la septième session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (ICG/IOTWS-VII), tenue à Banda Aceh (Indonésie) du 14 au 16 avril 2010,
- (iv) le Rapport succinct de la troisième réunion du Groupe de travail sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et aux autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation (TOWS-WG-III), tenue à Lisbonne (Portugal) les 5 et 6 mai 2010,

3. **Préoccupé** par l'impact des séismes et tsunamis qui se sont récemment produits au Chili, en Haïti, en Indonésie, aux Samoa et aux Samoa américaines, entre autres,

4. **Encouragé** par le fait que ses États membres mènent des évaluations post-événement pour définir des mesures visant à améliorer les systèmes régionaux et nationaux d'alerte et de préparation afin de mieux protéger les vies et l'infrastructure communautaire, notamment la préparation préalable à la survenue des phénomènes, l'éducation et la sensibilisation des communautés, l'amélioration des communications et les exercices visant à tester le système d'alerte, ainsi que l'échange de données en temps réel pour améliorer la détection et la prévision des tsunamis,

5. **Soulignant** le fait qu'un accès différé aux données produites en temps réel retarde la détection et la prévision des tsunamis et sape les efforts de préparation menés au niveau national pour sauver des vies,

6. **Insistant** sur la nécessité d'obtenir des données bathymétriques haute résolution dans les zones côtières et d'élaborer des modèles numériques d'élévation pour les opérations d'alerte aux tsunamis et de prévision,
7. **Rappelant** les résolutions 64/71 et 64/72 récemment adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies, dans lesquelles cette dernière a fait part de sa préoccupation quant à l'impact des dommages intentionnels ou non intentionnels causés à des plates-formes utilisées pour l'observation des océans et la recherche scientifique marine et a demandé aux États membres, aux organismes des Nations Unies et aux organisations régionales de gestion des pêches de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger ces plates-formes,
8. **Prenant note** des récentes mesures prises par la Commission des pêches du Pacifique Centre et Ouest pour interdire la pêche dans un rayon d'un mille nautique autour des bouées de données déployées en haute mer, ou toute interaction avec celles-ci, dans la zone relevant de l'UNCLOS,
9. **Accueillant** avec satisfaction l'augmentation des crédits du budget ordinaire de l'UNESCO alloués au Programme de la COI relatif aux tsunamis, ainsi que l'accroissement des contributions extrabudgétaires des États membres destinées à la mise en place de systèmes d'alerte aux tsunamis dans quatre régions, pour aider à répondre à la nécessité d'une coordination intergouvernementale,
10. **Se préoccupant** de la mise en œuvre, du fonctionnement et de la maintenance à long terme d'un système mondial d'alerte aux tsunamis et autres aléas océaniques coordonné par le Secrétariat de la COI,
11. **Réaffirme** tout le potentiel d'une approche intégrée multirisques en concertation avec l'Organisation météorologique mondiale, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes et d'autres organes ou programmes des Nations Unies, qui est indispensable pour un système d'alerte aux tsunamis à l'échelon local, national ou régional ;
12. **Charge** le TOWS-WG de préparer pour la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée, un rapport et des recommandations sur le niveau de la mer eu égard aux tsunamis, sur la gestion et la préparation en cas de catastrophe et sur les opérations de veille aux tsunamis, conformément au mandat des équipes spéciales inter-GIC ;
13. **Approuve** la méthode proposée par le TOWS-WG pour compléter le Recueil de définitions et de terminologie sur les aléas, les catastrophes, la vulnérabilité et les risques des zones côtières, et le prie de finaliser ce Recueil avant la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée ;
14. **Prie instamment** les États membres de donner la priorité à un échange gratuit et sans restriction de données en temps réel, indispensable à la détection et la prévision des tsunamis, conformément à la politique de la COI en matière d'échange de données océanographiques (2003) ;
15. **Charge** :
  - (i) les GIC de la COI pour la coordination des systèmes d'alerte aux tsunamis, de fournir dès que possible au TOWS-WG les résultats d'une analyse de l'impact que les lacunes des données ont sur les délais et l'exactitude en matière de détection et de prévision des tsunamis ;
  - (ii) l'IODE, en coopération avec l'OTICE (Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires), de fournir un rapport sur la mise en œuvre de leurs politiques

respectives d'échange de données, notamment en ce qui concerne la pertinence des types de données relatives aux tsunamis qui sont échangés ;

- (iii) le TOWS-WG d'analyser l'impact qu'ont les lacunes en matière de données sur l'actualité et la précision des détections et prévisions relatives aux tsunamis, en s'appuyant sur les résultats des GIC ;
  - (iv) le Partenariat international pour les tsunamimètres et le Groupe de coopération pour les programmes de bouées de mesure, en coordination avec la JCOMM, d'achever leur rapport sur les dommages intentionnels et non intentionnels causés aux instruments d'observation de l'océan afin qu'il soit examiné à leur prochaine réunion, qui se tiendra à Oban (Royaume-Uni) du 27 au 30 septembre 2010 ;
16. **Prie instamment** les États membres de la COI qui ne l'ont pas encore fait de nommer un Point focal pour l'alerte aux tsunamis (TWFP) joignable 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 ;
17. **Engage** les États membres à accroître leurs contributions extrabudgétaires à la COI pour appuyer les travaux des groupes intergouvernementaux de coordination sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et aux autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation, y compris par le détachement de personnel professionnel à l'Unité de coordination pour les tsunamis.

#### Résolution EC-XLIII.7

### L'AVENIR DE LA COI

Le Conseil exécutif,

1. **Rappelant** la résolution EC-XLI.1 sur « L'avenir de la COI »,
2. **Soulignant** qu'il faut accroître la synergie entre la COI et les programmes scientifiques de l'UNESCO,
3. **Rappelant** les résultats du Groupe de travail sur l'avenir de la COI et la nécessité de mettre en œuvre ses recommandations,
4. **Soulignant** qu'il importe de renforcer le rôle futur de la COI au niveau de la coopération intersectorielle au sein de l'UNESCO et du système des Nations Unies,
5. **Soulignant** que le suivi des actions de la COI par les États membres nécessite un contact total, permanent et de plus en plus étroit entre les délégations permanentes auprès de l'UNESCO et le Secrétariat de la COI à Paris,
6. **Réaffirme** l'importance d'avoir le Secrétariat de la COI, qui représente le programme phare le plus important de l'UNESCO, basé au Siège à Paris ;
7. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI, sous la supervision de la Directrice générale, de présenter à l'Assemblée, à sa 26<sup>e</sup> session, un plan d'action pour le renforcement de l'appui administratif en faveur du Secrétariat de la COI à Paris ;
8. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI :
  - (i) d'identifier des fonds extrabudgétaires pour soutenir les actions de la COI ;

- (ii) de prendre des mesures appropriées pour faciliter, en collaboration avec les États membres, la collecte de fonds auprès des gouvernements ainsi que des donateurs du secteur privé ;
  - (iii) de présenter à l'Assemblée, à sa 26<sup>e</sup> session, un plan détaillé pour la collecte de ressources extrabudgétaires ;
9. **Demande** aux États membres de l'UNESCO d'assurer un niveau de financement adéquat pour la COI dans le budget ordinaire de l'Organisation et de maintenir, dans le 36 C/5, l'affectation à la Commission d'une allocation financière spécifique ne pouvant faire l'objet d'aucune réduction par virement de crédits à d'autres titres du budget.

Résolution EC-XLIII.8

**PROJET DE PRIORITÉS ET DE STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE  
BIENNALES POUR 2012-2013**

Le Conseil exécutif,

1. **Rappelant** la priorité accordée à l'Afrique dans la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2008-2013,
2. **Rappelant aussi** les résolutions adoptées par l'Assemblée de la Commission océanographique à ses précédentes sessions, notamment la résolution XXIV-3 sur « Le passé, le présent et l'avenir de l'Afrique dans les programmes de la COI », demandant que la priorité accordée à l'Afrique se traduise par des activités et des résultats spécifiques sur ce continent,
3. **Se félicitant** des nombreux cas où des pays africains ont apporté leur soutien à la COI ces dernières années, sous forme de contributions financières ou en nature, afin de promouvoir ses activités en Afrique,
4. **Gardant à l'esprit** l'option en faveur de la décentralisation prise par l'UNESCO pour améliorer son efficacité,
5. **Persuadé** que, grâce à la décentralisation, la COI peut durablement accroître l'efficacité de son action au profit de l'Afrique,
6. **Se félicite** que la Secrétaire exécutive de la COI se soit déclarée désireuse de renforcer la présence de la Commission en Afrique afin de donner plus concrètement effet à la priorité accordée à l'Afrique ;
7. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI d'inclure dans l'ordre du jour de la 26<sup>e</sup> session de l'Assemblée une proposition tendant à la création d'une sous-commission de la COI pour l'Afrique, en s'appuyant sur l'IOCEA et l'IOCWIO, et en conformité avec les Principes directeurs de la COI applicables à la création de bureaux décentralisés ;
8. **Prie par ailleurs** les présidents de l'IOCEA et de l'IOCWIO de préparer une telle proposition, avec le soutien du Secrétariat de la COI, et de la soumettre à l'examen de l'Assemblée à sa 26<sup>e</sup> session ;
9. **Prie en outre** la Secrétaire exécutive de la COI d'inclure, dans le Projet de programme et de budget pour 2012-2013, une étude de faisabilité en vue de la création d'un bureau régional de la COI en Afrique.

Résolution EC-XLIII.9

**PRIORITÉS ET STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE BIENNALES  
ET PRÉPARATION DU PROJET DE PROGRAMME ET DE BUDGET  
DE LA COI POUR 2012-2013**

Le Conseil exécutif,

1. **Prenant note** des articles 1.2, 10.1 et 10.4 des Statuts de la COI relatifs aux ressources financières et autres,
2. **Soulignant** le rôle unique que la COI joue en tant qu'organisation intergouvernementale compétente en matière d'océanographie, de services océaniques et de renforcement des capacités aux niveaux mondial et régional, et en tant qu'organe de l'UNESCO chargé des océans,
3. **Rappelant**
  - (i) l'accent qu'a placé la résolution 64/71 de l'Assemblée générale des Nations Unies relative aux océans et au droit de la mer sur le rôle que joue la COI dans l'étude des océans, notamment pour ce qui est d'accroître la compréhension scientifique de l'interface océan-atmosphère, y compris par des programmes d'observation des océans, par la création d'un processus périodique d'évaluation mondiale de l'environnement marin, y compris les aspects socioéconomiques, par la création de systèmes régionaux et nationaux d'alerte aux tsunamis et de mitigation et la coordination mondiale des systèmes d'alerte avancée et de mitigation pour les tsunamis et autres aléas liés aux océans, et par la mise en œuvre des parties XIII et XIV de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, qui concernent, respectivement, la recherche scientifique marine et le développement et le transfert des technologies marines,
  - (ii) la Table ronde ministérielle « Vers une gestion avisée des océans : la contribution de l'UNESCO à une gouvernance responsable des océans » (UNESCO, Paris, 12-13 octobre 2009), tenue en marge de la 35<sup>e</sup> Conférence générale de l'UNESCO, qui a souligné le rôle que joue la COI à l'appui de la gouvernance mondiale des océans par l'océanographie, le suivi du milieu marin et de ses services écologiques, et le renforcement des capacités,
  - (iii) la résolution XXV-14 de la COI, intitulée « Programme et budget de la COI pour 2010-2011 », ainsi que la Stratégie biennale de la COI pour 2010-2011 (Annexe 1) et le tableau d'allocations budgétaires (Annexe 2) qui y figurent,
  - (iv) le cadre fourni par la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2008-2013,
4. **Ayant examiné** le Rapport sur l'exécution du budget 2008-2009 et les fonds prévus pour 2010 (document IOC/EC-XLIII/2 Annexe 2), le projet de Plan de travail de la COI pour 2010-2011 (document IOC/EC-XLIII/2 Annexe 3) et le projet de Priorités et de Stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013 (document IOC/EC-XLIII/2 Annexe 4),
5. **Notant que** :
  - (i) la Conférence générale de l'UNESCO, à sa 35<sup>e</sup> session, a approuvé, pour le Programme et budget 2010-2011 (35 C/5), une allocation totale de 653 millions de dollars, qui marque une réduction de 18 millions de dollars par rapport à la proposition initiale de la Directrice générale, que l'Assemblée de la COI avait examinée à sa 25<sup>e</sup> session, avant la 35<sup>e</sup> session de la Conférence générale,

- (ii) dans le projet de Plan de travail 2010-2011, les allocations budgétaires proposées pour les sous-commissions et les comités régionaux, adoptées par l'Assemblée en tant qu'Annexe 2 à la résolution XXV-14 au titre des Actions 2d et 4a, ont été incluses au titre de la Gouvernance,
6. **Confirme** que le budget 2008-2009 a été exécuté conformément au Programme et budget approuvé pour 2008-2009, tel qu'examiné par l'Assemblée à sa 25<sup>e</sup> session (UNESCO, Paris, 16-25 juin 2009) ;
  7. **Exprime sa satisfaction** devant le travail qu'a accompli le Secrétariat pour ce qui est d'intégrer la Stratégie biennale de la COI 2010-2011 aux plans de travail ;
  8. **Charge** le Groupe consultatif financier intersessions, que le Conseil exécutif a créé à sa 41<sup>e</sup> session, d'étudier les moyens d'améliorer encore la présentation des informations budgétaires pour ce qui est des fonds extrabudgétaires et des résultats escomptés ;
  9. **Demande** que le Secrétariat respecte, lorsqu'il établira les plans de travail, la structure de programme que les organes directeurs ont approuvée dans leurs résolutions relatives au programme et au budget ;
  10. **Note** que l'allocation budgétaire pour l'Action 2d « Adaptation au changement climatique pour l'Afrique et les PEID » n'a pas été reprise dans les plans de travail que l'Assemblée a approuvés à sa 25<sup>e</sup> session dans sa résolution XXV-14,
  11. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI de renforcer l'Action 2d « Adaptation au changement climatique pour l'Afrique et les PEID » en réorientant partiellement les Plans de travail relatifs au renforcement des capacités (Action3c) et à l'IOCEA (Gouvernance) ;
  12. **Exhorte** les États membres :
    - (i) à continuer de faire valoir l'importance de la COI auprès de la Directrice générale et des organes directeurs de l'UNESCO en se concentrant, en particulier, sur la contribution que la COI apporte à l'Organisation et au développement durable des zones côtières et des îles ;
    - (ii) à appuyer le renforcement de la COI dans le processus de consultation relatif au projet de 36 C/5 de l'UNESCO ;
  13. **Invite** la Directrice générale de l'UNESCO :
    - (i) à prier les organes directeurs de l'UNESCO de veiller à ce que les ressources allouées à la COI dans le projet de 36 C/5 soient clairement identifiées dans la résolution portant ouverture de crédits ;
    - (ii) à maintenir, dans le projet de 36 C/5, toutes les activités de la COI dans un même axe d'action intitulé « Commission océanographique intergouvernementale (COI) de l'UNESCO : améliorer la gouvernance et promouvoir la coopération intergouvernementale pour la gestion et la protection des océans et des zones côtières au profit de ses États membres » ;
    - (iii) à envisager de renforcer encore la COI afin de répondre aux priorités actuelles et nouvelles ;
  14. **Prie** la Secrétaire exécutive de la COI d'établir, en vue de sa présentation à l'Assemblée, à sa 26<sup>e</sup> session, un projet de Programme et de budget pour 2012-2013 qui soit fondé sur les priorités et la stratégie de mise en œuvre biennales annexées à la présente résolution ;

15. **Prie** le Président de la COI de transmettre à la Directrice générale de l'UNESCO la présente résolution.

Annexe à la Résolution EC-XLIII.9

**Projet de Priorités et de Stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013**

La résolution EC-XXXIX.1 de la COI et le texte figurant en annexe à la présente résolution ont défini les bases de la Stratégie à moyen terme de la COI pour 2008-2013.

Les objectifs stratégiques de programme de la Stratégie à moyen terme de l'UNESCO pour 2008-2013 tiennent pleinement compte de la Stratégie à moyen terme et des objectifs de haut niveau de la COI, avec en particulier la Priorité sectorielle biennale 1 : Promouvoir la recherche et le renforcement des capacités techniques en vue de la gestion rationnelle des ressources naturelles et pour la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

Les priorités et la stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013 sont élaborées dans le respect du rôle et des fonctions de l'UNESCO ainsi que de ses priorités globales que sont l'Afrique, l'égalité entre les sexes, et les petits États insulaires en développement, conformément aux indications déjà données par les organes directeurs de la COI et aux recommandations formulées par les organes subsidiaires, et compte tenu des questions émergentes et de la continuité des programmes.

**Objectif de haut niveau 1 - Prévention des risques naturels et réduction de leurs effets**

Reconnaissant l'action menée par la COI pendant plus de 40 ans en vue de coordonner efficacement le Système d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (PTWS), l'Assemblée générale des Nations Unies a assigné à la Commission le rôle de chef de file de la coordination, de la planification et de la mise en œuvre des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation. La vulnérabilité accrue des zones côtières face aux catastrophes naturelles représente une grande menace pour le développement durable et pèse sur les vies et les moyens de subsistance. La mise en œuvre à l'échelle du système des Nations Unies du Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 sur la résilience face aux catastrophes guide la COI dans ses efforts visant à définir des partenaires essentiels et des objectifs s'agissant des systèmes intégraux d'alerte rapide aux tsunamis (de bout en bout) qu'elle coordonne. Prendre conscience des risques naturels, se préparer à réduire au minimum les risques et faire intervenir toutes les entités nationales compétentes relèvent de la gestion de tout système d'alerte rapide. Suite aux progrès rapides accomplis dans la mise en place du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (IOTWS), la COI a créé, dans le cadre de son mandat, des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans d'autres régions (l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (NEAMTWS) ; les Caraïbes (CARIBE-EWS)) et contribue, avec d'autres organismes des Nations Unies, à la mise en place d'un système mondial pour faire face aux multiples risques marins, ce qui ira dans le sens de l'objectif général consistant à contribuer à la préparation, à la mitigation et au relèvement en cas de catastrophe.

| Actions  | Priorités biennales  | Résultats escomptés   |
|--|--|---|
| 1 (a) Promouvoir des systèmes intégrés et permanents de surveillance et d'alerte aux risques naturels liés aux océans et aux zones côtières, en étroite coordination avec d'autres organisations intergouvernementales compétentes si besoin est, en faisant appel à des réseaux | Poursuivre la promotion de systèmes intégrés et permanents de surveillance et d'alerte.<br><br><u>Orientation</u> : Rés. XXV-13<br><u>Programmes</u> : Tsunamis, GEBCO, JCOMM/activités relatives aux ondes de tempête | - Réduction des risques provoqués par les tsunamis et d'autres aléas liés aux océans et aux zones côtières grâce aux services/centres régionaux de veille aux tsunamis et aux centres nationaux d'alerte aux tsunamis déjà en service (Pacifique, océan Indien, |

| Actions   | Priorités biennales  | Résultats escomptés  |
|---|--|--|
| côtiers et océaniques renforcés, y compris en menant des activités d'éducation et de formation. |  | Caraïbes et Méditerranée).<br>- Meilleure utilisation et disponibilité des données sismiques en vertu du mémorandum d'accord conclu entre la COI de l'UNESCO et l'OTICEN.<br>- Augmentation des effets de synergie grâce à l'intégration de la modélisation des inondations dues aux ondes de tempête et à l'application des données bathymétriques haute résolution.  |
|   | Renforcer les services consultatifs aux États membres de la COI concernant la mise en place et la viabilité de systèmes nationaux d'alerte rapide pour les risques côtiers.  | - Amélioration des missions régionales et nationales d'évaluation pour mettre à disposition les compétences et l'expérience de la COI en matière de systèmes intégraux (de bout en bout) d'alerte rapide aux tsunamis et aux aléas côtiers.  |
|   | Soutenir le système mondial d'observation du niveau de la mer ainsi que les infrastructures de gestion et de diffusion des données correspondantes.<br><u>Orientation</u> : Rés. XXV-3<br><u>Programmes</u> : GLOSS, IODE, Tsunamis  | - Meilleure conception de la surveillance du niveau de la mer pour le climat et les tsunamis et autres aléas liés au niveau de la mer (Pacifique, océan Indien, Caraïbes et Méditerranée).   |
|   | Développer un dispositif intégré de préparation et d'adaptation aux inondations côtières dues aux aléas liés au niveau de la mer (tsunamis, grandes vagues, ondes de tempête).<br><u>Orientation</u> : GOHWMS, TOWS-WG, recommandations du GIC<br><u>Programmes</u> : Tsunamis, GLOSS, GEBCO, activités relatives aux ondes de tempête, IODE, ICAM | - Mise en place d'un cadre pour de meilleurs liens entre les communautés qui contribuent à améliorer la modélisation des inondations côtières (bathymétrie côtière, observations, modélisation, hydrologie, topographie terrestre, planification côtière et socio-économie).<br>- Meilleure viabilité des systèmes d'alerte aux tsunamis au sein des systèmes d'alerte rapide multi-aléa.<br>- Appui rationalisé aux quatre GIC de la part de l'Unité de coordination pour les tsunamis de la COI.<br>- Nouvelles publications de guides et manuels concernant des aspects spécifiques des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis :<br>- révision du « guide de |

| Actions  | Priorités biennales  | Résultats escomptés   |
|--|--|---|
|  |  | terrain » post-tsunami ;<br>- principes directeurs pour les procédures opérationnelles standard.  |
| 1 (b) Informer les communautés menacées des mesures de prévention de l'impact des risques naturels, de préparation et de mitigation. | Poursuivre l'élaboration de produits et services de sensibilisation, d'éducation et de formation à l'intention des communautés menacées en ce qui concerne les mesures de prévention de l'impact des risques naturels, de préparation et de mitigation.<br><u>Orientation</u> : TOWS-WG<br><u>Programme</u> : Tsunamis | - Sensibilisation et compétences accrues pour planifier, dans les zones côtières, des activités permettant de lutter contre les aléas, y compris l'érosion côtière.<br>- Meilleure production systématique de matériels de sensibilisation aux risques naturels côtiers et adaptation de ces outils, sur les plans de la culture et de la langue, grâce à des consultations régionales et nationales. |
|  | Lancer ou consolider des centres d'information sur les tsunamis pour toutes les régions disposant d'un GIC.<br><u>Orientation</u> : TOWS-WG<br><u>Programme</u> : Tsunamis   | - Quatre centres d'information sur les tsunamis opérant à l'appui des activités d'information et d'éducation des GIC.   |

**Objectif de haut niveau 2 - Mitigation de l'impact du changement et de la variabilité climatiques et adaptation à ces phénomènes**

La COI conservera son rôle de promoteur, coordonnateur et partenaire intergouvernemental de la recherche scientifique internationale afin de mieux faire connaître le système terrestre, en contribuant à améliorer la prévision du climat et de ses effets sur les ressources et les écosystèmes marins grâce à des activités permanentes d'observation des océans et des études des processus océaniques à l'échelle régionale et mondiale, et en participant à la mise au point d'applications scientifiques visant à atténuer les effets du changement climatique, y compris l'élévation du niveau de la mer.

| Actions   | Priorités biennales   | Résultats escomptés  |
|---|---|--|
| 2 (a) Mieux faire comprendre le rôle de l'océan dans la variabilité et le changement climatiques. | Améliorer le module du GOOS relatif à la haute mer et en assurer la viabilité.                                  | - Augmentation du nombre de modèles climatiques couplés figurant dans le 5 <sup>e</sup> Rapport d'évaluation du GIEC (AR5) qui sont vérifiés au moyen d'informations Argo.<br>- Suivi initial de certaines observations biogéochimiques dans le module du GOOS relatif à la haute mer. |
|   | Faciliter, promouvoir et susciter la participation de la communauté scientifique océanographique à la recherche | - Intégration des résultats d'activités de pointe de la recherche océanographique dans la recherche  |

| Actions   | Priorités biennales  | Résultats escomptés   |
|---|--|---|
|   | <p>internationale sur le climat.</p> <p>Améliorer la recherche et les observations, la coordination des programmes et l'échange de données sur le rôle de l'océan dans l'absorption du CO<sub>2</sub> d'origine anthropogénique.<br/><u>Programme</u> : IOCCP</p>  | <p>internationale sur le climat.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction des incertitudes concernant les projections de l'élévation du niveau de la mer, notamment au niveau régional.</li> <li>- Contribution à la réduction de l'incertitude des estimations mondiales quant à la capacité de l'océan à absorber le CO<sub>2</sub> d'origine anthropogénique.</li> </ul>   |
| <p>2 (b) Contribuer à l'amélioration des prévisions climatiques grâce à l'observation de l'océan et à l'étude des processus océaniques à l'échelle régionale et mondiale.</p> | <p>Assurer un soutien, sous la forme de services de secrétariat, aux organes subsidiaires du GOOS, de la JCOMM et du GLOSS ainsi qu'aux organes subsidiaires régionaux.</p> <p>Soutenir les programmes d'observation et les équipes d'experts de la JCOMM.</p> <p>Maintenir le soutien au Portail des données océanographiques de l'IODE ainsi qu'à ses liens avec le Système d'information de l'OMM (IODE, JCOMM).<br/><u>Orientation</u> : Rés. XXV-3 ; Rec. IODE XX.3<br/><u>Programme</u> : IODE</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Finalisation et publication d'un Plan d'action pour la mise en œuvre du module côtier du GOOS.</li> <li>- Renforcement du soutien aux Alliances régionales pour le GOOS et aux bureaux régionaux du GOOS.</li> <li>- Soutien aux organes subsidiaires régionaux.</li> <li>- Soutien continu à la coordination scientifique et aux systèmes multilatéraux d'observation de l'océan dans les océans Arctique et Austral à titre de contributions régionales au GOOS.</li> <li>- Organisation de la 4<sup>e</sup> session de la JCOMM.</li> <li>- Expansion des services du JCOMMOPS.</li> <li>- Amélioration de l'accès aux données océanographiques (en termes de nombre d'observations et de répartition géographique) [au niveau mondial].</li> </ul> |
|   | <p>Promouvoir l'élaboration de normes concernant les données et l'information océanographiques (IODE, JCOMM).<br/><u>Orientation</u> : Rés. XXV-3 ; Rec. IODE XX.2<br/><u>Programme</u> : IODE</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amélioration de l'élaboration, de l'adoption et de l'application par les États membres de normes concernant les données et l'information océanographiques conduisant à une meilleure qualité desdites données</li> </ul>   |

| Actions  | Priorités biennales   | Résultats escomptés  |
|--|---|--|
|  | <p>Organiser des réunions internationales d'experts sur l'observation de l'océan et l'étude des processus océaniques à des fins de prévision climatique.</p> <p><u>Coopération</u> : PIGB, SCOR, SC/BES, SC/EES, PMRC<br/><u>Programme</u> : IOCCP</p>        | <p>[au niveau mondial].</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Élaboration de plans de réalisation conjointe de programmes de terrain, à l'échelle mondiale ou portant sur des bassins déterminés.</li> </ul>  |
| <p>2 (c) Mieux faire comprendre l'impact du changement et de la variabilité climatiques sur les écosystèmes marins et leurs ressources vivantes.</p> | <p>Parrainer et organiser le « Colloque sur l'océan dans un monde à forte concentration en CO<sub>2</sub> » 2012 et publier les toutes dernières conclusions.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Contribuer à améliorer la compréhension des informations concernant les éventuels impacts environnementaux de l'acidification de l'océan sur l'écosystème marin, ainsi que l'accès à ces informations.</li> </ul>   |
|  | <p>Organisation du Colloque international sur les effets du changement climatique sur les océans du monde (République de Corée, 2012).</p> <p><u>Coopération</u> : PIGB, CIEM, PICES<br/><u>Programme</u> : IOCCP, GLOBEC, organes subsidiaires régionaux</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comprendre la structure et le fonctionnement de l'écosystème océanique mondial et de ses principaux sous-systèmes, ainsi que ses réactions au forçage physique afin de prévoir les réponses de l'écosystème marin et des ressources vivantes aux changements à l'échelle mondiale.</li> </ul> |
|  | <p>Organiser le premier atelier de l'UNESCO sur la géo-ingénierie, en collaboration avec la Royal Society (Royaume-Uni) et la TWAS.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation d'une première synthèse sur les possibles avantages et effets néfastes des interventions de géo-ingénierie et discussions à ce sujet.</li> </ul>   |
| <p>2 (d) Adaptation au changement climatique pour l'Afrique et les PEID.</p>   | <p>Appuyer la définition de stratégies nationales d'adaptation pour les zones côtières.</p> <p><u>Coopération</u> : CCNUCC, IOCEA, IOCWIO<br/><u>Programme</u> : ICAM</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien accru aux pays pour la mise au point de stratégies nationales d'adaptation et participation régionale accrue aux activités relatives au climat.</li> </ul>  |

**Objectif de haut niveau 3 - Sauvegarde de la bonne santé des écosystèmes océaniques**

La COI utilisera ses connaissances et ses capacités pour surveiller et préserver la santé des écosystèmes océaniques et le bon fonctionnement des services océaniques, en veillant à la conservation et à la gestion durable des ressources côtières et de la biodiversité marine. À cet égard, elle continuera d'harmoniser ses activités de développement des capacités en respectant en la matière des principes, applicables sur la durée, qui améliorent l'aptitude des États membres

à utiliser des méthodes scientifiques rationnelles pour assurer la gestion durable de leurs ressources.

| Actions   | Priorités biennales  | Résultats escomptés  |
|---|--|--|
| <p>3 (a) Contribuer activement au mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin.</p>   | <p>Contribuer au Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques de l'état du milieu marin.</p> <p><u>Coopération</u> : Assemblée générale des Nations Unies, PNUE, FEM, ONU-Océans</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Progrès en vue de l'achèvement d'ici à 2015 de la première évaluation mondiale intégrée de l'océan.</li> <li>- Mécanisme mis en place pour parvenir à un consensus international global sur un solide ensemble d'indicateurs de l'état et de l'évolution des écosystèmes marins et des biens et services qu'ils contribuent à fournir, y compris les aspects socioéconomiques.</li> </ul> |
| <p>3 (b) Poursuivre les activités de recherche et de surveillance nécessaires pour éviter la dégradation du milieu marin, conserver la biodiversité et permettre l'utilisation durable des habitats marins.</p> | <p>Poursuivre la mise au point de produits en vue de la gestion d'événements algaux nuisibles.</p> <p><u>Orientation/coopération</u> : IPHAB, PNUE, OMI, GESAMP</p> <p><u>Programme</u> : HAB</p>  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Meilleurs outils de prévision et de gestion des événements algaux nuisibles.</li> </ul>   |
|   | <p>Donner des avis scientifiques compétents, objectifs et interdisciplinaires à des organisations et aux États membres afin de favoriser la protection et l'utilisation durable du milieu marin.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fourniture d'avis scientifiques qui contribuent à l'élaboration des politiques.</li> <li>- Nombre d'actions consultatives entreprises par des États membres en fonction des ressources disponibles pour renforcer les capacités des pouvoirs publics en matière de gestion des ressources environnementales marines.</li> </ul>   |
| <p>3 (c) Définir et mener à bien les activités de renforcement des capacités nécessaires pour préserver la santé des écosystèmes océaniques en mettant l'accent sur les besoins régionaux.</p>                  | <p>Mieux harmoniser les activités de développement des capacités entre les programmes et sections, en allouant des ressources spécifiques à cette fin et en encourageant une participation accrue des États membres.</p>   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- À définir pour tous les objectifs de haut niveau conformément à la stratégie énoncée dans le Projet de résolution 9.2.</li> </ul>   |
|   | <p>Trouver de nouvelles sources de financement afin d'augmenter le volume actuel des activités de développement des capacités dans les États membres en développement, en particulier en Afrique, dans les PEID et les PMA.</p> <p><u>Orientation/coopération</u> : Res. XXV-11 ; IOCEA, IOWIO</p> |  |

| Actions   | Priorités biennales  | Résultats escomptés   |
|---|--|---|
|   | <p><u>Programme</u> : Développement des capacités</p>  |   |
|   | <p>Continuer d'offrir des possibilités de développement des capacités dans le domaine de la gestion des événements algaux nuisibles.</p> <p><u>Orientation/coopération</u> : IPHAB, AIEA</p> <p><u>Programme</u> : HAB</p> | <p>- Amélioration des capacités des États membres à gérer les événements algaux nuisibles.</p>                |
| <p>3 (d) Maintien d'un système d'informations biogéographiques relatives aux océans à l'appui des évaluations du milieu marin et de la recherche sur les écosystèmes.</p> | <p>Poursuivre le développement de la base de données OBIS.</p> <p><u>Orientation</u> : Res. XXV-4, Rec. IODE-XX.3</p> <p><u>Programme</u> : IODE</p>   | <p>- Application de la base de données OBIS à des problèmes [mondiaux, régionaux] intéressant la société.</p> |

**Objectif de haut niveau 4 - Procédures et politiques de gestion susceptibles d'assurer la viabilité du milieu côtier et marin et de ses ressources**

La COI aidera les États membres qui en feront la demande à assurer la gestion de leur milieu côtier et marin - la priorité étant accordée aux besoins régionaux et au renforcement des capacités nationales - en transformant les résultats de la recherche en stratégies de gestion et pratiques judicieuses, grâce à des approches de la planification qui intègrent notamment l'espace et qui soient illustrées par des projets pilotes dans des régions cibles, en offrant la formation et l'assistance nécessaires pour les mettre en œuvre, et en renforçant les organes subsidiaires régionaux de la COI pour assurer pleinement l'application à l'échelon régional de la Stratégie à moyen terme de la COI (2008-2013).

| Actions   | Priorités biennales  | Résultats escomptés   |
|---|--|---|
| <p>4 (a) Développer la coopération régionale et la participation des États membres en assurant le renforcement des capacités et le transfert de technologie et en prenant des mesures pour renforcer les capacités des organes subsidiaires régionaux et des bureaux décentralisés de la COI.</p> | <p>Mettre l'accent sur l'approche régionale de la sensibilisation au changement climatique dans les activités régionales et dans le cadre de consultations sous-régionales.</p> <p><u>Orientation</u> : Res. XXV-11, IOCEA</p> <p><u>Programmes</u> : Développement des capacités, IODE, GOOS, GLOSS</p> | <p>- Renforcement des activités existantes (ODINAFRICA, GOOS Afrique, GOOS/GLOSS) par le biais de l'assistance technique ; de l'information dans le domaine de l'élévation du niveau de la mer et de l'érosion côtière.</p> |
|   | <p>Établir un réseau de sites d'échantillonnage et de centres marins de référence à l'échelle mondiale sous la supervision de la COI.</p>  | <p>- À définir pendant l'intersession.</p>  |

| Actions  | Priorités biennales   | Résultats escomptés  |
|--|---|--|
| <p>4 (b) Faciliter les travaux scientifiques liés à la gestion des ressources océaniques et côtières.</p>  | <p>Poursuivre la mise en œuvre du projet NEWS2USE.<br/><u>Orientation/coopération</u> : PNUÉ<br/><u>Programme</u> : NEWS2USE</p>  | <p>- Amélioration de la capacité de prévoir les effets sur les écosystèmes côtiers de la charge en nutriments du milieu marin.</p>   |
|  | <p>Appuyer l'élaboration de produits de gestion de données sur les océans (Projets OceanDocs et OceanExpert de l'IODE).<br/><u>Orientation</u> : Rés. XXV-3 ; Rec. IODE XIX.11<br/><u>Programme</u> : IODE</p>  | <p>- Amélioration de l'accès aux publications de recherche océanographique ainsi qu'aux compétences en la matière [au niveau mondial].</p>   |
| <p>4 (c) Promouvoir la mise au point et l'utilisation d'outils d'aide à la décision qui améliorent la gestion intégrée des océans et des zones côtières.</p> | <p>Promouvoir l'utilisation d'outils et de techniques pour une gestion et un aménagement écosystémiques des côtes et des océans.<br/><u>Orientation/coopération</u> : IOC-XXV, Assemblée générale des Nations Unies ; WESTPAC, IOCARIBE, IOCEA ; PNUÉ, télédétection<br/><u>Programme</u> : ICAM</p>  | <p>- Soutien accru aux pays appliquant des méthodes d'aménagement de l'espace marin.</p>   |
|  | <p>Continuer à développer les Réseaux de données et d'information océanographiques (réseaux ODIN) et les renforcer.<br/><u>Orientation</u> : Rés. XXV-3 ; Rec. IODE XIX.5-10<br/><u>Programme</u> : IODE</p>  | <p>- Meilleure gestion des données et de l'information ainsi que des produits et services de développement des capacités des pays en développement [au niveau régional].</p>   |
| <p>4 (d) Faciliter l'élaboration et l'adoption de normes.</p>  | <p>Organisation de réunions internationales d'experts pour susciter l'accord sur des normes, des méthodes et des critères.<br/><u>Orientation/coopération</u> : Rés. XXV-3 ; Rec. IODE XX.2 ; ONU-Océans, PNUÉ, CDB, AIFM, Groupe d'étude conjoint CIEM/COI sur les normes relatives aux nutriments, IOCCP, GOBI (Global Ocean Biodiversity Initiative), Fondation européenne de la science (comité marin)<br/><u>Programmes</u> : IODE, JCOMM, Section des sciences océaniques (OSS)</p> | <p>- Normes internationales pour les nutriments, afin d'assurer la comparabilité et la traçabilité des données relatives aux nutriments dans les océans du monde (<i>voir également l'action 4b</i>).</p> <p>- Appui scientifique concernant les critères pour déterminer les aires marines devant être protégées. Une note d'information sur les politiques en la matière sera publiée d'ici à la fin de 2010. Deux réunions sur les zones marines protégées seront organisées.</p> |

## ANNEXE III

### ALLOCUTIONS

**A. Discours de Mme Irina Bokova,  
Directrice générale de l'UNESCO,  
à l'occasion de la Journée mondiale de l'océan et de la cérémonie inaugurale  
du 50<sup>e</sup> anniversaire de la Commission océanographique  
intergouvernementale pendant la 43<sup>e</sup> session de son Conseil exécutif**

UNESCO, 8 juin 2010

Excellences,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un plaisir et un honneur pour moi d'être avec vous aujourd'hui pour célébrer le 50<sup>e</sup> anniversaire de la Commission océanographique intergouvernementale en cette Journée mondiale de l'océan.

Je suis très heureuse de voir parmi nous les représentants d'États membres et d'organisations internationales, venus si nombreux pour cette occasion mémorable. Vous avez tous un rôle crucial à jouer, s'agissant de la viabilité, du dynamisme et la visibilité de la COI. Je félicite particulièrement les membres, anciens ou actuels, du Bureau de la COI ainsi que le personnel du Secrétariat de la Commission et les remercie tous de leurs efforts qui font la réputation de ce programme.

La COI porte haut le flambeau de l'UNESCO. Qui plus est, elle fait partie intégrante de la vision que j'ai du rôle de notre Organisation au XXI<sup>e</sup> siècle, à savoir assurer une indispensable continuité, tout en répondant à l'évolution des besoins du monde d'aujourd'hui et de demain.

L'action menée par la COI en faveur de la coopération intergouvernementale et de la coordination internationale des recherches et observations océanographiques ou de la gestion des océans, est d'une importance vitale car il nous faut de plus en plus souvent relever des défis d'envergure mondiale.

Nous devons faire face collectivement aux problèmes les plus urgents de la planète et la COI offre un modèle de meilleure pratique à cet égard. Sa contribution à la climatologie en est un bon exemple. Le défi posé par le changement climatique est l'un des grands enjeux de mon mandat et je suis consciente du rôle clé que la COI doit et va jouer en ce domaine – de concert avec le Secteur des sciences exactes et naturelles mais aussi avec les autres secteurs du Secrétariat.

L'apport de la COI à la climatologie ne date pas d'aujourd'hui. Je pense par exemple à sa gestion du Système mondial d'observation de l'océan (GOOS). Cette composante océanique du Système mondial d'observation du climat aide à répondre aux besoins en matière d'observation, découlant de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le rôle pionnier qu'a joué la Commission dans la coordination des systèmes d'alerte rapide aux tsunamis est une grande fierté pour notre Organisation et je suis heureuse que la COI, après avoir contribué à mettre en place un système dans le Pacifique, s'emploie à le coordonner avec des systèmes régionaux d'alerte aux tsunamis et autres risques côtiers actuellement mis au point.

La Commission a beaucoup fait pour faciliter l'échange et la libre circulation des informations, absolument indispensables au bon fonctionnement de ces systèmes dont la finalité est de sauver des vies.

Par ses travaux concernant la surveillance du niveau de la mer et la gestion des zones côtières et des écosystèmes marins, la COI reste à l'avant-garde quand il s'agit de répondre à certains des défis les plus critiques à l'échelle planétaire.

Tous ces efforts montrent comment, depuis un demi-siècle caractérisé par de profonds et rapides changements, la COI s'engage à fond et, face à des défis nouveaux, élabore des réponses à la pointe du progrès.

Comme l'a écrit le grand poète indien Rabindranath Tagore :

« Il ne suffit pas de contempler les flots pour franchir la mer. »

Beaucoup de choses ont changé, depuis 50 ans que la COI est au service des États membres. À l'époque, quand la Commission a été créée, les océans eux-mêmes ne suscitaient guère d'intérêt – en fait, c'était essentiellement un monde inexploré.

Aujourd'hui – grâce surtout à la richesse des échanges scientifiques que la COI facilite – nous en savons beaucoup plus sur les océans et leur rôle essentiel dans le maintien de la vie sur Terre.

Nous savons que les océans abritent une extraordinaire biodiversité. Une biodiversité compromise par des facteurs comme les gaz à effet de serre, la pollution et la surpêche. Ceci est au premier rang de nos préoccupations en cette Année internationale de la biodiversité.

La COI promeut une utilisation responsable et durable des ressources marines. C'est d'une importance cruciale pour nous tous, mais avant tout pour les populations côtières vulnérables qui vivent dans des régions parmi les plus pauvres du monde.

Favorisant la création de capacités de gestion des ressources afin d'aider ces populations marginalisées, l'action de la COI rejoint précisément un autre objectif de l'UNESCO : rendre autonome par l'éducation et le partage du savoir scientifique.

Comme on l'a souligné à la Conférence sur les océans du monde qui s'est tenue ici le mois dernier, travailler ensemble à une intégration des politiques de gestion des ressources marines, dont nous sommes tous tributaires, est indispensable si l'on veut assurer la pérennité des écosystèmes marins.

Une de mes grandes priorités est, grâce à la COI, d'affirmer le leadership de l'UNESCO au sein des Nations Unies, pour les questions liées à la gestion durable des océans et des zones côtières.

Le nombre croissant des membres de la COI atteste une conscience plus aiguë de la nécessité de mieux comprendre et de gérer convenablement les précieuses ressources que représentent nos océans.

Quand la COI a été créée, elle rassemblait 40 nations, elle en compte 138 aujourd'hui, y compris un certain nombre de pays enclavés.

Cette solide assise de la COI, ses partenariats avec d'autres organismes et l'ampleur de ses attributions lui donnent une légitimité sans égale dans ce domaine. De plus, elle se trouve ainsi particulièrement bien placée pour promouvoir efficacement, au sein du système des Nations Unies, une approche transversale de la gouvernance durable des océans du monde.

Mesdames et Messieurs,

Alors que je m'adresse à vous pour la première fois, je souhaite vous dire la très grande importance que j'attache à la Commission océanographique intergouvernementale, programme phare de l'UNESCO. Je suis prête à soutenir la Commission dans sa détermination à intégrer ses activités à celles des autres secteurs de notre Organisation.

Vous le savez, l'UNESCO soutient aussi pleinement les efforts de la Commission océanographique intergouvernementale qui veut bâtir une véritable gouvernance des océans. Cela a été souligné l'an dernier, durant la première Table ronde ministérielle de la Conférence générale de l'UNESCO, spécifiquement consacrée aux océans.

C'est en effet ensemble que nous devons rechercher des solutions aux problèmes qui pèsent sur les océans. Ce qui advient dans une région donnée a des répercussions sur toutes les côtes du monde, comme nous le constatons avec les tsunamis et la pollution marine.

Le Programme d'échange international des données et de l'information océanographiques (IODE), qui est presque aussi ancien que la Commission océanographique intergouvernementale, offre, quant à lui, un système intégré pour le libre échange de données et d'information océanographiques entre États membres. Cela permet de renforcer la recherche, l'exploitation et le développement des océans. La Commission travaille actuellement avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ainsi que d'autres agences, afin d'établir un Processus régulier de communication des données et d'évaluation de l'environnement marin mondial. Cette question a été mise à l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies, lors de sa prochaine session, en septembre prochain.

Je suis heureuse de constater qu'un cycle de conférences de très haut niveau a été planifié pour 2010-2011 par la Commission océanographique intergouvernementale et ses États membres, en célébration de son 50<sup>e</sup> anniversaire. Je suis convaincue que ces activités vont stimuler et porter plus loin la réflexion concernant la recherche sur les océans et leur protection.

J'appelle tous les États membres de la Commission océanographique intergouvernementale à apporter leur soutien total à ce programme de très grande valeur, et à soutenir les efforts de l'UNESCO pour renforcer son potentiel et son efficacité.

En tant que Directrice générale de l'UNESCO, je mettrai tout en œuvre pour que la Commission océanographique intergouvernementale soit pleinement reconnue comme un programme majeur de l'UNESCO : à la fois par nos États membres, qui soutiennent déjà largement nos efforts, par les différentes agences des Nations Unies, ainsi que par la société civile et la jeunesse. Je prends également l'engagement de soutenir vigoureusement le développement de la Commission océanographique intergouvernementale, afin qu'elle acquière la visibilité qu'elle mérite, et dont elle a besoin pour être encore plus efficace.

Mesdames et Messieurs,

Comme l'a très bien exprimé le Commandant Cousteau, immense explorateur des océans et environnementaliste visionnaire : « Les gens ne peuvent être heureux qu'en s'émerveillant de la nature, en s'émerveillant de la création et de ce qui les entoure. Ce qu'ils aiment, ils veulent le protéger ».

Merci de votre attention, et bon anniversaire !

B. Chairman's Statement

**by Lic. Javier A. Valladares,  
Chairman of the Intergovernmental Oceanographic Commission of UNESCO on the  
occasion of the 43<sup>rd</sup> session of the IOC Executive Council and the inauguration of the 50<sup>th</sup>  
Anniversary of the Intergovernmental Oceanographic Commission**

8 June 2010

After our last Assembly came the final stage in the selection of our current Executive Secretary.

It was not a simple task with such excellent candidates with capabilities that reflected the strengths of our diversity. But finally the UNESCO system ended by appointing Dr Wendy Watson-Wright to be today our Executive Secretary (with the addition of the restored position of Deputy Executive Secretary which fell to our well known colleague Dr Ehrlich Desa).

At the same time, UNESCO has also changed its officers, and Dr Irina Bokova is now our Director-General.

But while this was going on, ocean issues continued to accumulate on our agenda.

Last September, Venice hosted OceanObs'09, which tried to link ocean information to the needs of communities, describing, understanding and forecasting marine, climate and marine living resources variability, as well as assessing their trends. It showed once again the need to maintain an interdisciplinary, interagency coordination and approach to the sea.

In November 2009 we had the OBIS Strategy and Workplan meeting (Ostend, Belgium, 18–20 November 2009), starting a task now in progress with the Ocean Biogeography Information System, of which we shall hear a report during this session of the Council.

On June 2010, World Oceans Day 2010, we formally initiated the celebration of our 50<sup>th</sup> anniversary. On 8 June 2010, World Ocean Day, we sadly started with two terrible events.

The earthquake of Haiti devastated its capital and, with it, its coastal facilities, shortly before the arrival of our support mission through the IOCARIBE Sub-Commission, which rescheduled its visit to the country and is in the process of implementing lines of support and cooperation.

The almost simultaneous earthquake and tsunami in Chile, one of the most intense in recorded history, left us with a demand for more coordination and greater efficiency in the reaction.

I take the opportunity, on behalf of all IOC Member States, to restate our condolences for the families and friends of the deceased and our commitment to the future, seeking to optimize the procedures and warning and prevention mechanisms for such phenomena.

In late January, we had our Officers' meeting here in Paris. It was a very productive meeting where topics related to improving the efficiency of the governing bodies of our organization and forms of communication with Member States was a common denominator.

We hope you will see many of the ideas raised at that meeting reflected in a more efficient management of this Executive Council, and especially in more user-friendly documents as a guide to the introduction of the items, as well as summaries and resolutions more focused on the expected results.

We have had extensive discussions aimed at how to support, increase participation in and evaluate our Regional Subsidiary Bodies (RSB). To this end, during the meeting of the Chairpersons of the Regional Subsidiary Bodies, which took place last Monday, and relying on their respective focal points, we have asked them for their two-year action plans with a clear identification of expected results and their contribution to the High-level Objectives (HLO) established by IOC in order to present a performance evaluation at the next Assembly.

Another issue that deserved special attention is the Assessment of Assessments under the *Regular Process for Global Reporting and Assessment of the State of the Marine Environment, including Socio-Economic Aspects*, regarding which, as was stated at our last Assembly and subsequently ratified at the Ministerial Round Table on the Oceans convened in late 2009 by UNESCO, we should, at least as the IOC contribution, ensure that it retains a scientific approach.

Regarding the request for a descriptive note on the joint IOC–WMO activities in Africa, Priority Africa was addressed, as well as SIDS and gender equality. We expect to identify at this Executive Council those new actions in all these areas that will allow the realization of a more sustainable support.

A highly sensitive issue discussed during the Officer's meeting was the proposal by a Member State, during the Ministerial Round Table in 2009 and, restated in recent notes, to accommodate the IOC in its capital. In response, the Officers agreed to request the Secretariat to undertake an analysis without identifying or making any commitment in respect of place, of the pros and cons, very generally, of an eventual relocation of all or part of the IOC, and always maintaining the functional premise to remain an organization within the UNESCO system.

And obviously the subject of the celebrations of the 50<sup>th</sup> Anniversary, within the agreed framework of absolute austerity, merited close monitoring.

Consecutively with this meeting, at the request of our peers in the WMO, we had our third meeting of the Officers of both organizations. As in previous opportunities we exchanged ideas in a framework of full cooperation and mutual professional interests that will allow us to improve the supervision and performance of JCOMM, and we began discussing the need to collaborate in the creation of a system for climate monitoring and forecasting and in the implementation of the WMO Information System (WIS).

Since late 2009 and the elapsed months of this year, events began to take place in several countries to commemorate our 50<sup>th</sup> anniversary. In this regard:

- I have represented IOC with a presentation at the opening of the XIII<sup>th</sup> Latin American Congress on Marine Sciences (COLACMAR) and the VIII<sup>th</sup> Congress of Marine Sciences (MARCUBA) in Havana, Cuba, which included the active participation of the local community, as well as representatives of many countries in the region and renowned guest speakers.
- I have personally acted as co-organizer, in Buenos Aires, of a Week of Oceanography which included a symposium celebrating our 50<sup>th</sup> anniversary, and the annual meeting of the Regional Alliance for the Upper Southwestern and Tropical Atlantic Ocean (OCEATLAN), with the participation and contribution of the IEEE (Institute of Electrical and Electronics Engineers) with an interesting technology approach.
- I could not attend the IV<sup>th</sup> Brazilian Congress of Oceanography because of overlap with other commitments. I apologize to Brazil, but I have no doubt that IOC was well represented by many Brazilian colleagues and friends, including the Rio GOOS Office.

- I was invited to the First International Maritime Fair in Cartagena, Colombia, an event in which I had the privilege of representing IOC and of giving the opening conference speech. Among the many presentations and exhibitions covering the different aspects of the maritime activity our Sub-Commission for IOCARIBE was also present and recognized as an important stimulus for regional marine scientific activity.

During the Fair I had the opportunity to meet again with our dear friend and WMO President, Dr Alexandre Vedrinsky, with whom I again exchanged ideas to support the creation, within WMO, of a system capable of addressing climate problems, and we agreed to invite our Secretariats to consider how to proceed in implementing it.

I want to share with you the fact that during this conversation I found a similarity, but in, on opposite sense, between WMO problems when dealing with climate and IOC problems when we try to evaluate the quite different problem of what has hitherto been called ocean observations or operational oceanography with the criteria of marine scientific research.

More recently, in UNESCO, Paris, the “Fifth Global Conference on Oceans, Coasts and Islands” took place, celebrating both the International Year of Biodiversity and the 50<sup>th</sup> Anniversary of the IOC. The Conference took a very international approach to issues related to the health of the oceans, the protection of marine life and improvements to governance using an ecosystem approach, in particular in areas beyond national jurisdiction.

Finally, I want to join *The Ocean Call*, to the general public, to financial and policy decision-makers, scientists, the media, governments and especially the youth to place ocean issues on their agendas, so as to work towards a global community that understands that the future of all of us has a deep relationship and interdependence with the attention that we give to the sea on a daily basis.

**ANNEXE IV**

**8 JUNE 2010: OFFICIAL INAUGURATION OF THE IOC 50th ANNIVERSARY**

A. Programme of the day

|               |  |
|---------------|--|
| 11:00 – 11:10 | Official Opening by the Chairperson of IOC   |
| 11:10 – 11:30 | Welcome Addresses  |
| 11:30 – 11:35 | Break  |
| 11:35 – 12:00 | Welcome Addresses (continued)  |
| 12:00 – 12:30 | Presentation on the IOC History: 50 Years on the Services to the Humankind<br>(Executive Secretary of IOC)                                     |
| 12:30 – 13:00 | Inauguration of the Exhibitions by the Representatives of<br>IOC, Total Foundation, European Space Agency and International Ocean<br>Institute |
| 13:00 – 14:30 | Lunch Break  |
| <hr/>         |  |
| 14:30 – 15:30 | Medals Giving Ceremony to the former Chairs<br>and Executive Secretaries of the IOC  |
| 15:30 – 16:00 | Presentation of the Book<br>“Troubled Waters: ocean science and governance” by the Book Co-editors   |
| 16:00 – 16:15 | Coffee Break   |
| 16:15 – 16:40 | Welcome and Message from the Youth   |
| 16:40 – 17:10 | Introduction of the film “Oceans” and demonstration of a short version   |
| 17:10 – 17:30 | Introduction of a Call on Peoples of the World and Nations by the Former<br>Chair of IOC   |
| 17:30 – 18:00 | Official Closure by the IOC Chairperson  |
| 18:00 +       | Reception  |
| <hr/>         |  |

## B. L'appel de l'océan

**AUX** peuples du monde, nous demandons de prendre conscience du fait que les océans et leurs ressources sont nécessaires à la vie sur Terre. Nous vous demandons également de respecter l'océan et de comprendre que les actions et les activités menées sur le continent, même très loin des côtes, peuvent avoir des conséquences sur l'environnement marin. Les pouvoirs publics mettent souvent du temps à agir, mais en fin de compte, leurs actions doivent refléter la volonté et les priorités de leurs électeurs. L'océan mérite votre soutien.

À ceux qui financent et organisent des programme de renforcement des capacités, nous demandons de donner plus d'importance aux programmes de gestion des côtes et des océans et aux sciences et technologies océaniques afin de fournir des environnements sûrs, salubres et durables et de réduire la pauvreté à travers la promotion d'une gestion marine efficace et efficiente.

**AUX** scientifiques de toutes les disciplines des sciences océaniques, nous demandons de continuer de vous consacrer à recueillir et à interpréter les données marines, à informer le public et les responsables politiques des résultats de vos recherches et à maintenir une communauté collégiale et multidisciplinaire.

À la communauté de professionnels et de lobbyistes environnementaux présents dans les milieux universitaires, industriels, politiques et juridiques, et à tous ceux qui occupent des postes de premier plan et font autorité dans notre société, nous demandons de mettre votre position et influence au service du renforcement du soutien et de l'attention nécessaires au maintien et à la préservation de notre environnement marin.

**AUX** médias dont le rôle est d'informer notre société largement terrestre des actualités et des événements d'intérêt et d'importance, nous demandons d'être conscients que l'océan fait partie intégrante de notre environnement et de notre société. Du tourisme au commerce, de l'énergie à l'alimentation, de la haute finance aux pêcheurs indigènes et des mégapoles aux habitats de mangrove, il y a une histoire liée à l'océan qui mérite d'être contée.

**AUX** pouvoirs publics, nous demandons de remédier aux défaillances actuelles du soutien à l'environnement marin. Au niveau national, nous vous demandons d'assurer le financement adéquat de la recherche sur les océans, la mise en place de l'infrastructure de distribution des informations sur l'océan, la promotion des pratiques de gestion marine durable et la prise en compte dans les politiques terrestres et atmosphériques des conséquences potentielles sur l'océan. Au niveau international, nous vous demandons de faire du maintien de l'environnement mondial une priorité absolue et de mettre de côté les différends nationaux afin de travailler ensemble pour l'avenir.

**AUX** jeunes, nous lançons l'appel final et peut-être le plus important. Nous vous demandons d'écouter et d'apprendre, de profiter des avancées auxquelles nous sommes parvenus et d'éviter de commettre les erreurs que nous avons commises. Vous êtes l'avenir. L'océan a besoin de votre enthousiasme, de votre créativité et de vos compétences en tant que scientifiques, dirigeants, avocats et politiciens, pour que vous défendiez sa cause et mainteniez sa splendeur et ses ressources pour les générations à venir.

## C. Youth Declaration for the Ocean

### Elements of Youth Declarations for the Ocean

*In 1998, in the framework of the International Year of the Ocean, young people issued a declaration referring to the UNESCO Ocean Charter on the occasion of the « Sea Your Future » event in Lisbon Expo98.*

*Since then close to 800 young people have taken part in national, regional and international Youth Forums and Parliaments, organised with help of World Ocean Network and by World Ocean Network.*

*In the last years, the First International Youth Ocean Parliament was organised with International Ocean Institute at the Malta House of Parliament in 2007, and regional groups of young people gathered in Europe, Indian Ocean French speaking islands and East Asia.*

*Other Youth Forums are already planned in 2011 and 2012, in the French Caribbean Islands and in South Africa.*

*The text below is a collection of extracts from declarations by Youth Forums that World Ocean Network organised or helped to organise.*

#### Reference texts:

- ❖ *From Youth Ocean Parliament  
Final Declaration  
“Sato-Umi  
Our Link with the Ocean  
Our Pledge to the Ocean”  
Pacem in Maribus XXXII, La Valette, Malta, November 2007*
- ❖ *From the European Youth Oceans Forum  
Final Declaration  
Blue Planet Forum at the European Union Committee of the Regions, Brussels, Belgium,  
November 2007*
- ❖ *From the “Sea Your Future” Project  
European Youth Commitment  
European Science Week, Expo 98, Lisbon, Portugal, August 1998*
- ❖ *From the First French Overseas Youth Parliament,  
Summary report,  
La Réunion Island, Indian Ocean, May 2009*
- ❖ *From the Second East Asian Seas Youth Forum  
Youth Statement  
2<sup>nd</sup> East Asian Seas Congress, Manila, Philippines, November 2009*

### ***OUR DECLARATION***

We are in agreement that the ocean has gone well beyond its operating capacity.

We deem that unless multilateral action is taken, not only will there be no progress, but that the state of the ocean and the marine environment shall deteriorate further.

We believe in the rights of the future generations, and that it is our duty to protect and ensure these rights.

We also think that it's very important to create:

- Links between different groups of people: scientists, policy makers and citizens;
- Links between inland and coastline people: make people aware that the pollution in the big cities has an impact on the ocean environment; it is not always because of the fisherman or the seaman;
- Links between countries living by the same seas.

### ***OUR RECOMMENDATIONS***

#### **Recommendations to develop education**

We ask for:

- An access to education and formative experiences in learning, targeted towards raising awareness about the global and local issues of sustainable development;
- A true commitment by governments and education policy makers to develop and enhance programs for formal and informal citizenship education, with a special focus on the protection of the natural environment

Especially through:

- Basic education programs about the oceans for all children and citizens,
- Direct contact with the ocean through swimming lessons for children and field projects,
- Use of the World Wide Web to promote communication between schools in coastal regions and schools inland.

#### **Recommendations to support research**

- More resources should be allocated to support both fundamental and applied research;
- More research programs should be implemented to find solutions:
  - To save and treat water,
  - To use alternative energies,
  - To reduce and treat pollutions, and,
  - To define new means of using the Ocean resources in a sustainable way for the future of humanity.

### **Recommendations to face climate change**

- Concerned by the effect of climate change on our environment, we ask the international community to live up to its commitments, specifically by:
  - Enforcing its decisions and holding itself accountable for them,
  - Providing a strong educational tool to prevent further degradation of the environment, in all parts of the world.

### **Recommendations to foster sustainable use of ocean resources**

- We state our commitment to development that *‘meets the needs of the present generation without compromising the ability of future generations to meet their own needs’*.

We recommend:

- The application of stricter measures to fisheries organizations
- The establishment of a seasonal fishing action plan
- The establishment of more and more diverse Marine Protected Areas

### **Recommendations to promote a better Ocean Governance**

- Deeply troubled by the rapid degradation of the oceans and seas, and in support of the recognition of the ocean as a public good for all humanity, we ask for the establishment of a global ethics board, which we propose to name the United Oceans.

It would be based on the preservation of the ocean environment, and that would, through the use of its legal framework, compel governments to comply to this preservation

The constitution of this board would comprise governments as well as civil society actors - specifically those involved in scientific, education and social issues.

### ***Our commitments***

“Small changes can make a big difference.”

- *Our commitments to address climate change:*
  - We undertake to reduce our CO<sub>2</sub> emissions.

To combat climate change we must change our lifestyle.

- We undertake to inform those around us and raise their awareness of environmental-friendly best practices in our everyday lives.
- *Our commitments as regards fish resources:*
  - We shall reach out to fishing communities to record their testimonies and their problems and shall share this information,
  - We wish to provide videos to make the general public aware of the shortage of fish resources.
- We have agreed to step up and take on the challenge in protecting our environment through
  - Informing,
  - Inspiring and,

- Involving other young people.
- For the next three years, we promise to educate and create awareness, among our generation on :
  - Climate change,
  - Marine biodiversity and
  - Natural resources conservation.
- Also, we will be involved in several activities including tree planting, clean-up drives, environmental youth camps, and we will practice 3R's: reduce, reuse, recycle.

We commit ourselves... to teach, to care, to conserve, to protect, to involve, to empower, and to ACT....

### ***OUR CALL***

As youth living on a planet of which almost 70 % is covered in water, we have come together to appeal to all stakeholders involved to protect this large segment of our planet – to protect the use of the life and resources it gives, to recognize its importance, and to enforce the decisions taken; decisions that will not only affect us, but that will have a long term effect on the future generations.

**This is our commitment – is it yours?**

## ANNEXE V

### THE ROGER REVELLE LECTURE, 2010

10 June 2010

Manuel Barange

GLOBEC IPO, Plymouth Marine Laboratory, Prospect Place  
Plymouth PL1 3DH, UK

#### Learning to swim: exploring the challenges to marine resource sustainability

Manuel Barange<sup>1</sup>, William Cheung<sup>2</sup>, Gorka Merino<sup>1</sup>, Ian Perry<sup>3</sup>

1. Plymouth Marine Laboratory, Plymouth, UK. [M.barange@pml.ac.uk](mailto:M.barange@pml.ac.uk)
2. University of East Anglia, Norwich, UK
3. Department of Fisheries and Oceans, Nanaimo, Canada

**Summary**— The IOC-IGBP-SCOR international core project GLOBEC (Global Ocean Ecosystem Dynamics) conducted coordinated investigations in 29 countries over the last decade to ascertain the impacts of climate variability and change on marine ecosystems. While both climate and humans are known to be capable of causing major change in marine ecosystems, one of the most significant lessons learned in GLOBEC is that both forcing factors interact to such an extent that their individual impacts cannot be disentangled. Surprisingly, marine ecosystems under intense human influence tend to have greater sensitivity to climate forcing, and strong feedbacks develop between ecosystems and human communities at many scales.

These realisations limit our capacity to predict the impacts of climate change on marine ecosystems, and thus our ability to protect the sustainability of marine resources. In recent years we have made some excellent progress in developing coupled and uncoupled models that investigate the bottom up processes linking atmospheric climate, ocean climate and marine ecosystem dynamics, include fish resources. As a result, and despite the large uncertainties associated with climate change predictive models, we have initiated the exploration of the 'ocean of tomorrow' with some degree of confidence. We know that the distribution and abundance of fish will change, and we can estimate the direction and extent of such changes. But if the impacts of climate on marine resources interact with human responses to influence the outcome, what is the role that humans will play in accelerating or slowing down ecosystem change, through our capacity to adapt? Do we even have the tools to answer this question?

To illustrate this challenge we will use a global but geographically-explicit production-consumption model of fishmeal and fish oil to investigate a number of interactive processes: the links between local and global environmental change, the connection between marine resources and the markets for such resources, the feedback loops between humans and ecosystems. Ultimately, we will explore the double exposure of marine resources to climate and human activity, a requirement to understand the past and a necessity in our quest to identify pathways of sustainability and collapse.

**Dr Manuel Barange** is Director of Science at the Plymouth Marine Laboratory, in Plymouth, UK. He is also Chair of the Scientific Committee of the International Council for the Exploration of the Sea (ICES). Until recently he was Director of the International Project Office of the IOC-SCOR-IGBP core project GLOBEC (Global Ocean Ecosystem Dynamics).

Dr Barange was born and educated in Spain, and conducted his Ph.D. on the ecological dynamics of the Benguela upwelling off Namibia. After conducting post-doctoral research on Antarctic krill he specialised in the ecology and assessment of pelagic fish populations off South Africa, where he was based until 1999. In recent years he has increasingly focused his research on the assessment

of climate and anthropogenic impacts on marine ecosystems and their services, and on the interactions between natural and social sciences in fisheries, ecosystems and climate change. Dr Barange has published over 70 peer-reviewed papers, sits on a number of national and international advisory boards, and is a founding member of the Global Partnership for Climate, Fisheries and Aquaculture (PaCFA).

## ANNEXE VI

### REPORT OF THE CHAIRPERSON OF THE FINANCIAL COMMITTEE

Dr Savi Narayanan (IOC Vice-Chairperson, Canada)

The Financial Committee held six meetings during the 43<sup>rd</sup> Session of the IOC Executive Council. The following countries participated in the Financial Committee: Argentina, Brazil, Belgium, Canada, People's Republic of China, Cuba, Côte d'Ivoire, Egypt, France, Ghana, India, Japan, Kenya, Republic of Korea, Malaysia, Peru, Portugal, Russian Federation, Senegal, South Africa, Turkey, United Kingdom, United States of America, plus one observer (WCRP).

The Chair of the sessional Financial Committee, Dr Savi Narayanan, IOC Vice-Chair in charge of financial matters and Chair of the Intersessional Advisory Group on Finance, reported on the work of the sessional Financial Committee.

#### **Execution of the 2008–2009 Budget**

The Committee reviewed document IOC/EC-XLIII/2 Annex 2, Report on Budget Execution 2008–2009 and Anticipated Funding for 2010, and concluded that the 2008–2009 budget was developed and implemented consistently with the Governing Body recommendations.

It noted that Part II of the document, Anticipated Funding for 2010, could be better formulated so as to clearly indicate that it compares the proposed budget vs. what was approved. It was explained that this situation arose because the IOC meeting takes place before UNESCO's General Conference, where the final overall budget of UNESCO, including the allocation for IOC, is approved. Furthermore, the Committee considered that it will be helpful to include a short introductory note to clearly articulate the three modalities for providing extrabudgetary support: contributions to the IOC Special Account, to UNESCO Funds-in-Trust and to regular budget, as additional appropriations.

The Committee recommended that the presentation of the report be further modified to: (a) link the expenditures to how well the objectives of each activity were met using the performance indicators in the work plan; and (b) to present the results in graphical form (in addition to the tables) to highlight the investments from the regular programme and extrabudgetary contributions regionally and for each High-level Objective.

The Committee recommended that the Intersessional Advisory Group on Finance, with support from the Secretariat, develop a clearer document format for the next Assembly that may be used to better demonstrate the achievements of the Commission, the gaps and the challenges to delivery on its priorities.

#### **Work Plans for 2010–2011**

The Committee considered that it is the role of IOC Member States through the IOC Governing Bodies to define the Commission's programme priorities. Therefore, it is important that IOC develop its priorities taking into account the UNESCO priorities and emerging issues and implement these through the work plan, as well as include these in the outlines, as appropriate.

The Committee expressed its appreciation of the SISTER follow-up report and agreed that in order to avoid duplication of reporting duties, this format can be preserved so as to be consistent with UNESCO's approach. Further improvement of this report could be achieved through better results analysis based on refined performance indicators. In that sense, the Intersessional Advisory Group on Finance can assist the Secretariat in further improving its reporting to IOC Governing Bodies.

The Committee noted that the programme structure approved in the Governing Body resolutions on programme and budget must be adhered to by the Secretariat in preparing the actual work plans. Any substantial modification to the approved structure needs to be fully justified and documented.

It noted that the expected results listed in the document quite often are a repeat of the activities listed, and quite often the performance indicators are activities. We should ask each programme manager to review these for the next biennium and make adjustments, as necessary.

With respect to the extrabudgetary outlines, the Committee appreciated the Secretariat's effort to take advantage of the UNESCO process related to extrabudgetary opportunities (Complementary Additional Programme of extrabudgetary resources – CAP). However, it noted that, now that the Intersessional Advisory Group on Finance is established, it is important that this Group work with the Secretariat to ensure that concrete proposals in priority areas are developed and incorporated in the outlines, showing different possible scenarios of outputs and results for different contribution volumes.

Further, the Committee suggested that it will be useful to articulate the trends in the extrabudgetary funding levels in the outlines table; in other words, make it a multi-year table listing of what was received in the previous years and what is proposed.

The Committee noted the need to better reflect IOC participation in common activities with other UN agencies. This was considered particularly important for priority geographical areas, as a small investment in such areas may have brought to the IOC programmes large investments from the national programmes.

The Committee noted that the budget allocation for Action 2d 'Climate change adaptation for Africa and SIDS' was not reflected in the work plans as approved by the 25th Session of the Assembly in Resolution XXV-14. As limited funds became available due to the support of the Government of Ghana in hosting the 6<sup>th</sup> Session of IOCEA, the Committee recommended that Action 2d 'Climate change adaptation for Africa and SIDS' be reinforced through partial re-orientation of the work plans of Capacity-development (Action 3c) and IOCEA (Governance).

The Committee made some specific comments on the work plans concerning the need to elaborate on the activities in the Arctic region and to focus on interagency collaboration to address sea-level-related natural hazards.

Further comments on each individual HLO were carefully noted by the Secretariat and will be reflected in the revised version of the work plans.

With these suggestions the Committee approved the work plans of the Secretariat for 2010–2011.

### **Review of Draft Resolutions**

The Committee reviewed the following Draft Resolutions that will be presented to the Executive Council for adoption:

|                                      |  |
|--------------------------------------|--|
| DR.4.3a (IOCEA)                      | DR.6 (Tsunami)                           |
| DR.4.3b (WESTPAC)                    | DR.9.1a (Future of IOC)                  |
| DR.4.3c (Regional Subsidiary Bodies) | DR.9.1b (Future of IOC)                  |
| DR.4.4 (ABE-LOS)                     | DR.9.2a (Biennial Priorities for Africa) |
| DR.5.3 (JCOMM)                       | DR.9.2b (Programme and Budget)           |

The Committee noted that several Draft Resolutions called for intersessional discussions through electronic media and was concerned about the level of participation from the non-English-speaking countries.

### **Draft Biennial Priorities and Implementation Strategy for 2012–2013**

The Committee agreed on the guiding principles to be followed by the Secretariat in preparing the draft Programme and Budget within the 36 C/5 adoption process:

- Programmatic continuity, taking into account the recommendations of the IOC governing and subsidiary bodies and the results of programme evaluations;
- Balance between global and regional/subregional activities and between intergovernmental coordination, standard-setting, and operational activities;

- Opportunities of an interdisciplinary approach both within IOC and within UNESCO
- UNESCO's global priorities for Africa, Gender Equality, and Small Island Developing States
- IOC role within the United Nations system
- Guidance by the United Nations General Assembly, WSSD and MDGs
- Cooperation with partners in the United Nations system, other multilateral and bilateral partners, including funding agencies, the civil society and the private sector

The Committee complimented the Secretariat for the draft of the Biennial Priorities and Implementation Strategy for 2012–2013 and noted that Priorities and Actions and Expected results require further refinements. In particular, expected results for some key priorities are missing in the document; high-level statements are added only in some cases.

The Committee recommended that capacity-development actions be included under each of the HLOs. Concerning Action 3c, on the basis Draft Resolution 9.2, the Committee noted that coordination of programmes and activities in Africa could be enhanced by developing a specific strategy and action plan leading to an implementation strategy

Further refinements will be made by the Intersessional Advisory Group on Finance working with the Secretariat through correspondence.

### **Draft Resolution**

The Committee prepared Draft Resolution IOC/EC-XLIII.(9.2) and its Annex containing the Draft Biennial Priorities and Implementation Strategy for 2012–2013.

The Draft Resolution urges IOC Member States to support the reinforcement of the IOC in the consultation process for the UNESCO Draft 36 C/5 – as per the calendar presented in the introduction to agenda item 9.2 by the Executive Secretary.

| <b>Deadline</b>       | <b>Action</b>  |
|-----------------------|--|
| 12 July 2010          | Deadline for submission of written comments on questionnaire                                   |
| Mid-August 2010       | Preliminary proposals by the Director-General for document 35 C/5                              |
| 5–21 October 2010     | 185th session of the Executive Board adopts decision concerning 36 C/5                         |
| End October 2010      | Publication of Director-General's ivory note on preparation of draft document 36 C/5           |
| Mid–March 2011        | Dispatch of draft document 36 C/5  |
| 26 April–12 May 2011  | 186th session of Executive Board adopts decision with recommendations on draft document 36 C/5 |
| October–November 2011 | Adoption of 36 C/5 by 36th session of General Conference of UNESCO                             |



## ANNEXE VII

### REPORT OF THE CHAIRPERSON OF THE RESOLUTIONS COMMITTEE

Helen Joseph (Canada)

The Resolutions Committee met nine times during this Council session to review the Draft Resolutions that were submitted. The time schedule of the Council meeting has been challenging, but it has been particularly so for the work of the Resolutions Committee.

I would like to thank the many delegates who contributed their time and expertise to this Committee. I would like to express my sincere appreciation for the support of the IOC Secretariat staff in assisting with the amendments, formatting, and translating of the Draft Resolutions. They are exceptional staff. I would like to highlight the excellent work of Mr Julian Barbière, whose knowledge and assistance was invaluable to this Committee's work.

The issue of timing has been critical in our proceeding. Unfortunately, most of the DRs that were reviewed by our Committee had not been discussed in plenary, therefore it was difficult to assess if these DRs were reflecting the general opinion of the Council Member States.

One DR was also submitted after the deadline.

One solution, Mr Chairman, would be revert to our past practice and to encourage Member States to submit DRs ahead of the session to the extent possible, and those could be included in the Action Paper of the session, hence facilitating their review and allowing the Resolutions Committee to start its work earlier in the schedule of the session.

In addition to the review of the individual Draft Resolutions of this 43<sup>rd</sup> Session of the Executive Council, the Resolutions Committee was also tasked this year with the review of the "Third Draft Revised Guidelines for the Preparation and Consideration of Draft Resolutions".

By way of background, I would like to recall that, at its 25<sup>th</sup> Session, the IOC Assembly decided to improve the preparation and processing of Draft Resolutions. The Executive Secretary acted upon this decision by initiating the revision of the existing Guidelines for Preparation and Consideration of Draft Resolutions. The revised Guidelines document was sent to IOC Member States via Circular Letter No. 2338 requesting input.

Therefore with this mandate to review the Guidelines assigned to us, the Resolutions Committee first reviewed input provided by Member States. The Guidelines were then further examined based on our experience in the preparation of the Draft Resolutions.

There are two areas within the Guidelines, which I would wish to bring to the attention of this Council:

1) Section V: Deadline for submission

The current Guidelines state that Draft Resolutions are to be delivered to the Executive Secretary at least two working days before the adoption of the resolutions. In recognition of the time required to review the Draft Resolution (ranging from 1 to 2 hours per Resolution), as well as time to format, translate, and print, we feel strongly that two days is the minimum.

However, we would encourage Member States to submit DRs in advance of the Session to the extent possible, and these could then be included in the Action Paper of the session.

2) Section VII: Structure of the Resolution

The Resolutions Committee recommends that the Guidelines state that a paragraph is required in each Draft Resolution that outlines the financial implications of the Resolution (e.g. what funds are requested, when funds would be needed, for how long). This additional information would be beneficial for the discussion of each Draft Resolution by the Financial Committee.

The Resolutions Committee recommends that these revisions be made to the document “Guidelines for the Preparation and Consideration of Draft Resolutions” and that the Guidelines be brought before the IOC Assembly at its 26<sup>th</sup> Session, in 2011 for discussion and adoption. *Perhaps as a Draft Resolution, that could be submitted in advance of the Assembly meeting??*

In conclusion -- thank you for giving me the opportunity to chair this Resolutions Committee.

## ANNEXE VIII

### REPORT OF THE SESSIONAL WORKING GROUP ON IODE/OBIS

9 June 2010

The report of the sessional working group for OBIS was introduced by Dr Ned Cyr, Chair of the group. He recalled that this working group was established with the objective of identifying financial contributions that will be provided by IOC Member States to support OBIS as from January 2011. It was recalled further that IOC Circular Letter 2333 had been issued on 16 February 2010 regarding the establishment of a multi-source Trust Fund for the support of OBIS and addressed to the IOC Member States. It was noted that to date no financial contributions had been received.

The Working Group was attended by delegates from Argentina, Belgium, Brazil, Canada, Japan, Turkey, United Kingdom and United States of America. Additional information was received from Australia shortly after the meeting.

The outcome of the working group was as summarized follows: (i) the United States of America will provide US\$ 200,000 (US\$ 100,000 in 2010, and US\$ 100,000 in 2011); (ii) Australia will provide financial support but the precise amount could not yet been identified at this time; (iii) Belgium (Government of Flanders) will provide support for meetings, workshops, training courses or other relevant OBIS activities through the small-scale activities allocation of the Flanders-UNESCO Trust Fund for Science (FUST) (US\$ 10,000-30,000 per small scale activity); and (iv) Brazil will provide support through the hosting of meetings, workshops, or training courses related to OBIS.

The working group noted that the financial requirements in 2011 and 2012 were mainly to cover the cost of a Programme Specialist. This cost was estimated to be approx. US\$ 160,000/year. Taking into consideration the financial requirements of approx. US\$ 160,000 in 2011 and a similar amount in 2012, the working group noted that, in addition to the pledged contribution by the USA of US\$ 100,000/year, the amount of US\$ 60,000 needs to be mobilized for 2011 and for 2012.



## ANNEXE IX

### INFORMATIONAL ANNEX<sup>1</sup>

#### 3.2 Report by the Executive Secretary

##### Japan

---

First of all, Japan delegation welcomes and congratulates the new Executive Secretary Dr Watson-Wright for her outstanding leadership based on the rich expertise in both marine science and international marine policy.

As in the past 50 years since its inauguration, Japan strongly supports the IOC's leading role in coordination of ocean observation, data management, and capacity building for realizing the sustainable well-being of the world community. Japan acknowledges IOC is the only place to realize those objectives within UNESCO under the United Nations framework.

As summarized succinctly by the Secretary General in regard to the yesterday's ceremony, the role of IOC is becoming even more important than it was 50 years ago because of the deteriorating marine conditions and the serious impact of climate change and variability on humankind. In particular, we believe that intersectoral activities within UNESCO need to be strengthened under the leadership of IOC. In this sense, we are very happy to observe beautiful Japanese carp streamers in the UNESCO garden to welcome IOC executive member states. Since the carp is a fresh water fish, it nicely suggests the importance of close interaction between IOC and IHP.

Japan, as one of major ocean states, appreciates the responsibility to enhance global as well as regional ocean observations by full use of its science and technology to understand our unique habitable planet under the anthropogenic as well as natural stresses. We will actively contribute to development of suitable measures for mitigation and reduction of those stresses in a transparent as well as harmonious way with member states. One of major reasons we introduced "Basic Ocean Act" in 2007 is along this spirit to realize the world sustainability.

We wish IOC gains further momentum to establish its leading role in promoting marine science and policy to exploit its fruit on this particular occasion of the 50th anniversary under the strong leadership of new Executive Secretary Dr Watson-Wright.

Japan has been supporting Global HAB program and also WESTPAC-HAB programs. We notice that problem caused by HAB becomes serious in terms of case numbers and geographical areas. Japan pointed out that careless development of aquaculture made coastal water eutrophic, and then such condition causes massive occurrence of HAB which often associate with fish mass mortality and human poisonings. But at the same time we notice it is important to develop aquaculture to support growing population and societies. It means that HAB is inevitable in the developing stage of coastal area utilization. Importance exists how to decrease impacts of HABs. In this context, HAB has strong relation not only to High Level Objectives 3 in observing health of ocean, but also to High Level Objectives 4, provision of indicative tools for management of coast environment and resources. Japan expects IOC will continue global HAB program as one of the major activities and develop more its outreach components in future. Japan wish to support global HAB program directly and also indirectly through WESTPAC-HAB.

---

<sup>1</sup> Plenary interventions received by the Secretariat in written form. For the record those texts are published in their original form without editing and translation on the part of the Secretariat.

## **Republic of Korea**

---

The Republic of Korea would like to congratulate Dr. Watson-Wright for her successful conduct during the first 6 months, in spite of unusual challenges and emerging issues for IOC in this recent period. We are convinced that the IOC is with your outstanding leadership, which will ensure successful programme X-X-IMPLEMENTATION in coming years.

Korea is deeply committed for successful X-X-IMPLEMENTATION of the IOC work plan.

The Korean government has paid special attention to the climate change issues the Korea Hydrographic and Oceanographic Administration recently launched the long term project for national monitoring network for ocean and coastal climate, which expect to be the regional contribution to IOC's climate monitoring work.

In this context, I would like to share this information with my distinguished colleagues, that the 32nd Session of the IPCC will be held in Busan, Korea, from 11 to 14 October this year. We wishes that the IOC and its Member States will actively participate in this important meeting, and demonstrate IOC's capability in pursuing the climate agenda.

The Republic of Korea continues to extend its efforts for regional cooperation. We strongly believe that the successful X-X-IMPLEMENTATION of IOC programmes relies on active participation of Member States, and on close regional collaboration in order to address the regional issues within the IOC framework. In this context, I would like to reaffirm Korea's continuing commitment to the WESTPAC and other regional IOC projects, and contributing to raise IOC's profile by promoting IOC activities in the Asia Pacific region.

## **Senegal**

---

Le Sénégal voudrait faire les observations, ci-après, au sujet de la création d'un poste de la COI en Afrique :

1. Le Sénégal n'est pas opposé au principe de la création d'un tel poste car il a toujours plaidé pour le renforcement des moyens de la COI, y compris humains, en direction de l'Afrique afin de traduire concrètement la priorité qui est accordée à ce Continent, du moins dans les textes formellement adoptés par les Organes directeurs de la COI et de l'UNESCO ; de même le Sénégal est favorable à tout ce qui peut améliorer la décentralisation pour rendre la COI plus efficace sur le terrain ;
2. toutefois, la création du poste, tel que présenté par la Secrétaire exécutive, pose une question de forme et une question de fond dont il convient de tenir compte dans le traitement de cette affaire ;
3. Sur la forme, la création de ce poste semble être conditionnée par la suppression de celui de GOOS Afrique, un poste temporaire logé au niveau de la Section des Observations de l'Océan, que le Directeur général a été autorisé à faire évoluer en poste permanent dans le cadre du 35 C/5 approuvé par la Conférence générale de l'UNESCO ;
4. en clair, ce qui est prévu dans le 35 C/5 c'est bien de consolider le poste GOOS Afrique en procédant à la régularisation de la situation précaire du personnel titulaire de ce poste en même temps que celle d'autres agents occupant des postes temporaires depuis de longues années ;
5. il est difficilement concevable que la création d'un nouveau poste, non prévu, se fasse en supprimant un poste dont la régularisation est déjà prise en compte dans le 35 C/5 approuvé par la Conférence générale ;

6. Quant au fond, créer un nouveau poste pour l'Afrique en supprimant un poste déjà existant dédié à l'Afrique ne nous paraît pas être une avancée ; bien au contraire c'est comme si on donnait à l'Afrique de la main gauche ce qu'on lui a retiré de la main droite ;
7. l'Afrique, en tant que priorité globale pour l'UNESCO et pour la COI, mérite bien davantage que deux postes lui soient consacrés ; par conséquent, la création d'un nouveau poste en Afrique ne devrait pas exclure le maintien de celui de GOOS Afrique, qui est un acquis dont la remise en question ne serait pas un signal positif en direction de l'Afrique ;
8. mieux, davantage qu'un poste en Afrique, ce qu'il faudrait plutôt à la COI c'est de mettre en place un Bureau régional de coordination de ses activités en Afrique afin de convaincre les africains de son ambition et de la sincérité de son engagement solidaire en faveur de ce Continent ;
9. ce Bureau, s'il doit être créé, devrait être dirigé par un Responsable de haut niveau pouvant être un interlocuteur respecté des décideurs politiques et capable de mobiliser ces derniers en faveur de la réalisation des objectifs de la COI en Afrique ; il devrait aussi être un manager dirigeant avec intelligence une équipe d'experts capables de proposer des projets suffisamment pertinents et ambitieux pour répondre aux besoins exprimés par les États africains eux-mêmes ;
10. en définitive, sans vouloir instaurer une polémique inutile, le Sénégal voudrait inviter la Secrétaire exécutive à :
  - 1- reprendre et conclure le processus interrompu de régularisation du poste temporaire existant de GOOS Afrique, pour le faire évoluer en poste permanent, conformément à la décision du Directeur général et aux prévisions du 35 C/5 approuvé ;
  - 2- élaborer et soumettre aux organes directeurs, pour inscription dans le 36 C/5, une proposition de création d'un bureau régional de coordination des activités de la COI, tel qu'indiqué ci-dessus.

### **United Kingdom**

---

The UK wishes to draw attention to the issue of the interface between marine science and ocean policy. This lies at the heart of several of the topics which we are going to discuss. For example, the links between GOOS and Global Reporting and Assessment of State of the Marine Environment, and how this projects into the wider policy arena. We believe it is important for IOC not only to continue its traditional role of coordinating and promoting marine science and providing scientific advice to other bodies as required but also to develop and maintain fora where policy, legal and marine science experts can meet to discuss topics

### **United States of America**

---

We support Argentina's intervention with regard to the proposal to hire an independent contractor to evaluate ABE-LOS achievements and formulate proposals for future work. This is beyond the scope of IOC Resolution XXV-1, and does not reflect the intent of the 2009 Assembly. In our view, the consensus opinion of Member States should determine the value and future tasking of ABE-LOS. We will be prepared to engage in this discussion at the appropriate time on the agenda.

### **International Hydrographic Organization**

---

The IHO would like to offer the following comment on Document IOC/EC-XLIII/2 Annex 1)

FIRST Comment: HIGH LEVEL OBJECTIVE 1

Both parent organizations, IHO and IOC participated very actively in the 26th meeting of the

GEBCO Guiding Committee that took place in Brest, France, in October 2009. Both organizations reported and instructed GGC accordingly and the IOC referred particularly to the Resolution XXV-13 through which the XXV Assembly requested GEBCO to give priority to the development of high-resolution coastal bathymetry. It is the IHO feeling that this is an important IOC/IHO joint activity that should have been reflected in the Report, as a follow up of the mentioned Resolution.

**SECOND comment:HIGH LEVEL OBJECTIVE 3**

The second bullet of paragraph 40, page 8, indicates that “The Capacity Development section is working closely with the ocean-mapping group in the Italian funded COAST-MAP-IO Project, conducting joint workshops and networking their different communities on shallow-water bathymetry, inundation mapping and risk assessment.”

We have nothing against this text, but we would like to report that the IHO has also been working and continues to work closely with IOC in the development of this project, nevertheless, there is no mention of it. (Example, the technical visit to Kenya and Comoros in May/June 2010)

**THIRD Comment: HIGH LEVEL OBJECTIVE 3**

The third version of the coordination meeting of the capacity building officers was held at the IMO headquarters in October 2009 where IOC, IHO, IMO and the WMO met to exchange CB/CD programs and experiences, and to coordinate common actions aiming at avoiding duplication and at improving effectiveness and efficiency on the use of resources allocated to CB/CD initiatives. For the IHO this is an important IOC/IHO coordination activity that it will be good to have it recorded in the Report.

### **3.3 Contributing to UNESCO Global Priorities: Gender and Africa**

#### **Mauritius**

---

In terms of capacity building in the African region, Mauritius would like to inform this council of the start of a new project in the region: The African Monitoring of the Environment for Sustainable Development (AMESD). This three-years project is funded by the European Union to the tune of 1.5 million Euros and coordinated by the African Union. Mauritius is the focal point of the component entitled “Ocean and Coastal Areas”. Through this project, Mauritius will provide full-fledged satellite receiving stations (hardware, software and training) to the following countries: Kenya, Tanzania, Mozambique, Madagascar, Seychelles and Comoros. All the stations will be set up within the next three months. The Steering Committee of the project, during its last meeting in Gaborone, has recommended that all the participating countries join IGOOS as their integration in a recognised network will provide additional value to the project.

### **4.1 Celebrating the Commission’s Fiftieth Anniversary**

#### **Canada**

---

Projet d’intervention du Québec sur l’annonce de la création de la première chaire UNESCO au Canada en matière océanique dans le cadre du 50e anniversaire de la COI de l’UNESCO

Mr Chairman - Thank you for allowing me to take the floor.

First of all I would like to congratulate all the member states of IOC and the IOC secretariat and all those who contributed for making this 50th anniversary a very memorable event, and more importantly for making IOC’s first 50 years a great success.

Looking ahead, I have the great pleasure to inform you on this occasion of the 50th Anniversary of IOC, that the Director General of UNESCO and the Rector of the University of Quebec at Rimouski have established a UNESCO chair at Rimouski on integrated analysis of marine systems.

Cette chaire, établie à l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) à l'initiative du gouvernement du Québec et appuyée par le Ministère de Pêches et Océans du Canada, a pour objectifs de promouvoir un système intégré d'activités de recherche, de formation et de documentation dans le domaine de l'analyse intégrée des systèmes marins. Elle facilitera la collaboration entre les chercheurs et les professeurs de renommée internationale de l'UQAR, des institutions d'enseignements supérieur du Canada, d'Afrique et d'autres régions du monde, dans une dynamique de coopération Nord-Sud et Nord-Sud-Sud.

Merci monsieur le Président

## **China**

---

China appreciates the works of the Secretariat in initiating and coordinating the activities of celebrating the 50<sup>th</sup> Anniversary of IOC. We are glad to note that so many member states are actively participating in and contributing to the commemorative event. We are quite confident that the through these activities, the global visibility of the IOC will be highly increased.

And China will make its due contributions to celebrate the 50th Anniversary of IOC. By taking the opportunity of [PACEM IN MARIBUS XXXIII](#) ("Peace in Oceans 33rd" in English) and the 50th Anniversary of the IOC, the State Oceanic Administration of China cooperates with the IOI and IOC in co-sponsoring a high level International Conference on Oceans, Climate Change and Sustainable Development with the theme of Challenges to Oceans and Coastal Cities. The conference is designed to provide a forum for intergovernmental organizations, NGOs, governments at all levels and scientists and specialists. Participants will focus on three themes, Oceans and Climate Change, the Role of Oceans in Sustainable Development, and Challenges to Coastal Cities, and jointly explore the challenges confronting the oceans and coastal cities, improve scientific understanding of ocean and climate change and their impacts, develop the policies for sustainable ocean development and conservation and for adaptive responses to ocean and climate change and to co-share lessons and best practices from sustainable development of coastal cities. We wish to make contribution by this conference for better understanding of oceans and climate change and sustainable development as well as better response to the new challenges to oceans and coastal zones. The conference will be held in Beijing, China, from 2-4 September 2010. For more detailed information of the conference, please read the brochure of the first announcement of the conference, which could be found on the document desk outside of the meeting room. And upon your agreement, Mr. Chair, I would also request to show a promotion film of the Conference in the coffee break. On behalf of the China delegation, I welcome all the colleagues and friends here to the conference, and welcome to Beijing in September.

With regard to the shortage of funds for IOC 50<sup>th</sup> Anniversary, China would like to encourage the Executive Secretary and IOC officers, to take all opportunities to strengthen the communication with government of the Member States, raise their awareness and understanding of the importance of IOC, so that to promote the supports of Member States to the activities of IOC 50<sup>th</sup> anniversary.

Thank you.

## **Japan**

---

Mr. Chairman, Japan delegation thanks Iouri's ceaseless efforts to lead the the 50th anniversary to success and is pleased to inform member states of the new progress to celebrate the anniversary. In addition to conferences, research cruises with the IOC anniversary flag and publication of a book for children, we will report new introduction of two international meetings.

One workshop is planned in November this year under the leadership of WESTPAC HAB project coordinator, Dr. Yasuwo Fukuyo, to discuss future of HAB science in the WESTPAC region. Since coastal environment is changing very quickly owing to rapid development of coastal area utilization including aquaculture industry and tourism, it is very important to develop HAB science to prevent frequent occurrence and expansion of harmful algal blooms, and also to deliver scientific information to society in an easily understandable manner. Detailed venue will be announced soon.

On December 2 and 3, we will hold another international symposium at the United Nations University in Tokyo to celebrate the 50th anniversary of IOC. The title of the symposium is "Roles of the Indo-Pacific Oceans in Climate Change and Variability." As mentioned yesterday by the Secretary General, IOC inauguration is closely related to the International Indian Ocean Expedition from 1959 to 1965. There are three major thrusts in this memorial symposium; those are a) the deep scientific involvement of renowned physical oceanographer Prof. Koji Hidaka of Tokyo Univ. in the prehistory of IOC, b) Tokyo University President Seiji Kaya's memorable proposal of IOC at the General Assembly of UNESCO held at Copenhagen in 1960, and c) our recent discovery of a brother of El Niño called Indian Ocean Dipole. Ocean-related climate variability in the Indo-Pacific region is becoming more and more important because of its vast impact on the heavily populated region through abnormal weather and extreme events. We now have urgent needs to develop efficient measures for adaptation to ongoing climate change and variations by improving climate services by use of climate predictions. We will assess the present state of ocean climate science and discuss roles of IOC in the particular region of the world oceans.

The outcome of all those activities will be delivered to member states through various mechanisms.

## **United Kingdom**

---

The UK emphasised that the celebrations of the 50th anniversary of IOC must be used to tell the world about the importance and vulnerability of the oceans. Material available on the innovative anniversary web site, and in the briefing documents in the delegate packs can be useful for this.

### **4.3 Regional Subsidiary Bodies**

#### **China**

---

The Delegation of China noted with concern the limited progress has been made so far on the implementation of previous resolutions concerning strengthening the role of Regional Subsidiary Bodies in IOC global programme although the importance of RSBs have been recognized many times at the governing bodies of IOC.

While expressing great appreciation to all hosting countries, China believes the current network of IOC RSBs and decentralized offices, if they will be coordinated well, could generate more positive impacts for IOC, rather than posing a big problem for IOC. Taking into full account the significance of this issue, China would suggest RSBs meeting prior to the ordinary sessions of IOC Governing Bodies be more efficiently organized, and the agenda on RSBs at the ordinary sessions of IOC Governing Bodies be appropriately scheduled in terms of time allocation, allowing minimally enough time for member states to make their intervention. Furthermore, the Delegation of China

encourages IOC to take immediate action to improve the communications between IOC HQs and RSBs, identify the overall resources position of RSBs within IOC Global Programmes. Finally China expects the Intersessional Working Group could conduct their work as soon as possible in order to provide objective, and practical suggestions to the 26th Session of IOC Assembly next year. And China would like to make its own contribution to this working group.

## **Malaysia**

---

Mr. Chairman,

My Delegation wishes to thank Dr. Zhanhai Zhang for the comprehensive report. Malaysia is pleased to note the efforts made by IOC WESTPAC in mobilizing their resources focusing on operation and implementation of programmes. A lot had been done and much more to do.

On the question of strengthening IOC in the region, we believe that IOC through WESTPAC Secretariat, needs to deepens your engagement with WESTPAC Member States in fostering closer intergovernmental cooperation and in addressing the challenges that lie before us.

When we talk about engagement, we cannot deny the underlying question on financing. As allocations from IOC is uncertain, we need more country commitments, national and other international resources to add value to IOC's presence in the region thus making Main Line of Action No. 4 a success.

Malaysia, in this regard, would certainly continue to support actively the IOC programmes and WESTPAC regional activities, particularly on those adopted recommendations made in Bali and the WESTPAC programme and budget for 2010–2012 and especially on the Coral Triangle Initiative.

Thank you Mr. Chairman.

## **Thailand**

---

"Thailand would like to appreciate the work of WESTPAC Secretariat under the leadership of Dr Zhanhai Zhang, the Chairman of the IOC/WESTPAC during last two years in organizing and coordinating the work in the region. Much progress has been made; many projects and programmes have been implemented. It could be seen that WESTPAC's activities have been fully supported by all its member countries in the past two years. Nonetheless, Thailand is concerned over the role of Regional Subsidiary Body, like WESTPAC, in IOC global programmes. IOC should play its role and provide more support/guidance to WESTPAC Secretariat, including strengthening their communication in order to keep the current momentum of WESTPAC."

## **4.4 IOC and the Law of the Sea**

### **China**

---

ABE-LOS has provided a unique platform for scientists and legal experts to intensively discuss the issues regarding to the legal regimes for marine scientific research. It is very important and necessary for the scientists and legal experts to work together and consult with each other to reach common understanding and universal agreement. Besides, ABE-LOS has achieved great progress in promoting the coastal states to carry out marine scientific research and exercise their jurisdiction over research activities according to the UNCLOS or the widely recognized measures.

With the development of marine technology, there will be more problems on which no specific clauses are provided in the UNCLOS. There is no mechanism other than ABE-LOS that is competent for discussing these kinds of issues. Considering the above-mentioned reasons, we strongly support ABE-LOS to continue its work.

With regard to any kind of possible evaluation of ABE-LOS, no matter how the evaluation will be conducted, we hope the evaluation will be carried out openly and justly and shall embody the concerns and stands of all member states. And we would like to insist that the purpose of such an evaluation is how ABE-LOS should be improved to better serve the Member States instead of whether ABE-LOS should be concluded.

## **Germany**

---

Germany has stressed repeatedly that it sees ABE-LOS as a valuable forum for the exchange of views on technically difficult matters of the law of the sea. It is indeed the only body that brings together scientists and legal experts on questions of the law of the sea. In doing so it uniquely enables a discussion that is based on all the relevant scientific facts as well as on the best available legal expertise.

The sustained long-term collection of oceanographic data is an area of utmost importance to this Organization and its members. In particular semi automatic and automatic data sampling will present significant technological, logistical, but also legal challenges. The IOC must retain its capacity to engage with legal matters that such activities raise. It should be actively involved in specifying a legal framework that facilitates routine and sustained observation instead of impeding it.

This will be extremely difficult without a body such as ABE-LOS. Without ABE-LOS the view of the IOC can not be directly expressed within the UN System.

The German delegation wishes to recall Assembly Resolution XXV-1 which requests the Executive Secretary to organize a review which should have been completed by the beginning of the 43rd Session of the Council and thus enable the Council to discuss the future mandate and means of operation of ABELOS.

Germany would like to see the originally intended process to be initiated as soon as possible.

## **India**

---

The Advisory Body of Experts on the Law of the Sea was established by IOC 10 years ago with a specific mandate particularly to address issues to development of products on (i) - Implementation of the "Criteria and Guidelines of transfer of Marine Technology"(ii) - Implementation of the "Procedure for the implementation of Article 247 by the IOC"

The ABELOS is an open-ended intergovernmental body, composed of national authoritative and representative experts designated by the IOC Member States. The ABELOS had successfully conducted 8 meetings under the leadership of Mr. Elie Jarmache and accomplished most of the targets entrusted to this group. The future mandate of ABELOS was discussed abundantly during last Meeting of ABELOS held in UNESCO in 2008. Any further work of ABELOS needs wider consultation among the Member on the ocean related aspects which are complex and highly multidisciplinary often requires expertise of in various branches of ocean science viz., Geology, Biology, Physics, Chemical. It is probably difficult to address them with one expert for Marine Science and Legal background. It is probably important to address under the comprehensive framework UNCLOS which is universally recognized. Our delegation is of the view that there is need to identify the issues to be addressed by ABELOS and prioritize them for placing before the Assembly for consideration.

## Japan

---

UNCLOS, in its Article 238 affirms that all States have the right to conduct marine scientific research. As a marine scientific research implementing country, Japan believes it important that effective implementation of MSR activities under appropriate rules and procedures should be ensured in wide range. In this regard, we recognize that the ABELOS composed with scientists, lawyers and administrators demonstrated and publicized its results of discussion at past sessions that were well accepted internationally in particular at the United Nations General Assembly. We feel that the ABELOS session is a very unique opportunity for participants from different disciplines to exchange views on how the best to implement MSR within the framework of UNCLOS, and hope such an opportunity should be maintained in the IOC system. At the same time, Japan feels that stable secretariat support to ABELOS is no doubt essential to keep its activities sustainably, and recognizes the importance of seamless cooperation between IOC secretariat and DOALOS of the United Nations.

## United Kingdom

---

[1] In response to the Executive Secretary's presentation of her report at Agenda item 3.2 and in particular her comments on the Advisory Body of Experts on the Law of the Sea. The UK was one of the eight countries that provided a response to CL2340. In fact it was the UK that highlighted the at any requests for Member States view on whether additional work was necessary with respect to the Division of Ocean Affairs and the Law of the Sea publication on 'Marine Scientific Research – A Guide for the Implementation of Relevant Provisions of UNCLOS' would best be delayed until the publication of the revised guide at the end of 2010. The UK takes this opportunity to reiterate this view.

[2] The UK fully supports the continuation of the work by ABE LOS on the practice of Member States related to MSR and TMT within the frame work of UNCLOS. The UK would like to record its appreciation of the dedicated and extensive work already undertake on Q3 by Miss Liz Tirpak of the United States..

[3] With respect to the matter of the request in Resolution XXV-1 for the Executive Secretary to:

(iii) organise, in conjunction with the Officers, a review of IOC/ABE LOS, taking account of its achievements and opportunities for future activities.

The UK supports the many and similar views on this matter already expressed in this meeting by other member states.

Based on the views expressed the UK suggests that the review should be undertaken through the establishment of an intercessional open-ended working group made up of representatives from Member States which will prepare a guide and questionnaire on the achievements and opportunities for future activities of the IOC/ABE-LOS.

That the Executive Secretary then be invited to distribute the guide and questionnaire among Member States via circular letter

That the open-ended working group is further tasked with collating and analyzing the responses of the Member States and, on the basis of this analysis, prepare a report as a review of ABE-LOS to be presented for consideration of the Assembly at its 26th session.

The open-ended working group will conduct its business by electronic means.

The UK is willing to work with other Member States to draft a resolution on these matters should one be required.

## United States of America

---

It has come to our attention through comments from some of our colleagues in the room, that the U.S. intervention made yesterday may have been misinterpreted and, in fact, contrary to our intended position regarding ABE-LOS. So let me please clarify our position on three points:

First, in our view, the Secretariat proposal to hire a contractor to prepare an independent evaluation of ABE-LOS achievements and to formulate proposals for its future work, is beyond the scope of IOC Resolution XXV-1 and does not reflect the intent of the 2009 Assembly. Furthermore, we have reservations about the funding of such study in light of the severe financial realities facing this organization.

Second, the United States views ABE-LOS as a unique, productive, and valuable body that has delivered excellent work on behalf of the IOC. It could be worthwhile for the Executive Council to collectively evaluate ABE-LOS' products and achievements to date and how those can be used to improve the performance of IOC programs. This review, however, does not require outside assistance – this Commission should be able to complete this exercise on its own.

Lastly, a point about the future of ABELOS. This has nothing to do with ocean sciences or law; instead, it follows a healthy administration and management principle. ABELOS' purpose is to provide advice to the IOC when requested; therefore, it should convene only when the IOC determines there is work for it to do. ABELOS is not an open-ended group and should meet again only if IOC agrees that ABELOS advice is necessary. Any future ABE-LOS' work should address proposals submitted by Member States and agreed upon by the Executive Council. Such discussions should include a clear statement of need, specific instructions to ABE-LOS, and a description of the expected products and their intended application. All these elements must invariably come from this Executive Council.

## 5.1 Research and Observations for Climate

### Germany

---

I want to underline the necessity of long term observations. As I said yesterday, the collection of data, the provision of long term observation systems and measurements in and around the oceans are the basis for both, research and services.

For future work in ocean sciences, particularly in the field of climate research and the estimation of the impacts of climate change it is essential to have an adequate network of observations and measurements, which are working on a long term, at least for decades or even centuries, so that our generation as well as future generations can make use of the information like the meteorologists already have done. The results of the climate modelling are based on the data, which have been collected for more than hundred years now. These data collections and exchange should be independent from current interests and should not be focussed on temporary scientific fields. To provide long term data sets and operational services a basic operational international and harmonised observation network should be mandatory. The way meteorological data is collected by and exchanged between the member states of WMO could be an example for well working observation systems and data exchange.

Therefore I think, one point for the future work of IOC should be, to develop binding rules or if possible even an international convention which obliges member states to contribute to such networks.

As examples:

Germany has fully implemented a coastal network for the observation of essential climatic variables and participates with a sustained contribution in the global Argo programme.

Besides its coastal observations Germany participates in the global Argo programme since 2008 with a long-term budget. This comprises the deployment of about 50 floats annually, surveillance of the grid and data handling. The main area of operation is the North Atlantic Ocean. It includes also some support of German research activities in the Southern Ocean, and in the Nordic and Mediterranean Seas.

Germany actively participates in an R&D infrastructure project called EURO ARGO which is financed by the EU. Under the lead of France (Ifremer) and with the participation of all major European oceanographic institutions, national agencies as well as Universities it is considered to ensure Argo budgets in European states and, to consolidate these national efforts in the legal form of a European Research Infrastructure Consortium which aims on a sustainable European contribution to the Argo programme. EURO ARGO could become an oceanographic core service within the GMES initiative, too.

Planned pilot project to optimise the access to high quality oceanographic and meteorological data from German research vessels:

Research vessels make unique contributions to marine data collection using automated oceanic and atmospheric monitoring systems. According to IOC rules, Germany has committed to grant access to the oceanographic data gained on its research vessels. Following this commitment a pilot project is planned to improve the access and quality of the oceanographic and meteorological observations from German research vessels. It targets to develop and test a concept to optimise the use of the observation facilities of the ships from the automatic measuring, across high quality control to real-time distribution and archival within existing databases. For the beginning, it is restricted to the basic oceanographic (ADCP, TSG) and meteorological parameters. Later inclusion of other parameters and the transition to an operational phase is envisaged.

## **Japan**

---

Japan believes that GCOS implementation plan provides a important landmark to establish integrated ocean observing system for climate. However, as stated in the GCOS Progress Report 2004-2008, Japan also has concerns about the fragility of the present efforts made by GCOS in ocean component, and some components are seen slow down on its progress of ocean observation. Japan would like to point that we can see the weak point on open sea, especially on ship-based observation, and that we should make more efforts to strengthen relevant activities within the GCOS framework.

Japan considers that GO-SHIP (the Global Ocean Ship-based Hydrographic Investigations Program) is an important program for monitoring climate changes and presenting uncertainty of climate prediction. Japan welcomes that GO-SHIP becomes a part of comprehensive strategy for deep sea observation. Japan also notices that some Japanese scientists are very actively participating in GO-SHIP. Currently a Japanese scientist is working as a committee member, and moreover, a number of our scientists are contributing to formulate the strategy. In addition, our active participation in GO-SHIP could be illustrated by our recent effort that, Japanese scientist community organized a national corresponding group among relating scientists and held the first Kick-off meeting in February 2010 to respond GO-SHIP, considering the importance of GO-SHIP strategy planning.

Japan welcomes the decision of the OOPC at the 14th meeting concerning the OOPC State of the Ocean (Climate) website. Japan recognizes the importance to provide additional useful information about ocean climate indices, in view of regional characteristics and local impacts. We also recognize that Japanese researchers are active members of CLIVAR panels such as CLIVAR

Pacific Implementation Panel and CLIVAR/GOOS Indian Ocean Panel, and are contributing to update the information.

### **United Kingdom**

---

The UK welcomes the inclusion of oceans in the next phase of WCRP but has some concerns at giving undue emphasis to ocean-atmosphere interaction. We would emphasise that the interior of the ocean, including the deep sea, must be covered – not just the near surface layers.

From an IOC perspective, CLIVAR is clearly of crucial importance. The UK is pleased to continue hosting the International CLIVAR Project Office at Southampton and to note that, following the imminent retirement of its present director, Dr Howard Cattle, a successor has recently been appointed.

### **United States of America**

---

The United States wishes to commend Member States for the progress toward global coverage of the ocean by moored and drifting buoys, Argo floats, tide gauge stations, and ship-based systems. As was pointed out in the presentation, implementation progress has slowed and we urge a major effort to sustain and fully implement the initial physical and carbon global ocean observing system.

The United States supports the GO-SHIP initiative and is encouraged by the commitment of the International Ocean Carbon Coordination Project (IOCCP) and the GCOS–GOOS–WCRP Ocean Observations Panel for Climate (OOPC) to work to ensure that GO-SHIP is part of the Global Ocean Observing system comprehensive strategy for deep-ocean observations.

### **Venezuela**

---

Gracias Sr. Presidente.

La Delegación de la República Bolivariana de Venezuela desea señalar, que en el 4to trimestre del presente año se iniciará su programa de observación del Caribe Oriental, programa de gran interés para nuestro país y que contribuirá al desarrollo de capacidades de jóvenes científicos, propios y de la región del Caribe al ser estos últimos, invitados a tomar parte en nuestros cruceros.

La Delegación de la República Bolivariana de Venezuela desea comunicar a esta 43a Reunión del Consejo Ejecutivo, a solicitud de la República de Guatemala, miembro de la COI desde 1964, que:

"En Guatemala se cuenta con una estación Oceanográfica en el Océano Pacífico (Estación Puerto Quetzal) y otra en el Mar Caribe (Estación Santo Tomás de Castilla). Estas Estaciones necesitan fortalecerse y equiparse pues tienen varios años de operación, también es necesario realizar talleres y seminarios de capacitación a nivel técnico y operativo que incluya desde los registros de campo hasta los sistemas de procesamiento e interpretación de datos muy especialmente en la generación de avisos y alertas a la población.

En Guatemala es necesario instalar por lo menos otra estación océano - meteorológica en cada una de sus costas (océano Pacífico y Mar caribe), igualmente es conveniente colocar otra boya oceánica en cada una de sus costas."

Señor Presidente, Señora Secretaria y estimados delegados, la Delegación de la República Bolivariana de Venezuela solicita se tome nota de lo antes mencionado.  
Muchas gracias.

## 5.2 Organization of the Global Ocean Observing System

### Brazil

---

Brazil reiterates its commitment to the GOOS Programme and continues to pledge its support of the Office in Rio de Janeiro, today financially maintained by the Brazilian Navy.

Therefore, Brazil stresses the importance of signing, as soon as possible, the Memorandum of Understanding regarding the governing conditions of the GOOS Office in Rio de Janeiro."

### Japan

---

First of all, Delegation of Japan would like to extend our appreciation to I-GOOS chairs and its members for their dedicated works to promote global ocean observation.

Japan welcomes recent efforts of GOOS to improve its function. It is our expectation that GOOS will contribute to further development and advancement of ocean observation and research as a more effective global observing system.

Concerning the OceanObs'09, a number of Japanese researchers participated in this important conference and actively contributed to produce Community White Papers, Plenary Papers, and so on. We expect that future ocean observation and research activities will be carried out according to the conference outcomes, and more social and scientific contribution on a global scale will be realized.

Japan welcomes present members of the Integrated Framework for Sustained Ocean Observations Task Team (IFSOO-TT). Japan supports the decision to organize the Task Team by members not only nominated by sponsor organizations but also other organizations according to its important mandate.

However, Japan notices that it is presently planned to report their recommendations on 1 October after the final meeting from 1 to 3 September this year. It might be better for the Task Team to consider extending the finalizing date of the recommendations, taking into consideration that sufficient time is needed for review in public.

### United Kingdom

---

We believe that the proposed review of GOOS organisation and governance should take place in the context of a similar review of JCOMM in order to avoid duplication of effort and waste of resources across these two bodies. The UK has indicated its willingness to participate in such a process with a view to improving both the scope and cost-effectiveness of ocean observations.

### United States of America

---

The United States embraces the OceanObs'09 Conference Statement and the Goals of the OceanObs'09 conference. The United States will work not only to progress implementation of the initial global ocean observing system for climate and carbon by 2015 but will also seek ways to further integrate its physical, chemical and biological sustained observing activities and analyses.

### 5.3 Cooperation with WMO

#### Canada

---

Thank you Mr. Chair,

Canada would like to express its appreciation to JCOMM Co-President Dr. Alexander Frolov for his excellent presentation, and to his meteorology counterpart Dr. Peter Dexter for his ongoing contributions to JCOMM.

Canada continues to strongly support JCOMM in all 3 programme areas of observations, data management and services, and with respect to future cooperation between IOC and WMO in the development of a Global Framework for Climate Services.

IOC cooperation with WMO, as exemplified through the activities of the Joint Commission for Oceanography and Marine Meteorology (JCOMM), provides clear mutual benefit to both the oceanographic and atmospheric communities.

In particular, cooperation between JCOMM and IODE is a good example of joint efforts of observations and data management; which has even intensified in recent years.

Canada would like to emphasize the need to maintain the elements of the ocean observing system which have reached their targets, such as Argo, and to complete those elements which are still short of their goal, in particular with respect to observations in polar regions. Canada has assumed responsibilities for two new Arctic METAREAS.

Canada supports the work plan and recommendations from JCOMM-III as realistic and achievable, focused on key priority areas such as the observing system, contributions to WIS/WIGOS, ocean forecasting, disaster risk reduction, and coastal ocean observations and services, especially for the Small Island Developing States (SIDS) and Least Developed Countries (LDCs).

In particular we support the directive to implement the recommendations from the JCOMM Storm Surge Symposium held in Seoul Korea, which were previously endorsed by both the WMO EC and IOC EC and Assembly. This is a good example of the "joint" in JCOMM, where IOC and WMO and subsidiary bodies both contribute to elements of a multi-hazard marine warning system, including the essential Capacity Building components, as reflected in the Storm Surge Watch Scheme identified in JCOMM-III Recommendation #6. We encourage the cooperation and coordination between the storm surge and tsunami communities necessary for the development of effective and efficient systems.

In summary, Canada supports the resolutions and recommendations adopted at JCOMM III and congratulates the Co-Presidents for their efforts.

#### Germany

---

Germany would like to express its appreciation of JCOMM, especially JCOMM's engagement in the development of ocean observing systems which are an essential basis for many kinds of services around ocean and shipping. Standardised rules and procedures issued by JCOMM working groups are substantial contributions for the harmonisation of measurements, data processing or quality control. Especially developing countries are in need of support in order to implement and operate observing systems.

With its participation in expert teams and panels, Germany actively supports the JCOMM tasks.

Thus, it was noticed with concern that the international engagement for JCOMM seems to have subsided. Only 30 IOC/WMO member states joined the JCOMM III in Marrakech in November 2009 which meant a quorum could not be constituted per se. Therefore, Germany urges all member states to further support JCOMM and its programmes and to take the efforts more seriously.

## **Japan**

---

Regarding Global Framework for Climate Services, Japan also would like to stress the importance of ocean, on making reliable climate products and services, and believes that IOC should take a key role to materialize GFCS, in follow up to WCC3. In that context, Japan appreciates the efforts of IOC to support High Level Task Force on GFCS through participating the network of experts.

## **United Kingdom**

---

We particularly wish to draw attention to the need to implement the review of JCOMM, an activity already agreed some time ago and one which would allow Member States to comment on its effectiveness and suggest changes for the future. Terms of Reference were agreed and a request was made for a Joint Circular Letter to be issued by IOC and WMO. This JCL would encourage participation in the review by Member States and particularly to provide financial contributions to enable the review to be conducted. Indeed the UK is one of the Member States that indicated it may be able to provide such assistance. As yet, the JCL still has not been circulated. The UK would appreciate an update on its status. We would hope that it is not being held up by the separate need to assess the various agreements between WMO and IOC.

## **6.1 Warning and Mitigation Systems for Ocean Hazards & 6.2 Regional Tsunami Warning Systems**

### **Germany**

---

As mentioned, Germany has contributed to the Indonesian early Warning System over the last five years with more than 50 million Euro in total. The testing phase and operation of the Warning System was launched in Jakarta in November 2008 by the Indonesian president. Since then, the system has performed very well during the recent earthquakes and all components could be harmonized with each other.

For the end of this year, an official handover ceremony of the German system components to Indonesia is planned. In order to assess the functionality of the whole system an international peer review of the German installation is intended. Indonesia and Germany have agreed upon the international peers – IOC will be involved.

Sustainable maintenance and service of the system shall be guaranteed in the future by an Indonesian service company that acts in behalf of BMKG as the responsible organization. Germany supports Indonesia in establishing a business plan for that Indonesian company. The launch of the company is planned together with the handover ceremony at the end of 2010.

Germany congratulates IOC for its impressive effort in establishing Tsunami Early Warning Systems on a global scale. This challenge was achieved in the last five years by a strong Tsunami Unit within the IOC. Special thanks go to Peter Koltermann and we wish him all the best for his retirement. Our best wishes also go to the new Executive Secretary of the IOC. Therefore Germany intends to prolong a secondment of one German expert to the Tsunami Unit and will support this with the respective financial means for at least one year.

## **Greece**

---

« Nous voudrions intervenir à propos du sujet des régions de compétences des centres régionaux de veille aux tsunamis dans l'Atlantique du Nord-est, la Méditerranée et les mers adjacentes et confirmer que ces régions de compétences ne sont pas encore déterminées. En plus, la Grèce voudrait répéter qu'elle a soumis sa candidature pour la création d'un centre régional de veille aux tsunamis qui comprendra la Mer Ionienne, la Mer Egée et la Mer Méditerranée de l'Est. »

We would like to comment on the issue of the jurisdictions of the Regional Tsunami Watch Centres in the North-Eastern Atlantic, the Mediterranean and Connected Seas and to confirm that these jurisdictions have not yet been determined. Moreover, Greece wishes to reiterate that it has submitted its application for the establishment of a regional tsunami watch centre which will include the Ionian Sea, the Aegean Sea and the Eastern Mediterranean Sea.

## **Japan**

---

With regard to the report on the TOWS-WG, I would like to stress that the IOC tsunami warning and mitigation system in the Pacific did contribute to disaster mitigation procedures in the countries around the region at the devastating earthquake which struck Chile on 27th February. In Japan, for instance, JMA utilized tide gauge data as well as information from PTWC such as source parameters of the earthquake to confirm its estimation of tsunami height and arrival times along the coast of Japan.

Concerning the proposal for asking ICGs to provide the result of sensitivity studies and establishing new Task Team which synthesizes the result of the studies, we fully agree with the importance of data exchange in a timely manner. However, the impact of one station varies from region to region and it takes time for ICGs which has not conducted the study yet. So, encouraging ICGs to promote/initiate such studies should be greatly helpful but it would be premature to establish new TT for compiling/synthesizing the result from ICGs.

With regard to the report of the report of ICG/PTWS, Japan would like to congratulate the progress in the Indian Ocean where the completion of transition to the Indian Ocean RTWP service has come within sight. We welcome the target that the Interim Advisory Service which has been provided by JMA and PTWC since 2005 will be replaced by the regional system operated by RTWPs by the 2nd quarter of 2011 and assure you that JMA together with PTWC will continue its support to the IOC for the development of the regional system in the Indian Ocean.

## **Turkey**

---

As you know Turkey hosted the 6th ICG/NEAMTWS meeting in Istanbul in last November. We are honored to contribute the NEAMTWS activities.

We are also pleased to see Prof. Ahmet Cevdet YALCINER from Turkey elected as Vice-Chairperson of the NEAMTWS.

However, we feel obliged to state our objection on the area of responsibility for Turkish Regional Tsunami Watch Center (RTWC) which was shown in the first presentation made by François Schindele.

The areas of responsibility for the candidate RTWCs have not been resolved yet in the NEAMTWS region.

On this issue, Turkey reiterates its determination to establish a RTWC covering the Eastern Mediterranean, Aegean Sea, Marmara Sea and Black Sea.

We kindly request that our clarification be reflected on the records of this Executive Council meeting.

### **United Kingdom (6.1)**

---

The UK regards the multi-hazard approach as being especially relevant to the perspective of the national “user” community, whether Civil Protection/Civil Defence authorities or other national organisations which have a remit for natural hazard forecasting, planning and mitigation. The remits of such organisations are, in most cases, not hazard-specific; aspects of planning, public awareness and operating procedures being common to sea-level related hazards in general.

We also support the aims of TOWS in seeking harmonisation, e.g. in the meanings of specific terms, clarity of messaging and the provision of advice to countries within the various TWSs. A common approach by TWSs is favoured, building on existing experience and focusing on those aspects of hazard impact and risk management for which marine science can help

### **United Kingdom (6.2)**

---

We draw attention to the need for the NEAMTWS to expand its activity to encompass multi-hazards so that the interest of northern European countries, who view tsunamis as low risk, is captured and catered for. For such countries the risk of storm surge impact and inundation is much greater.

### **United States of America (6.1)**

---

The United States is pleased to see the TOWS reaffirm the value of a multi-hazard approach which is embedded in its terms of reference, is implemented through the ICGs and other elements of IOC's programs.

We recognize the importance of the Inter-ICG teams on Sea level for Tsunami Purposes, Disaster management and preparedness, and Tsunami Watch Operations., preparedness. The United States will explore hosting a meeting of the teams to help them coordinate and complete their reports in the next six months.

TOWS recommendations on real time data exchange should provide a global wake-up call that tsunami forecasts can be substantially improved by removing any impediments to data exchange. The United States requests that the IOC develop the products that have been identified by TOWS and elevate the dialogue on data exchange to save lives.

As we look forward to the next 5-10 years, the coordination costs of staffing these networks which provide life saving warnings cannot not be dependent on extra-budgetary funding.

### **United States of America (6.2)**

---

The United States thanks the presenters for their reports. The reports from the regions demonstrate that important progress has been made at international, regional and local levels, but we still have much to learn from each event to improve regional, national and local preparedness. The United States hopes that through the IOC, we can contribute to ensuring the future preparedness of those affected communities.

Some lessons we have learned include:

- That communications tests are an essential component of preparedness and all regions should consider raising the frequency of such tests.
- Limited access to real time data will degrade the quality of forecasts/warnings and thus impact the ability to save lives.
- Limited access to bathymetric and topographic data impedes the capability to produce accurate and timely tsunami forecasts that result in lives saved.

Thus it is critical that Member States enable the working groups of each ICG to continue their efforts to address essential services of TWSs. To this end, the United States hopes to contribute to supporting the first meeting of the TOWS inter-ICG task teams to maximize collaboration on these important issues as well as hosting a meeting of the Pacific ICG steering committee this summer.

In the Caribbean, the United States is pleased to be working with the ICG and member states in implementing the first Caribbean-wide tsunami exercise, March 23, 2011.

## **Venezuela**

---

Gracias Sr. Presidente y muchas gracias por las exposiciones presentadas por los ponentes.

La República Bolivariana de Venezuela expresa su pesar por las tragedias acaecidas en las hermanas repúblicas de Haití y Chile, producto de los terremotos ocurridos.

Sr. Presidente, nuestra Delegación desea expresar su oferta de albergar el Centro Regional de Alerta contra tsunamis, sobre la base de un liderazgo regional sustentado por::

- \* Una efectiva red sismológica nacional,
- \* Un sistema de alerta temprana, establecido en la región,
- \* Una plena colaboración con los centros nacionales encarados de dar respuesta a las situaciones de desastres,
- \* Asimismo y no menos importante, su total compenetración con en el ejercicio conjunto ICE/CARIBE EWS.

La República Bolivariana de Venezuela, solicita, se tome nota de lo señalado y ratifica nuevamente su ofrecimiento.

Muchas gracias

## **6.3 Shallow-Water Bathymetric Data for Digital Elevation Models**

### **Brazil**

---

Brazil presents its recognition about the importance of the bathymetric data for ocean models. We recognize the importance in developing ocean-mapping capacity in order to allow each country dealing with the management of their coastal and ocean resources more effectively and in a sustainable way. Furthermore, Brazilian Hydrographic Service (Directorate of Hydrography and Navigation - DHN) works in close collaboration with IHO in this matter. In fact, Brazil does not

object the releasing of such data within some restrictions and for non commercial purposes. However, We still have some concerns regarding making available all high resolution bathymetric data on shallow waters.”

## **Germany**

---

Germany would like to emphasise the need of bathymetric charts as digital elevation models for ocean modelling on global and regional scales.

Germany points out that GEBCO (IOC/IHO General Bathymetric Chart of the Ocean) is the responsible project to putting this into practice.

We would like to stress that the global and regional ocean mapping programme GEBCO will only be successful under the joint guidance of IOC and IHO both, and thus we support the proposals under item 6.3 and acknowledge the statements given by the Chairman of GEBCO and the Director of IHB.

In particular Germany supports:

1. The intensification of capacity building in hydrography and technical support to developing countries for shallow water surveying to create marine geodata bases as for Coastal Zone Management Systems, nautical charting, and inundation mapping.
2. Training and education. Current training and educational programmes like the courses for effective protection against tsunami waves and storm surges under the COAST-MAP-IO programme for countries around the Indian Ocean, should be continued.
3. The proposals submitted by the GEBCO Guiding Committee, to include coastal bathymetry (0 to 200 m depth) into GEBCO, and the preparation of near coastal bathymetric charts, and to enhance the co-operation between the IOC Ocean Mapping Programme and the new GEBCO Interim Sub-Committee for Regional Undersea Mapping (ISCRUM).

Germany has contributed to ocean mapping programmes like the International Bathymetric Chart of the Southern Ocean (IBCSO) and supports capacity building for example through training courses at the Training and Education Centre of the Alfred-Wegener-Institute, in the past as well as in the future we will continue these programmes.

## **India**

---

India noted the progress made by ICG-TOWS in establishing tsunami and multi hazard warning systems in different ocean basins. However, India expressed concern on lack of efforts from the secretariat in making in the information on national contacts and focal points. It was reminded that this issue was discussed during the 25th Assembly.

### **7.1 The Joint IOC-ICES Study Group on Nutrient Standards**

## **Japan**

---

Delegation of Japan would like to express our appreciation to IOC for supporting the first meeting of IOC/ICES Study Group On Nutrients Standards (SGONS), held at UNESCO Headquarters in Paris in March, 2010.

Also, Japan would like to express our compliments to chairman and members of the study group on their remarkable achievements during the past year. Particularly, we are pleased to be informed that International Nutrients Scale System, so-called INSS, was successfully developed because INSS would be considered to be essential standards for measuring nutrients in seawater.

Japan expects that INSS will be broadly utilized in as many countries as possible so that it will contribute to further development of Oceanography and improvement of global monitoring of climate change and marine environments.

Finally, delegation of Japan fully supports the promotion of INSS as the international standard on nutrients in seawater to improve comparability of nutrients data in the world ocean.

## **7.2 Ocean Fertilization**

### **India**

---

Considering the potential risks associated with ocean fertilization leading to ocean acidification IOC should play a major role in providing scientific advice for possible development of regulatory mechanism. Secondly, it is important to address challenges to minimize the scientific uncertainty before the involvement of IOC/ABELOS in assessing the potential link between UNCLOS and Ocean fertilizing issues. Recognizing the potential impacts on the ocean fertilization on marine ecological sensitive areas, there is a need to make comprehensive environmental impacts assessment as per the London Convention and London Protocol for conducting large scale ocean fertilization experiments.

### **United Kingdom**

---

The UK welcomes the draft IOC-SOLAS Scientific Summary for Policy Makers on Ocean Fertilization. This document provides a very useful account of our current understanding of this topic, recognising that the potential benefits and impacts of ocean fertilization are still uncertain. To reduce these uncertainties, further experiments are needed. However, the 2008 decision of the Convention on Biological Diversity (CBD), based on the precautionary principle, does not allow new studies in the open ocean until an international regulatory framework is in place. The UK recognises the London Convention/London Protocol (LC/LP) as the competent body to develop such a legal framework. Furthermore, the UK considers that the IOC should continue to actively engage in legal aspects related to ocean fertilization through the provision of scientific evidence and

### **United States of America**

---

The United States continues to believe that the governing bodies of the London Convention and Protocol should continue as the principal international bodies addressing the issue of ocean fertilization with respect to protecting the marine environment.

The United States continues to believe that States should carefully evaluate the purposes and circumstances of any ocean fertilization activities, including scientific research, to ensure that these activities are consistent with the aims of the London Convention and London Protocol, which focus on preventing harm to the marine environment.

The United States supports the continued development under the London Convention and London Protocol of an assessment framework that identifies key considerations for characterizing and managing risk associated with ocean fertilization. The IOC should continue its engagement, through the provision of technical experts, to the development of this assessment framework.

However, the United States opposes the IOC becoming involved in the legal aspects of ocean fertilization, and believes that the IMO/LC-LP should continue as the principal international forum for addressing the legal aspects of ocean fertilization. It is not clear what advice from the Advisory Body of Experts on the Law of the Sea (ABE-LOS) is required on this matter, what ABE-LOS would produce, or how ABE-LOS's work would be used. In the absence of any articulated problems, we cannot support tasking ABE-LOS on this matter.

### **7.3 Capacity Development**

#### **India**

Indian delegation noted the achievements in capacity building and appreciated the efforts of IOC in capacity building. India also informed the executive about its contributions to capacity building by way of organizing the training programmes in the areas of tsunami modeling and coastal inundation mapping and in LOGFRAME works. India further reiterated its willingness in further help in capacity building. India also informed the executive about the plans to establish an international training centre for 'Operational Oceanography' in Hyderabad.

#### **Japan**

---

First of all, Japan would like to express our appreciation to the Secretariat in demonstrating remarkable progress in capacity building programme under many difficulties. We are fully aware heavy financial and manpower constraints in this programme, and request further efforts of the technical secretary and his colleagues to adopt effectively financial and human resources. We feel it appropriate to implement capacity building activities particularly training courses in regional basis. In this regard, we feel that a regional center, when established, would be a suitable platform for region. At the same time, we feel also that such a center becomes more effective and useful if it would be operated with multi-disciplinal spirits.

Japan has organized various training course with particular attention to coastal oceanography for the benefit of the Southeast Asian countries over 20 years. Celebrating the 50th Anniversary of IOC, we plans to organize in 2010/11 through cooperation with WESTPAC member states some training courses and workshops in Japan and in the region. One workshop is specially designed to exchange views and opinions on strategic plan to promote marine scientific research and related technology transfer.

#### **Mauritius**

---

Mauritius would like to thank the IOC for the initiatives taken in capacity building especially from extra-budgetary sources. Mauritius would also like to take this opportunity to thank the Swedish Government for supporting the capacity building activities of the IOC through the Swedish International Development Agency (SIDA) and the Western Indian Ocean Marine Science Association. We would like to request SIDA to maintain and reinforce capacity building funding for IOC activities.

#### **United Kingdom**

---

The UK supports the Decision 7.3 contained in the Action Paper IOC/EC-XLIII/2.

The UK will forward this Decision along with a note of the discussion held by Member States at this meeting to the appropriate UK Government Departments for their consideration.

The UK will also forward the same material to the Institute of Marine Engineers, Scientists and Technoogists for consideration by it Technical Policy Committee. The Institute provides an

international professional recognition scheme for both new entry marine scientists and marine technicians by the award of Chartered Marine Scientist and Chartered Marine Technicians.

We must not forget that the training of the marine technicians is of equal importance to the success of any planned capacity building activity as the raining of marine scientists.

The UK FCO has recently asked the UK National Oceanography Centre to provide details of efforts by the Centre with respect to capacity building. Once this information is collected it is hoped that it will provide a better understanding of the mechanisms used by the different funders of marine science capacity building within the UK and thus allow a more focused effort by the UK in this important area.

## **Venezuela**

---

Muchas gracias Señor Presidente.

La Delegación de la República Bolivariana de Venezuela desea expresar su apoyo a la propuesta expresada por la Federación de Rusia. Creemos que en la práctica, esta significaría un foro de de muchísima importancia para compartir experiencias y poner a tono técnicas para la formación académica y preparación de nuestros jóvenes científicos.

Por tanto, es muy conveniente que el Secretariado Ejecutivo de la COI apoye esta iniciativa.

Asimismo, deseamos expresar nuestros elogios a Estados Unidos por el programa conjunto (Venezuela - EEUU) que se desarrolla en la Fosa de Cariaco desde hace más de 16 años y que ha permitido la formación de jóvenes científicos.

Gracias Señor Presidente.

## **8.1 Global Reporting and Assessment of the State of the Marine Environment**

### **Brazil**

---

To be introduced after paragraph 107 of the Draft Summary Report, Part 2:

“Brazil favors, in accordance with the recommendations of the Ad Hoc Working Group of the Whole, convened pursuant to paragraph 57 of the General Assembly resolution 63/111, that the Secretariat of the Regular Process be hosted by the Division of Oceans and Law of the Sea (DOALOS) of the Office of Legal Affairs of the UN, with the support of other UN agencies and programs. The strengthening of the capacity of DOALOS is a requirement for this option to be implemented.”

### **Canada**

---

Canada has been active and committed to ensuring a successful outcome of the AoA (Dr. Jake Rice, a Canadian expert, was closely involved in the development of the AoA as a member of the Group of Experts) and Canada continues to be a proponent of the Regular Process.

Canada is grateful for the role played so far by the IOC with respect to this important initiative and we would like to see IOC's involvement continue.

Canada would encourage the Executive Secretary to put forward the arguments for having the IOC as the lead Agency and suggests that a business plan for a Secretariat, either housed in Paris or out-posted to a willing government, with the necessary financial, administrative and personnel resources be prepared to aid discussions.

## Japan

---

Japan appreciates the IOC initiative in developing AoA and also the new approach Regular Process. Japan supports this approach and wishes the Regular Process to have smooth development under collaboration with other international organization, but hopes it to avoid overlapping their activities with other program implemented in similar objectives and mechanisms.

## United Kingdom

---

The UK welcomes the Assessment of Assessments report and is pleased to see the key role of IOC in its successful completion. Regarding the Regular process we note that there was a dynamic session on this topic at the UNESCO Ministerial Round Table on Oceans and much support for IOC to continue its key role in the process. The UK generally supports the concept of the Regular process. We would like to see such assessments based wherever possible on existing regional rather than national assessments. The UK wishes to see costs kept to a minimum, e.g. by limiting the size of the Secretariat.

Within the UK we are just about to publish the second integrated assessment of our seas. The process involved has highlighted the need for more marine data; this is acting as a major driver in addressing the fundamental issue of how to sustain long-term observations and is raising the profile of this topic to high levels in our government. As already suggested by Portugal and the USA, we would therefore stress the need to link the Regular Process with GOOS as one of its major drivers. With its particular responsibilities and expertise, IOC is best placed to strengthen this linkage.

## 9.1 Future of IOC

### Brazil

---

Thank you, Mr. Chairman,

I would like to begin by paying homage to our Chairman. His leadership, impartiality and great patience has been a great asset for our work. I would like to, on behalf of my country, to express our recognition and our pride of having such a distinguished person of our region performing such a outstanding job.

It is with great pleasure that I take the floor to discuss the future of IOC. I want to stress this word: future. We are celebrating here the 50<sup>th</sup> anniversary of IOC and all its achievements. They are many and we must be proud of it. But the task that is thrust upon us today is to discuss the next 50 years, and what will be celebrating here in Paris, when IOC completes its 100<sup>th</sup> anniversary.

I would like to recall a more recent history. In 2008, the Working Group on the Future of IOC delivered its report, which was discussed by the Executive Council that same year. Their recommendations were clear, they have not all been implemented, and that is the task ahead to us.

Because so much work and effort was employed in the Working Group on the Future of IOC, we believe that we should avoid the temptation of engaging in new and costly exercises of reflection. The Member States have sat together and pointed the direction to where we want to go. There is much to do, and we need to walk fast, because the future is catching up with us. The time for groups of reflection, of experts' consultations, of external or internal evaluations has passed.

In this sense, we believe that some fundamental issues that were identified by the Working Group must be urgently addressed. IOC still needs to further efforts in extra-budgetary fund raising.

Member States must keep its vigilance to ensure the regular budget reflects the priority we give to this Commission.

Of course, there is more to be done. The next Assembly would provide a good moment for the Executive-Secretary to provide us with information on the status of recommendations of the Working Group on the Future of IOC. We are also open to discuss with other Member States on a possible resolution that gives practical and concise directions to the Secretariat work.

Last week, alongside with the IOC's anniversary, we celebrated the World Oceans Day. At the occasion, in New York, the UN Secretary-General stated [and I quote]: "I urge Governments and citizens everywhere to acknowledge the enormous value of the world's oceans – and do their part in ensuring their health and vitality".

Brazil is ready to do its part. So is IOC, I am sure. Let's work together to realize the immense potential of the Commission and concentrate in the future labors ahead of us. That's the real future of IOC: to fulfill its mandate and to help the Member States to ensure the future of the oceans.

Thank you very much,

## **Canada**

---

Canada was concerned that the resolution adopted yesterday did not reflect the purpose of this agenda item and did not reflect the spirit of many of the interventions made during the plenary or during the drafting sessions. Canada is of the opinion that a short summary of the key points raised at these sessional meetings should be included in the report. Furthermore, Canada noted that the Future of IOC WG had made several valuable recommendations that needed follow-up. Canada and several other MS requested the ES to prepare a report on the actions undertaken to implement these recommendations and send it to the MS for further input to advance the discussions on the Future of IOC and how IOC may meet the current and emerging challenges. Canada recommends that the MS responses be consolidated by the Secretariat in consultation with the Officers of IOC and presented to the 2011 IOC Assembly. Canada accepted the EC's decision to support the resolution based on the understanding that the sessional group discussions will be captured in the report and the action proposed above will be undertaken during the next intersessional period.

## **Germany**

---

Germany understands that all delegations are in agreement that private funds will only be accepted if they are in line with the goals of IOC and not interfering with IOC's neutrality or independence.

## **India**

---

India recalled the recent Ministerial Round Table conference on oceans held in October 2009, where thirty-two ministers and twenty five national delegations gathered and deliberated the importance on the role of oceans in understanding climate change, and the role of UNESCO and its Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) in supporting global governance of the oceans. Oceans and seas are highly impacted by human activities and the ecosystems are degraded, especially in the coastal regions; many fishery practices may be unsustainable and climate change is expected to compound the problems. Management of these issues require international cooperation under a law-based regime regulating the use of the oceans and their resources.

IOC had developed and launched a number global and regional programmes towards improve understanding of the ocean process. There are still lots more challenges need to be addressed

by IOC particularly to ensure healthy ocean environment for sustained benefit of our successive generations through a sustained and systematic observation and information of world oceans. An integrated observing system, including remote sensing and in situ, is very crucial. Collection of such data would require large investments in satellites, research vessels, moored buoys and autonomous vehicles for observing and sampling of water column. An effective communication with various stake-holders including policy-makers is essential. Scope and objective relevant to society and Implementation strategy including Institutional mechanism, financing, etc. should be specified and agreed upon.

The success of ecosystem based approach depends not only on technology and infrastructure but on people, an education system that produce the scientists and managers needed for implementing such approach. There is a need to enhance the capability for capacity building and education at a regional, national, institutional and individual level.

The intergovernmental coordination through IOC for exchange of knowledge and providing services needs to be improved. The role of regional agencies should be enhanced for focusing and developing location-based approach.

IOC will have major challenges future include (i) demonstration of utility and benefits of information for developing ocean services and coastal zone management at local to national level to ensure support of governments. (ii) capacity building and transfer of technology to developing countries as a part of the regular process. UN should consider setting up centres in developing countries for training in the field of operational oceanography. India is willing to host such centre in INCOIS, Hyderabad.

Considering the future challenges of IOC and its role in Ocean Governance, there is a need to strengthen role of IOC in UNESCO. IOC requires more support in the UNESCO, including the budgetary support. At this crucial juncture, the proposal of relocating secretariat of IOC would not be appropriate proposition for the progress of IOC.

## **Japan**

---

Japan expressed its support to the idea of Executive Secretary that the IOC's future work should be focused in the area which IOC can add value because the financial and human resource of IOC is limited. Japan pointed out that the IOC doesn't have any concrete mechanism of evaluating the results of each programme and abolishing the programmes which are not expected to produce any tangible achievement or which are to be organized more efficiently by the other international frameworks, and so that such evaluation mechanism should be discussed in the future.

## **Malaysia**

---

Mr. Chairman,

As a new reinstated member in the IOC Executive Council, Malaysia pledges to continue and increase our support to IOC programmes and activities to address current and emerging issues on the ocean.

We anticipated the IOC Assembly would continue to provide the platforms for focusing on the discussion to strengthen the IOC and its programme delivery mechanisms. The established Central Office at UNESCO Paris and the Subsidiary Bodies in carrying regional programmes has proven this mechanism has worked well as we celebrate the success in the commemoration of 50<sup>th</sup> Anniversary of IOC. We need to leverage the existing strength and resources and to overcome problems through promotion of strategies that would be acceptable to majority of Member States and empowering the Regional Subsidiary Bodies with appropriate support and funding.

Malaysia take note of the interest and offer from Portugal at the 41<sup>st</sup> Session of the Executive Council, hereby stress that there is a need for transparency and full consultation regarding this matter.

The future of IOC needs to galvanize cooperation from Member States to continue to carry the mandate and work towards overcoming key issues through consensus, increasing visibility and networking thus establishing sustainable financing mechanism to benefit all especially those under developed and countries vulnerable to the threats of Climate Change.

Thank you Mr. Chairman.

## Portugal

---

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Madame la Secrétaire Exécutive

Depuis de longues années, les Organes Directeurs de la COI sont engagés dans une démarche visant à trouver une réponse à la préoccupation et à la volonté manifestées par les membres de la Commission de renforcer l'action de la COI dans le cadre de la mission qui lui a été assignée par ses États membres.

Nos pays ont reconnu la nécessité de soutenir la Commission, en renforçant son mandat et son rôle au sein de l'UNESCO. Cela implique d'augmenter le budget de la Commission, -dont le montant régulier pour le bienium en cours s'élève à 9,4 millions de dollars. Cette somme n'est pas suffisante pour financer un Programme ayant la capacité et la puissance de répondre, au niveau mondial et régional, aux grands défis du temps présent et aux besoins croissants des États Membres en matière océanographique.

Lors des longues discussions qui ont eu lieu dans un passé récent, il a été aussi question de la disparité existante entre la part du budget régulier allouée aux activités du Programme – actuellement 3,4 millions de dollars –, et celle, bien plus élevée, allouée au personnel – 6 millions.

Par ailleurs, il a aussi été démontré qu'il existait un déséquilibre entre le budget régulier, prévisible mais limité, et l'extrabudgétaire traditionnel, plus conséquent mais sans garantie aucune de stabilité, et de surcroît presque toujours « earmarked » par les donateurs.

L'ensemble de ces préoccupations a fait l'objet de la réflexion du « Groupe de travail sur l'avenir de la COI », et ses recommandations ont servi de base à la rédaction de la Résolution EC 41.1. C'est dans ce contexte que le précédent Secrétaire Exécutif, Monsieur Bernal a approché quelques pays (je cite)

« afin de sonder la volonté des États Membres d'accueillir, intégralement ou en partie, le Secrétariat de la COI, en lui apportant d'importantes ressources nouvelles ».

C'est dans cet esprit aussi que le Portugal a proposé une contribution visant à soutenir l'UNESCO et la COI, qui a été communiquée lors de la 25<sup>ème</sup> Assemblée en juin 2009, et rappelée dans le *memorandum* que les États du Conseil Exécutif ont récemment reçu.

Nous avons par ailleurs procédé à quelques études sommaires pour évaluer les bénéfices financiers indirects qui découleraient de notre proposition d'accueillir le Secrétariat de la COI à Lisbonne, ce qui a été rendu difficile par le manque de réponse de l'UNESCO. Mais ce fait ne nous a pas empêché de vérifier que, outre l'apport par le Portugal de 3 millions d'euros par bienium, la COI pourrait disposer pour son programme d'un million de dollars supplémentaires par bienium, et il s'agit là d'une estimation *a minima*. Il est évident qu'une étude objective et indépendante permettrait une évaluation plus précise, de mieux peser le pour et le contre, et d'avoir des recommandations pour dépasser les difficultés identifiées. L'étude des offres qui pourraient être reçues pour une délocalisation totale ou partielle du Secrétariat aurait en outre une grande utilité: celle de nous permettre de prendre une décision fondée, à partir d'informations vérifiées, c'est-à-

dire en connaissance de cause. De plus, elle nous permettrait de rassembler des informations précises sur les besoins de fonctionnement du secrétariat de la COI ici même à l'UNESCO.

Monsieur le Président, Chers Collègues, Madame la Secrétaire Exécutive,

Nous avons besoin de réfléchir davantage sur notre situation, de manière objective et dans le dialogue. En effet, il est nécessaire de dépasser l'impasse dans laquelle nous nous trouvons depuis des années, sans pour autant réussir à en sortir.

Dans ce cadre, il nous semble souhaitable de réactiver le Groupe de travail sur l'avenir de la COI, afin d'explorer des possibilités, concrètes, viables et tournées vers l'avenir, de renforcer effectivement la Commission Intergouvernementale, dans un esprit de convergence et de consensus.

Mon pays considère que ce Conseil a des obligations envers les 138 États qui composent l'Assemblée de la COI, organe suprême de notre Commission. À ce titre, il est de notre devoir de fournir à l'Assemblée tous les éléments d'analyse nécessaires afin d'évaluer les possibilités qui s'offrent à nous, pour que chacun des États de notre communauté puisse prendre la responsabilité de décider de l'avenir que nous pouvons, et souhaitons, assurer à la COI. En ce moment charnière de notre action symbolisée par la célébration de son 50<sup>ème</sup> anniversaire, c'est le moment de faire preuve de la même créativité que celle qu'ont eue les pères fondateurs, en nous tournant résolument vers l'avenir et en répondant aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle.

Pour terminer, dans l'esprit constructif qui oriente le projet de Résolution DR 9.1b, et en tenant compte du projet de résolution DR 9.1, nous nous permettons d'attirer votre attention sur le fait que, malgré quelques différences dans les préambules, ces deux projets sont, à notre avis, à la fois convergents et complémentaires quant à leur finalité.

Nous sommes donc disposés à contribuer à ce que l'on puisse trouver une solution consensuelle dans l'esprit de dialogue et de coopération qui ont toujours marqué nos travaux.

Je vous saurais gré, Monsieur le Président, de bien vouloir verser, *in extenso*, la déclaration dont je viens de vous donner lecture au rapport du présent Conseil Exécutif, et d'y ajouter aussi, *pour mémoire*, le *mémorandum* sur l'offre faite par le Portugal.

### **Proposal for the relocation to Lisbon of the Secretariat of the Intergovernmental Oceanographic Commission- IOC**

The Intergovernmental Oceanographic Commission (IOC) is an organ of UNESCO that enjoys functional autonomy. It is the main international organ dedicated to ocean research and monitoring, already enjoying a prominent role in the study of global warming and its impacts on marine life, as well as in the implementation of strategies of adaptation to this phenomenon.

The IOC has been struggling for several years with lack of resources. This circumstance has prevented its growth and the development of its activities at a time when the effects of climate change have made them particularly relevant.

In 1998, a transfer of the IOC secretariat, as a means of addressing the material limitations to its growth, was discussed for the first time. The then Director General of UNESCO Federico Mayor Zaragoza proposed to the Portuguese authorities its relocation to Lisbon.

In 2009, after more than ten years and persisting resource difficulties, the previous IOC Executive-Secretary informally sounded some countries to assess their willingness to host the IOC Secretariat.

There have already been precedents of relocations within UNESCO. The Institute for Statistics went to Montreal, Canada, and the secretariat of the World Water Assessment Program was relocated to Perugia, Italy.

Portugal has consistently played a very active role in the activities of the Commission. The Sea has had a very high significance in our history and cultural identity. We have developed important

scientific expertise in the field of oceanography. We already host the European Maritime Safety Agency and the Maritime Analysis Operational Centre-Narcotics and this underlines Lisbon's qualification as an international cluster on issues relating to sea. Therefore we have decided, as a means of supporting UNESCO through its Oceanographic Commission activities, to submit a proposal for the transferral of the IOC Secretariat to Lisbon.

The proposal consists on the provision of a dully equipped building, including water, electricity and local communications expenses, as well as on a non-earmarked annual contribution of 1,5 million **Euros** to the IOC budget. The IOC's Assembly meetings would continue to take place in Paris, thus maintaining the proximity to UNESCO and allowing for an easier coverage of its work by countries with smaller diplomatic networks.

Bearing in mind that the IOC's regular biannual budget amounts to 9,48 million **USD**, we believe that our voluntary contribution would allow a very significant improvement of the IOC's financial situation (a budgetary biennial increase of about 40% at the present euro exchange rate) which would also benefit from reduction in costs when located in Lisbon.

During the ministerial roundtable on the Sea, which took place at UNESCO's last General Conference in October, the Secretary of State for Foreign Affairs and Cooperation announced the Portuguese Government's proposal. He has also recently sent letters to the Director-General of UNESCO, the President of the IOC and the IOC's Executive-Secretary, formalising our proposal and requesting, in order to proceed with the utmost transparency, that the Secretariat prepares a document with all the requirements and implications of a transfer, thus allowing Member States to make an informed decision.

The possible relocation of COI's Secretariat to which our proposal is referred, will be considered by the Executive Council of this organism, which will take place between the 8th and the 16th of June. We would like to count on your country's support for a solution that we are convinced will considerably enhance the Commission's work in the future.

### **Proposition de délocalisation du Secrétariat de la Commission Océanographique Intergouvernementale (COI) à Lisbonne**

La Commission Océanographique Intergouvernementale est un organe pourvu d'autonomie fonctionnelle au sein de l'UNESCO. Il s'agit du principal organe international dédié à la recherche et à la monitorisation des Océans, jouant déjà un rôle important dans l'étude du réchauffement global dans le milieu marin et de ses effets, ainsi que dans la définition de stratégies d'adaptation a ce phénomène.

La COI se débat depuis longtemps avec un manque de ressources. Cette situation ne lui a pas permit de croitre et de développer ses activités, à un moment où, en raison des changements climatiques, ces activités sont devenu particulièrement importantes.

Un transfert du Secretariat de la COI, comme moyen de résoudre le manque de ressources matérielles nécessaires a son développement, a été pondéré pour la première fois en 1998, ayant le alors Directeur General de l'UNESCO, Federico Mayor Zaragoza, proposé aux autorités portugaises d'étudier la possibilité de sa délocalisation à Lisbonne.

Dix ans sont passés, et les contraintes de ressources se maintiennent, ce qui a motivé le précédant Secetaire Exécutif de la COI a effectuer en 2009 des sondages auprès de quelques pays visant à afférer leur disponibilité pour accueillir son Secretariat.

Il existe des précédents de délocalisations à l'UNESCO. L'Institut de Statistiques a été installé à Montréal, au Canada, et le Programme Mondial d'Evaluation des Ressources en Eau (WWAP) à Perugia, en Italie.

Le Gouvernement portugais souhaite soutenir l'UNESCO par l'intermédiaire des activités de sa Commission, dans laquelle le Portugal a toujours eu un rôle très actif, en tenant compte de l'importance de la mer dans l'Histoire et la culture de notre pays, et de notre expertise scientifique dans le domaine de l'océanographie. Par ailleurs, il se trouve déjà à Lisbonne le siège de l'Agence Européenne de Sécurité Maritime et le MAOC-N (Maritime Analysis Operational Centre-Narcotics),

ce qui rend Lisbonne une ville avec vocation pour constituer un cluster international dans le domaine des océans.

Face à ce qui précède, le Gouvernement portugais a décidé de présenter une proposition d'accueillir à Lisbonne le Secrétariat de la COI. Cette proposition consiste en mettre à disposition des installations adéquatement équipées pour l'installation du Secrétariat, et à prendre en charge les dépenses courantes d'eau, électricité et communications locales ainsi que dans le payement, en tant que contribution volontaire annuelle non earmarked, d'un million et demi d'euros.

Les réunions de l'Assemblée de la COI continueraient à avoir lieu à Paris, permettant ainsi le maintien d'une liaison étroite avec l'UNESCO, et le suivi des travaux par les États membres disposant de réseaux diplomatiques plus réduits.

Ayant en considération que le budget régulier de la COI ce biennium est de 9.48 millions d'USD, nous sommes convaincus que notre contribution volontaire permettrait d'améliorer très significativement sa situation financière (elle représenterait une croissance budgétaire de environ 40% par biennium au taux actuel de l'euro).

Le Secrétaire d'État aux Affaires Étrangères et à la Coopération a annoncé la proposition du Gouvernement portugais lors de la table ronde ministérielle sur la Mer, qui eu lieu pendant la dernière Conférence Générale de l'UNESCO, en Octobre 2009. Il a aussi envoyé récemment des lettres à la Directrice Générale de l'UNESCO, Mme Bokova, au Président de la COI, Mr. Valladares, et à la Secrétaire Exécutive de la COI, Mme Watson-Wright, formalisant notre offre et demandant, dans le souci de procéder avec totale transparence, que le Secrétariat élabore un rapport sur les requis et les implications d'un transfert, permettant ainsi aux États Membres de décider de façon informée.

La possible délocalisation du Secrétariat de la COI, dans laquelle s'encadrera notre offre d'accueillir son Secrétariat, sera analysée par le Conseil Exécutif de cette Commission, qui se tiendra du 8 au 16 juin 2010. Nous aimerions compter sur le soutien de votre pays pour une solution dont nous sommes convaincus qu'elle permettrait de renforcer significativement l'action de la Commission à l'avenir.

Adoption of Resolutions Item 9.1  
Afternoon session of June 14, 2010  
Statement of Portugal

Mr Chairman and Dear Colleagues

Before passing to a vote I'd like to share some comments with all Member states.

First of all, in spite of efforts undertaken by the informal drafting group, we are sad that member states of IOC were not able to discuss and decide on a crucial issue of the Commission's life by consensus and that we are obliged to make use of a voting procedure.

Mr. Chairman, we are surprised to listen – as we did several times this morning – that we should be concerned with the future of the Commission, and at the same time, we are preparing to vote a draft resolution –9.1– which only reiterates past ideas or states the obvious.

It is with great tranquility that Portugal faces the voting a resolution on the item 9.1 on the future of IOC. We all acknowledge this Commission is challenged with a chronic deficit in resources that prevent it from addressing fully the increasing threats that our planet and its oceans face. We reflected and mobilized means to present a proposal that would improve significantly the situation, namely on the operational field and that would increase UNESCO's relevance.

We recall that our initiative was undertaken in response to a specific request by the former Executive Secretary of the IOC. It was made in total transparency and we never saw it as exclusive. We have always shown total openness to discuss other proposals that would address IOC's serious resource deficit.

No other proposal was made. No other player put forward a concrete mechanism to increase IOC's regular budget.

My country, as always, makes itself available to give a new impetus to the IOC, and hopes that, like my Cuban colleague and others mentioned this morning, we don't find ourselves in ten years in a situation where we look at our present discussions and regret that nothing has changed for the better with IOC.

Lastly we wish to very sincerely express our gratitude to those countries that subscribed the draft resolution presented by Portugal. We are grateful for your courage and your wisdom.

I wish to finish by saying that, with the view of preserving an atmosphere of constructive engagement, Portugal, and the other co-sponsors – Republic of Korea, Spain, Tunisia, Ukraine and the United Kingdom- withdraw their draft resolution.

I request this declaration to be included in this Executive Council Report.

## **Sweden**

---

The Swedish Delegation followed the debate on the agenda item 9.1 with great interest but also with great concern. In the discussion several issues were mentioned repeatedly, one of them being the possibility of having the IOC Secretariat located away from Paris. However, the discussion did not focus on this issue and no consensus was reached.

In reading the Draft Resolution IOC/EC-XLIII/DR.(9.1)a the Swedish Delegation noted several issues that were not well suited for the subject The Future of IOC. However, the Swedish Delegation, like several other Delegations, chose to agree to the adoption of the draft resolution in order not to block the important process of planning for the future of IOC.

The Chairman of IOC invited Delegations who had deviating views on the draft resolution to express them in writing for the inclusion in the final report from the 43rd Session.

The Swedish delegation has no disagreement to the paragraphs 1-4 of the resolution as they merely focus on intersectoral cooperation in UNESCO and the UN system.

However, the paragraphs 5-7 are controversial as they uniquely refer to having the IOC Secretariat in Paris. As there was no consensus on the location and possible re-location, of the Secretariat the text has jumped to conclusions in the paragraphs 5-7.

The Swedish Delegation refers to the evaluation of UNESCO and its activities. In that process all programmes, including IOC, may be looked at and their relevance for UNESCO will be assessed. The links between IOC and UNESCO, as well as the location of the IOC Secretariat, must be looked at from the standpoint of what is the best solution for IOC.

It is, therefore, premature to take a firm standpoint on the location of the IOC Secretariat.

Yours sincerely  
Stig Carlberg  
Head of the Swedish Delegation to IOC

## **United Kingdom**

---

The UK believes that the work in past years by the WG on the Future of IOC has helped to crystallize some of the issues. However, it was in our opinion only a start. Since then the profile of the oceans, especially IOC's role, has increased. This includes activities related to the 50<sup>th</sup> anniversary and the Ministerial Round Table on Oceans. There are also new opportunities for IOC, e.g. the Regular Process for Global Marine Assessments.

We wish to raise two points about IOC within UNESCO. Firstly, are we fully exploiting the opportunity this provides, e.g. interaction with the other UNESCO international science programme, especially in relation to climate change? Unless real resources are committed, achievement will be limited. Secondly, does our UNESCO home sit comfortably with the increasing activities of IOC in relation to operational oceanography?

### 9.3 Preparation of the 26th IOC Assembly

#### Japan

---

Japan proposed that all the Regional Subsidiary Bodies should submit short reports on their activities and progress made during the inter-sessional period to each Session of the Assembly and Executive Council for review and evaluation by the Governing Bodies. Japan also suggested the Council to include an agenda item on report and review of the Regional Subsidiary Bodies at the 26<sup>th</sup> Session of the Assembly.

#### Portugal

---

Portugal stated that the format and methodology followed should be the object of consultation with Member States during the intersessional period and that a document with the proposed guidelines should be submitted at the 44th Executive Council directly preceding the 26th Assembly.

#### Venezuela

---

Título de la Agenda Item: 9.3 PREPARACIÓN DE LA 26ª REUNIÓN DE LA ASAMBLEA DE LA COI

Gracias Sr. Presidente.

La Delegación de la República Bolivariana de Venezuela REITERA su deseo de realizar la ponencia sobre el proyecto Cariaco: "Retención de Carbono en un océano de colores", en el ciclo de la conferencias conmemorativas de la XXVI Asamblea de la COI.

Esta propuesta se realizó en la XXIII Asamblea y ratificadas en las Asamblea XXIV y XXV (IOC-XXV/3-pág. 75 párrafo 543 "Venezuela recordó a la Asamblea que en la 23a reunión de la Asamblea ya había propuesto una conferencia conmemorativa acerca del proyecto Cariaco, sobre "Retención de carbono en un océano de colores", que desde hace mas de 15 años se ejecuta en la costa venezolana del Caribe. Además, Venezuela reiteró su propuesta en la 24a reunión de la Asamblea."

Este programa como es conocido por muchos, se realiza desde hace más de 16 años en una cuenca anóxica de cerca de 1500 mts de profundidad situada en la plataforma continental venezolana en el mar Caribe. El programa se realiza con la cooperación de instituciones de Venezuela y EEUU.

Para nuestro país y la región del Caribe, este programa tiene un gran significado y representa todo un logro. Ha propiciado entre otros: tal vez la serie de observación marina más larga de la zona preecuatorial, la preparación de jóvenes científicos, la evaluación paleoclimática de la zona tropical, etc.

Sr. Presidente solicitamos se tome nota de esta propuesta.  
Muchas gracias

## 10 Adoption of the Summary Report and Resolutions

### Senegal

---

Le Conseil Executif a suggere l'organisation de reunion d'information avec les delegations permanentes afin de preparer les sessions des organes directeurs de la COI et de permettre au Secretariat de s'accorder avec les États membres sur les delais souhaitables pour recevoir les projets de resolution.

### United Kingdom

---

The UK congratulates the Resolutions Committee on its hard work and expresses its appreciation to its Chair. It is clear that adopting resolutions is a vital part of the meetings of our Governing Bodies. We would like to support points made in her statement about the timing and submission of resolutions. In order to improve the quality of our resolutions and to facilitate the work of the Resolutions Committee the UK suggests that in future every effort is made to include Draft Resolutions in the Action Paper. This should certainly be possible in the case of resolutions arising from meetings of subsidiary bodies and inter-sessional working groups. Such draft versions can then be modified in the light of debate during the meeting so that when they are submitted to the Resolutions Committee they are at a greater stage of maturity.

Finally, with reference to the 3<sup>rd</sup> draft revised guidelines para. 15, we would be opposed to any reduction in the time period between the deadline for submission of draft resolutions and when resolutions are considered for adoption – for reasons already given

**ANNEXE X**

**LISTE DES DOCUMENTS**

| <b>Cote du document</b>   | <b>Titre</b>   | <b>Point de l'ordre du jour</b> | <b>Langues</b>                       |
|---|--|---------------------------------|--------------------------------------|
| <b>DOCUMENTS DE TRAVAIL</b>   |  |                                 |                                      |
| IOC/EC-XLIII/1  | Ordre du jour  | 2.1                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/1 Add. Prov. Rev.6   | Sixth Revised Provisional Timetable  | 2.4                             | A seulement                          |
| IOC/EC-XLIII/2 + Corr.  | Document relatif aux décisions à adopter + Corrigendum   | Tous                            | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 1   | Rapport de la Secrétaire exécutive de la COI sur la mise en œuvre du programme   | 3.2                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 1 Add.1   | Implementation of IOC Governing Body Resolutions   | 3.2                             | A seulement                          |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 1 Add.2   | SISTER Follow-up Qualitative Report for the IOC  | 3.2                             | A seulement                          |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 2   | Rapport sur l'exécution du budget 2008-2009 et fonds prévus pour 2010  | 3.2                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 3   | Projet de plan de travail de la COI pour 2010-2011   | 4.2                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 4   | Projet de Priorités et de stratégie de mise en œuvre biennales pour 2012-2013  | 9.2                             | A E F R                              |
| IOC-XXV/2 Annexe 5  | Projet d'ordre du jour provisoire de la 26 <sup>e</sup> session de l'Assemblée de la COI   | 9.3                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/2 Annexe 6   | Troisième projet de directives révisées pour la préparation et l'examen des projets de résolution  | 10                              | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/4 Prov. Rev.   | Liste provisoire révisée des documents   | 2.4                             | A E F R                              |
| IOC/EC-XLIII/5 Prov.  | Liste provisoire des participants (au 14 juin 2010)  | --                              | A E F R                              |
| <b>RAPPORTS D'ORGANES DE LA COI ET D'ORGANES DE COOPÉRATION NÉCESSITANT DES DÉCISIONS</b> |  |                                 |                                      |
| IOC-XXV/3   | Rapport de la 25 <sup>e</sup> session de l'Assemblée de la COI, Paris, 16-25 juin 2009   | Tous                            | A E F R                              |
| IOC Annual Report no.16   | IOC Annual Report 2009   | 3.2                             | A seulement                          |
| IOCEA-VI/3  | Résumé exécutif de la 6 <sup>e</sup> session du Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est, Accra, Ghana, 28-30 mars 2010 | 4.3                             | A<br>[Résumé exécutif en A, E, F, R] |

| <b>Cote du document</b>               | <b>Titre</b>   | <b>Point de l'ordre du jour</b> | <b>Langues</b>                       |
|---------------------------------------|--|---------------------------------|--------------------------------------|
| IOC/SC-WESTPAC-VIII/3s                | Résumé exécutif de la 8 <sup>e</sup> session de la Sous-Commission de la COI pour le Pacifique occidental (WESTPAC-VIII), Bali, Indonésie, 10-13 mai 2010  | 4.3                             | A E F R                              |
| WMO-IOC/JCOMM-III/3*<br>(OMM-N° 1049) | Troisième session de la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (4-11 novembre 2009, Marrakech, Maroc) – Rapport final abrégé, accompagné des résolutions et recommandations  | 5.3                             | A E F R                              |
| WMO-IOC/JCOMM-III/3s                  | Troisième session de la Commission technique mixte OMM-COI d'océanographie et de météorologie maritime (4-11 novembre 2009, Marrakech, Maroc) – Récapitulation des résultats   | 5.3                             | A E F R                              |
| IOC/TOWS-WG-III/3                     | Rapport de la 3 <sup>e</sup> réunion du Groupe de travail sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et aux autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation (TOWS-WG) ; Lisbonne, Portugal, 5-6 mai 2010   | 6.1                             | A<br>[Résumé exécutif en E, F, R]    |
| ICG/NEAMTWS-VI/3s                     | Résumé exécutif de la 6 <sup>e</sup> session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (GIC/NEAMTWS-VI), Istanbul, Turquie, 11-13 novembre 2009 | 6.2                             | A E F R                              |
| ICG/CARIBE-EWS-V/3                    | Résumé exécutif de la 5 <sup>e</sup> session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et aux autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (GIC/CARIBE-EWS-V), Managua, Nicaragua, 15-17 mars                    | 6.2                             | A<br>[Résumé exécutif en E, F, R]    |
| ICG/IOTWS-VII/3s                      | Résumé exécutif de la 7 <sup>e</sup> session du Groupe intergouvernemental de coordination du Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (GIC/IOTWS-VII), Banda Aceh, Indonésie, 14-16 avril 2010  | 6.2                             | A E F R                              |
| IOC-ICES/SGONS-I/3                    | Summary Report of the First Session of the Joint IOC-ICES Study Group on Nutrient Standards (SGONS), UNESCO, Paris, 23-24 March 2010   | 7.1                             | A<br>[Résumé exécutif en A, E, F, R] |
| IOC/EC-XLII/3                         | Rapport de la 42 <sup>e</sup> session du Conseil exécutif de la COI, Paris, 15 juin 2009   | 9.4                             | A E F R                              |

\* Version électronique disponible sur le site Web du Conseil exécutif.

| Cote du document                                   | Titre  | Point de l'ordre du jour | Langues                                    |
|--|--|--------------------------|--|
| <b>DOCUMENTS D'INFORMATION</b>                     |  |                          |  |
| IOC/EC-XLIII/Inf.1*                                | Information and Guidelines for Participants  | 2.4                      | A seulement                                |
| IOC/EC-XLIII/Inf.2                                 | Presentation and Abstracts of the R. Revelle Memorial Lecture, 2010  | 2.5                      | A seulement                                |
| IOC/INF-1274                                       | IOC contribution to UNESCO Priority Africa Overarching Objective 2: Mobilizing science knowledge and policy for sustainable development for the Biennium 2008-2009 | 3.3<br>7.3               | A seulement                                |
| IOC/INF-1257 Part II                               | Summary of Progress in the Implementation of the 50 <sup>th</sup> Anniversary (June 2010)  | 4.1                      | A seulement                                |
| IOC/INF-1275                                       | Ship-based Repeat Hydrography: A Strategy for a Sustained Global Programme   | 5.1                      | A seulement                                |
| UNFCCC decision 9/CP.15*                           | Systematic climate observations (Copenhagen, December 2009)  | 5.1                      | A seulement                                |
| IOC/EC-XLIII/Inf.3*                                | WCRP: update on programme execution and budget   | 5.1                      | A seulement                                |
| WMO/TD-No. 1499*                                   | The World Climate Research Programme Achievements – Scientific Knowledge for Climate Adaptation, Mitigation and Risk Management                                    | 5.1                      | A seulement                                |
| WMO/TD-No. 1503*                                   | WCRP Implementation Plan 2010–2015   | 5.1                      | A seulement                                |
| WMO/TD-No. 1514 (GCOS 136)*                        | GCOS Annual Report 2008–2009   | 5.1                      | A seulement                                |
| WMO/TD-No. 1489* (GCOS-129, GOOS-173, GTOS-70)     | Progress Report on the Implementation of the Global Observing System for Climate in Support of the UNFCCC 2004-2008  | 5.1                      | A seulement                                |
| IOC/INF-1273                                       | Planning and Implementation for GOOS   | 5.2                      | A seulement                                |
| IOC-WMO-UNEP/I-GOOS-IX/3 (Rapport du GOOS n° 176)* | Ninth session of the Intergovernmental Committee for the Global Ocean Observing System (I-GOOS), Paris, France, 10-12 June 2009: executive summary report          | 5.2                      | A seulement                                |
| IOC/EC-XLIII/Inf.4*                                | OceanObs'09 – Ocean Information for Society: sustaining the benefits, realizing the potential, Venice, Italy, 21-25 September 2009. Conference Statement           | 5.2                      | A seulement                                |
| IOC/EC-XLIII/Inf.5*                                | World Climate Conference – 3 High Level Declaration and Brief Note on Global Framework for Climate Services  | 5.3                      | A seulement                                |
| IOC/EC-XLIII/Inf.6*                                | Summary of IOC-WMO Agreements for Joint Activities   | 5.3                      | A seulement                                |
| Série technique de la COI n° 90                    | Séisme et alerte au tsunami du 12 janvier 2010 en Haïti : évaluation post-événement de la performance du CARIBE-EWS  | 6.2                      | A<br>[Résumé<br>exécutif en<br>Ar C E F R] |

| <b>Cote du document</b>             | <b>Titre</b>  | <b>Point de l'ordre du jour</b> | <b>Langues</b> |
|-------------------------------------|---|---------------------------------|----------------|
| IOC/2010/BRO/2*<br>(Projet)         | Ocean Fertilization: A Summary for Policy Makers  | 7.2                             | A seulement    |
| IOC/INF-1276                        | Empowering Developing Countries to sustainably use their coastal resources (Self-driven capacity-building) – Closure report on the SIDA funded project  | 7.3                             | A seulement    |
| IOC/INF-1256                        | Évaluation des évaluations – Conclusions du Groupe d'experts  | 8.1                             | A Ar C E F R   |
| A/64/347*                           | Rapport sur les travaux du Groupe de travail spécial plénier chargé de recommander à l'Assemblée générale un plan d'action pour le mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques | 8.1                             | A Ar C E F R   |
| IOC/CL-2332<br>(Note d'information) | Invitation à la 43 <sup>e</sup> session du Conseil exécutif de la COI – Amélioration de la présentation des rapports en vue de la 43 <sup>e</sup> session du Conseil exécutif de la COI   | 10                              | A E F R        |
| IOC/EC-XLIII/Inf.7                  | Modèle de déclaration d'États membres   | 10                              | A F            |

#### **DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE**

|                           |  |     |             |
|---------------------------|--|-----|-------------|
| IOC/EC-XLI/3*             | Rapport de la 41 <sup>e</sup> session du Conseil exécutif de la COI, Paris, 24 juin – 1 <sup>er</sup> juillet 2008 | 2.1 | A E F R     |
| BSP.2009/WS/7 REV.*       | Priority gender equality: action plan 2008-2013  | 3.3 | A seulement |
| IMO/LC/SG-CO2 3/5*        | Report of the First Meeting of the Intersessional Technical Working Group on Ocean Fertilization                   | 7.2 | A seulement |
| IMO/LP/CO2 2/5*           | Report of the 1st Meeting of the LP Intersessional Legal and Related Issues Working Group on Ocean Fertilization   | 7.2 | Anglais     |
| IMO/LC 31/4*              | Ocean Fertilization, Interim report on Ocean Fertilization Science Overviews                                       | 7.2 | Anglais     |
| IMO/LC 31/15*             | Report of the Thirty-First Consultative Meeting and the Fourth Meeting of Contracting Parties                      | 7.2 | Anglais     |
| Resolution LC-LP.1(2008)* | The Regulation Of Ocean Fertilization  | 7.2 | Anglais     |
| IOC/CL/2339*              | Suivi de la résolution XXV-11 - « Consolider les activités de développement des capacités de la COI »              | 7.3 | A E F R     |
| A/RES/64/71*              | Résolution adoptée par l'Assemblée générale - Les océans et le droit de la mer (2010)                              | 8.1 | A E F R     |
| A/RES/63/111*             | Résolution adoptée par l'Assemblée générale - Les océans et le droit de la mer (2009)                              | 8.1 | A E F R     |

| <b>Cote du document</b> | <b>Titre</b>  | <b>Point de l'ordre du jour</b> | <b>Langues</b> |
|-------------------------|---|---------------------------------|----------------|
| A/RES/60/30*            | Résolution adoptée par l'Assemblée générale<br>- Les océans et le droit de la mer (2006)                  | 8.1                             | A E F R        |
| 159 EX/36*              | Rapport du Directeur général sur le choix de l'emplacement de l'Institut de statistique de l'UNESCO (ISU) | 9.1                             | A E F R        |



## ANNEXE XI

### LISTE DES PARTICIPANTS

#### I. OFFICERS OF THE COMMISSION/ BUREAU DE LA COI/MESA DE LA COI

##### *Chairperson*

Sr. Javier Armando VALLADARES  
Licenciado en Oceanografía Física  
Asesor Científico en Ciencias del Mar  
Dirección de Relaciones Internacionales  
Secretaría de Ciencias, Tecnología e Innovación  
Productiva  
Av. Córdoba 831 4to. Piso  
(C1054AAH) Buenos Aires  
ARGENTINA  
Tel: +54 11 5113 9820  
Fax: +54 11 4312 7203  
E-mail: [javieravalladares09@gmail.com](mailto:javieravalladares09@gmail.com)

##### *Vice-Chairperson*

Dr Savithri (Savi) NARAYANAN  
Dominion Hydrographer/Director-General  
Ocean Sciences–Canadian Hydrographic Service  
Fisheries & Oceans  
615, Booth St., Suite 311  
Ottawa, Ontario, K1A OE6  
CANADA  
Tel: +1 613 995 4413  
Fax: +1 613 947 4369  
E-mail: [savithri.narayanan@dfo-mpo.gc.ca](mailto:savithri.narayanan@dfo-mpo.gc.ca)

##### *Vice-Chairperson*

Sr. Julián Augusto REYNA MORENO  
Capitán de Navío, Secretario Ejecutivo  
Comisión Colombiana del Océano  
Transversal 41, No. 27-50 Piso 4º - CAN  
Bogotá, D.C.  
COLOMBIA  
Tel: +57 1 222 0421/36/49  
Fax: +57 1 222 0416  
E-mail: [seco@cco.gov.co](mailto:seco@cco.gov.co)

##### *Vice-Chairperson*

Prof. Chérif SAMMARI  
Chef, Laboratoire du Milieu Marin  
Institut National des Sciences et Technologies de  
la Mer (INSTM)  
28, rue 2 mars 1934  
2025 Salammbô  
TUNISIA  
Tel: +216 71 730 420/71 277 735  
Fax: +216 71 732 622  
E-mail: [cherif.sammari@instm.rnrt.tn](mailto:cherif.sammari@instm.rnrt.tn) *Vice-*

##### *Vice-Chairperson*

Dr Sang-Kyung BYUN  
Principal Research Scientist  
Climate Change & Coastal Disaster Research  
Dept.  
Korea Ocean Research & Development Institute  
(KORDI)  
Ansan, P.O. Box 29  
425-600 Seoul  
REPUBLIC OF KOREA  
Tel: +82 31 400 6127  
Fax: +81 31 408 5829  
E-mail: [skbyun@kordi.re.kr](mailto:skbyun@kordi.re.kr) *Vice-Chairperson*

##### *Vice-Chairperson*

Mr Nicolai N. MIKHAILOV  
Head, Oceanographic Data Centre  
Russian Federal Service for Hydrometeorology &  
Environmental Monitoring  
All-Russia Research Institute of  
Hydrometeorological Information – WDC  
6, Korolev St., Obninsk  
Kaluga Region 249020  
RUSSIAN FEDERATION  
Tel: +7 084 397 4907  
Fax: +7 095 255 2225  
E-mail: [nodc@meteo.ru](mailto:nodc@meteo.ru)

##### *Past Chairperson*

Prof. David T. PUGH  
Marine Science Advisor  
3, Deeside Court, Dee Hills Park  
Chester CH3 5AU  
UNITED KINGDOM  
Tel: +44 23 8059 6611; (0)12 4434 6454  
Fax: +44 1703 596 395  
E-mail: [d.pugh@mac.com](mailto:d.pugh@mac.com)

**II. MEMBER STATES OF THE IOC  
EXECUTIVE COUNCIL/ETATS MEMBRES DU  
CONSEIL EXECUTIF DE LA COI/ESTADOS  
MIEMBROS DEL CONSEJO EJECUTIVO DE  
LA COI**

**Argentina/Argentine/Argentina**

*Head of Delegation*

H.E. Mr Miguel Angel ESTRELLA  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Argentina to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 45 68 34 38  
Fax: +33 1 43 06 60 35  
E-mail: [dl.argentina@unesco-delegations.org](mailto:dl.argentina@unesco-delegations.org)

*Alternate*

Sr. Javier Armando VALLADARES  
Ministry of Science & Technology  
Av. Córdoba 831, 4to. Piso  
1054 Buenos Aires  
Tel: +54 15 5113 9820  
Fax: +54 11 4312 7203  
E-mail: [javieravalladares@gmail.com](mailto:javieravalladares@gmail.com)  
(Also IOC Chairperson)

*Representatives*

Mr Ariel Hernán TROISI  
Head, Oceanography Dept.  
Navy Hydrographic Service  
Av. Montes de Oca 2124  
C1270ABV Buenos Aires  
Tel/Fax: +54 11 301 3091  
E-mail: [atroisi@hidro.gov.ar](mailto:atroisi@hidro.gov.ar)

Mr José Luís FERNÁNDEZ VALONI  
Advisor, Permanent Delegation of Argentina  
to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 45 68 34 37/38  
Fax: +33 1 43 06 60 35  
E-mail: [j.fernandez-valoni.ar@unesco-delegations.org](mailto:j.fernandez-valoni.ar@unesco-delegations.org)

Ms Erica Silvina LUCERO  
Legal Advisor  
Ministry of Foreign Affairs, International  
Commerce & Culture  
Esmeralda 1212, 15<sup>th</sup> Floor  
Buenos Aires 1007  
Tel: +54 11 4819 8008  
Fax: 54 11 4819 8009  
E-mail: [eel@mrecic.gov.ar](mailto:eel@mrecic.gov.ar)

**Australia/Australie/Australia**

*Head of Delegation*

Dr Peter DEXTER  
International Oceans Policy Advisor  
Bureau of Meteorology  
G.P.O. Box 1289, Melbourne, VIC 3001  
Tel: +61 3 9669 4870; Cell: 0417 353 459  
Fax: +61 3 9669 4725  
E-mail: [p.dexter@bom.gov.au](mailto:p.dexter@bom.gov.au)

*Representative*

Ms Anne SIWICKI  
Policy Officer  
Permanent Delegation of Australia to UNESCO  
4, rue Jean Rey, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4059 3344  
Fax: +33 1 4059 3353  
E-mail: [anne.siwicki@dfat.gov.au](mailto:anne.siwicki@dfat.gov.au)

**Belgium/Belgique/Bélgica**

*Head of Delegation*

Mr Rudy L. HERMAN  
Senior Researcher  
IOC/UNESCO Representative for Belgium  
Member of Flanders UNESCO Commission  
Dept. of Economy, Science & Innovation  
Policy Support & Academic Policy  
Koning Albert II-laan 35 bus 10  
1030 Brussels  
Tel: +32 2 553 6001  
Fax: +32 2 553 6007  
E-mail: [rudy.herman@ewi.vlaanderen.be](mailto:rudy.herman@ewi.vlaanderen.be)

*Alternate*

Mr David COX  
Programme Manager  
Belgian Science Policy Office  
Avenue Louise, 231, 1050 Brussels  
Tel: +32 2 238 3403  
Fax: +32 2 238 3700  
E-mail: [david.cox@belspo.be](mailto:david.cox@belspo.be)

**Brazil/Brésil/Brasil**

*Head of Delegation*

H.E. Mr João Carlos DE SOUZA-GOMES  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Brazil to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2838  
Fax: +33 1 4783 2840  
E-mail: [j.souza-gomes.br@unesco-delegations.org](mailto:j.souza-gomes.br@unesco-delegations.org)

*Alternate*

Mr Luiz Fernando PALMER FONSECA  
Vice-Admiral  
Director, Directorate of Hydrography &  
Navigation (DHN)  
Rua Barão de Jaceguai, s/nr  
Ponta da Armação, Niteroi  
CEP 24048-900 Rio de Janeiro  
Tel: +55 21 2189 3003  
Fax: +55 21 2189 3063  
E-mail: [palmer@dhn.mar.mil.br](mailto:palmer@dhn.mar.mil.br)

*Representatives*

Ms Maria Cordélia SOARES MACHADO  
Coordinator for Ocean & Antarctic  
Affairs  
Ministry of Sciences & Technology  
Esplanada dos Ministerios, Bloco E, Sla 230  
Brasilia D.F. 70067 900  
Tel: + 55 61 3317 7854  
Fax: +55 61 3317 7854  
E-mail: [mmachado@mct.gov.br](mailto:mmachado@mct.gov.br)

Ms Marcia DONNER  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Brazil to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2838  
E-mail: [m.donner.br@unesco-delegations.org](mailto:m.donner.br@unesco-delegations.org)

*Advisors*

Mr Eron de Oliveira PESSANHA  
Interministerial Commission for the Resources of  
the Sea – SECIRM  
Esplanada dos Ministerios, Bloco N, Anexo B  
Brasilia, D.F. CEP 70055-900  
Tel: +55 61 3429 1323  
Fax: +55 61 3429 1338  
E-mail: [eron.pessanha@gmail.com](mailto:eron.pessanha@gmail.com)

Mr Flavio Luis GIACOMAZZI  
Interministerial Commission for the Resources of  
the Sea – SECIRM  
Esplanada dos Ministerios, Bloco N, Anexo B  
Brasilia, DF CEP 70055-900  
Tel: +55 61 3429 1337  
Fax: +55 61 3429 1338  
E-mail: [flgiacomazzi@yahoo.combr](mailto:flgiacomazzi@yahoo.combr)

Ms Marcia Helena CARVALHO RAMOS  
Advisor of External Relations  
Directorate of Hydrography & Navigation – DHN  
Rua Barão de Jaceguai, s/nr – Ponta da  
Armação  
Niteroi, Rio de Janeiro CEP 24048-900  
Tel: +55 21 2189 3578  
Fax: +55 21 2189 3088  
E-mail: [marcia@dhn.mar.mil.br](mailto:marcia@dhn.mar.mil.br)

Mr Frederico Antonio SARAIVA NOGUEIRA  
Advisor of External Relations  
Directorate of Hydrography & Navigation – DHN  
Rua Barão de Jaceguai, s/nr – Ponta da Armação  
Niteroi, Rio de Janeiro CEP 24048-900  
Tel: +55 21 2189 3380  
Fax: +55 21 2189 3088  
E-mail: [frederico.asn@gmail.com](mailto:frederico.asn@gmail.com)

Mr Alexandre BRASIL DA SILVA  
First Secretary  
Permanent Delegation of Brazil to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2838  
E-mail: [a.brasil-da-silva.br@unesco-delegations.org](mailto:a.brasil-da-silva.br@unesco-delegations.org)  
[Alexandre.brasil@itamaraty.gov.br](mailto:Alexandre.brasil@itamaraty.gov.br)

**Canada/Canada/Canadá**

*Head of Delegation*

Dr Savithri (Savi) NARAYANAN  
Dominion Hydrographer  
Director-General, Ocean Sciences  
Canadian Hydrographic Service  
Fisheries & Oceans, Canada  
615 Booth St., Suite 311  
Ottawa, Ontario K1A 0E6  
Tel: +1 613 995 4413  
Fax: +1 613 947 4369  
E-mail: [savithri.narayanan@dfo-mpo.gc.ca](mailto:savithri.narayanan@dfo-mpo.gc.ca)  
**(Also IOC Vice-Chairperson)**

*Representatives*

Ms Helen C. JOSEPH  
Director, Oceanography & Climate Branch  
Canadian Sciences–Canadian Hydrographic  
Service  
Fisheries & Oceans, Canada  
615, Booth St., Room 336A  
Ottawa, Ontario K1A 0E6  
Tel: +1 613 990 6930  
Fax: +1 613 990 6131  
E-mail: [helen.joseph@dfo-mpo.gc.ca](mailto:helen.joseph@dfo-mpo.gc.ca)

Mr Val SWAIL  
Manager, Climate Data & Analysis  
Environment Canada  
4905 Dufferin St., Downsview  
Ontario M5H 5T4  
Tel: +1 416 739 4347  
Fax: +1 416 739 5700  
E-mail: [val.swail@ec.gc.ca](mailto:val.swail@ec.gc.ca)

Ms Dominique LEVASSEUR  
Senior Programme Officer  
Permanent Delegation of Canada to UNESCO  
5, rue de Constantine, Paris 75007, FRANCE  
Tel: +33 1 4443 2571  
Fax: +33 1 4443 2579  
E-mail: [dominique.levasseur@international.gc.ca](mailto:dominique.levasseur@international.gc.ca)  
*Advisors*

Mr Geoffrey L. HOLLAND  
Senior Advisor to Fisheries & Oceans Canada  
2WE Associates Consulting Ltd.  
1267, Gabriola Drive  
Parksville B.C., V9P 2T5  
Tel/Fax: +1 250 954 1343  
E-mail: [hollandg@telus.net](mailto:hollandg@telus.net)

Dr Jean-Claude BRETHERS  
Directeur du Comité des programmes en  
Océanographie  
Institut des Sciences de la Mer de Rimouski  
Université du Québec à Rimouski  
300, allée des Ursulines  
Rimousi, Quebec G5L 3A1  
Tel: +1 418 723 1986, Poste 1779  
Fax: +1 418 724 1842  
E-mail: [jean-claude\\_brethes@uqar.ca](mailto:jean-claude_brethes@uqar.ca)

#### **Chile/Chili/Chile**

##### *Head of Delegation*

Mr Juan Carlos CUNEO ARENALDI  
Deputy-Director  
Hydrographic & Oceanographic Service of the  
Chilean Navy  
Errazuriz 254 Playa Ancha  
2360167 Valparaíso  
Tel: +56 32 226 6501  
Fax: +56 32 226 6542  
E-mail: [jcuneco@shoa.cl](mailto:jcuneco@shoa.cl)

##### *Advisor*

Mr Jorge Andres GAETE VILCHES  
Head, Tides Section, Oceanography Dept.  
Hydrographic & Oceanographic Service of the  
Chilean Navy  
Errazuriz 254 Playa Ancha  
2360167 Valparaíso  
Tel: +56 32 226 6677  
Fax: +56 32 226 6542  
E-mail: [jgaete@shoa.cl](mailto:jgaete@shoa.cl)

#### **China/Chine/China**

##### *Head of Delegation*

Mr Zhanhai ZHANG  
Director-General  
Dept. of International Cooperation  
State Oceanic Administration  
1, Fuxingmenwai Ave., Beijing 100860

Tel: +86 10 6804 8051  
Fax: +86 10 6804 8061  
E-mail: [zhangzhanhai@pric.gov.cn](mailto:zhangzhanhai@pric.gov.cn)

##### *Representatives*

Ms Shao Hua LIN  
Honorary Director  
National Marine Data & Information Service  
93, Liuwei Rd., Hedong District, Tianjin 300171  
Tel: +86 22 2401 0821  
Fax: +86 22 2401 0926  
E-mail: [shlin@mail.nmdis.gov.cn](mailto:shlin@mail.nmdis.gov.cn)

Mr Ya Feng YANG  
Project Officer  
Dept. of International Cooperation  
State Oceanic Administration  
1, Fuxingmenwai Ave., Beijing 100860  
Tel: +86 10 6804 8051  
Fax: +86 10 6804 8051  
E-mail: [yf@soa.gov.cn](mailto:yf@soa.gov.cn)

Prof. Juying WANG  
National Marine Environment Monitoring Center  
42, Linghe St., Dalian 116023  
Tel: +86 411 8478 2526  
Fax: +86 411 8478 2586  
E-mail: [jywang@nmemc.gov.cn](mailto:jywang@nmemc.gov.cn)

Prof. Jilan SU  
Second Institute of Oceanography, SOA  
36, Baoshubel Rd., Hangzhou, Zhejiang 310012  
Tel: +86 571 8883 0507  
Fax: +86 571 8807 1539  
E-mail: [sjl@sio.org.cn](mailto:sjl@sio.org.cn)

Prof. Xianyao CHEN  
First Institute of Oceanography, SOA  
6, Xianxiajing Rd., Qingdao, Shandong 266081  
Tel: +86 532 8896 1709  
Fax: +86 532 8896 1307  
E-mail: [chenxy@fio.org.cn](mailto:chenxy@fio.org.cn)

Mr Jilu WU  
Associate Professor  
China Institute for Marine Affairs, SOA  
1, Fuxingmenwai Ave., Beijing 100860  
Tel: +86 10 6804 7761  
Fax: +86 532 8896 6803 0767  
E-mail: [jilwu@cima.gov.cn](mailto:jilwu@cima.gov.cn)

#### **Colombia/Colombie/Colombia**

##### *Head of Delegation*

Mr Julián Augusto REYNA MORENO  
Capitán de Navío  
Comisión Colombiana del Océano  
Carrera 54 No. 26-50, Piso 4 CAN, Bogotá D.C.

Tel: +57 1 222 0449/36/21  
Fax: +57 1 222 0416  
E-mail: [oceano@cco.gov.co](mailto:oceano@cco.gov.co)  
(Also IOC Vice-Chairperson)

**Congo/**

Not Represented

**Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire/Côte d'Ivoire**

*Head of Delegation*

Dr Siaka Barthélémy BAMBA  
Directeur, Centre de Recherches  
Océanologiques  
29, rue des Pêcheurs, Treichville, B.P.V. 18  
Abidjan  
Tel: +255 2135 6448  
Fax: +225 2135 1155  
E-mail: [bambasb@hotmail.com](mailto:bambasb@hotmail.com)

*Representative*

Mr Aka Marcel KOUASSI  
Deputy-Director  
Centre for Oceanographic Research  
29, rue des Pêcheurs, B.P.V. 18  
Abidjan  
Tel: +225 2135 6448  
Fax: +225 2135 1155  
E-mail: [kouassi12@hotmail.com](mailto:kouassi12@hotmail.com)

Prof. Kouadio AFFIAN  
Directeur du CURAT  
Remote Sensing Center for Applied Research  
Université de Cocody  
22 BP 582 Abidjan 22  
Tel: 225 2244 5270  
Fax: 225 2244 5270  
E-mail: [k\\_affian@yahoo.fr](mailto:k_affian@yahoo.fr)  
(Also representing I-GOOS)

**Cuba/Cuba/Cuba**

*Head of Delegation*

Mr Guillermo GARCIA MONTERO  
Director, Acuario Nacional de Cuba  
Presidente, Comité Nacional Oceanográfico  
Avenida 1ra y calle 60, Miramar Playa,  
Habana  
Tel: +537 203 6401-06  
Fax: +537 209 2737  
E-mail: [guillermog@acuaronacional.cu](mailto:guillermog@acuaronacional.cu)

**Ecuador/Equateur/Ecuador**

*Head of Delegation*

Mr Jorge Alejandro CARDENAS AMORES  
INOCAR Director  
Oceanographic Institute of the Ecuadorian Navy

Av. 25 de Julio, via Al Puerto Marítimo  
Base Naval Sur, Guayaquil 593  
Tel: +593 42 480 033  
Fax: +593 42 485 166  
E-mail: [sudireccion@inocar.mil.ec](mailto:sudireccion@inocar.mil.ec)

*Advisor*

Mr Edwin Belisario PINTO USCOCOVICH  
Head, Marine Sciences Dept.  
Oceanographic Institute of the Ecuadorian Navy  
Av. 25 de Julio, via Al Puerto Marítimo  
Base Naval Sur, Guayaquil 593  
Tel: +593 42 481 300, Ext. 1201  
Fax: +593 42 485 166  
E-mail: [cctmar@inocar.mil.ec](mailto:cctmar@inocar.mil.ec)

**Egypt/Egypte/Egipto**

*Head of Delegation*

Prof. Aida Botros TADROS  
Acting Head of Marine Environmental Division  
National Institute of Oceanography & Fisheries  
Qayed Bay, Anfoushy, Alexandria  
Tel: +203 480 1553  
Fax: +203 480 1174  
E-mail: [bt\\_aida@yahoo.com](mailto:bt_aida@yahoo.com)

*Representative*

Prof. Mohamed SAID  
National Institute of Oceanography & Fisheries  
(NIOF)  
Kayet Bey, Alexandria  
Tel: +20 12 377 9117  
Fax: +20 3 480 1174  
E-mail: [mamsaid2@hotmail.com](mailto:mamsaid2@hotmail.com)

**France/France/Francia**

*Head of Delegation*

Mr François GÉRARD  
Président du CN-COI  
Tour Pascal B, 92055 La Défense Cedex  
Tel: +33 1 4081 2388  
Fax: +33 1 4081 6888  
E-mail: [francois.gerard@developpement-durable.gouv.fr](mailto:francois.gerard@developpement-durable.gouv.fr)

*Alternate*

Mme Inès DE SOUZA LUMMAUX  
Délégation de France auprès de l'UNESCO  
1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15  
Tel: +33 1 4568 3503  
E-mail: [dl.france@unesco.org](mailto:dl.france@unesco.org)

*Representatives*

Mme Frederique MARTINI  
Chef, Bureau des Risques Météorologiques  
Direction Générale de la prévention des Risques  
Arche Nord, 92055 La Defense Cedex  
Tel: +33 1 4081 8858  
Fax: + 33 1 4081 8983  
E-mail: [frederique.martini@developpement-durable.gouv.fr](mailto:frederique.martini@developpement-durable.gouv.fr)

Mme Stephanie BELNA  
Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du  
Développement durable et de la Mer (MEEDDM)  
246, [blvd. St. Germain](#), 75006 Paris

Mr Gilles BESSERO  
Directeur Général  
Service Hydrographique et Océanographique de  
la Marine (SHOM)  
2, av. Pasteur, 94160 St. Mandé  
Tel: +33 1 5366 9776  
Fax: +33 1 4174 9425  
E-mail: [gilles.bessero@shom.fr](mailto:gilles.bessero@shom.fr)

Mme Claudiane CHEVALIER  
[Institut Français de Recherche pour l'Exploitation  
de la Mer](#) (IFREMER)  
155, rue Jean-Jacques Rousseau  
92138 Issy-les-Moulineaux Cedex  
Tel: +33 1 4648 2182  
Fax: +33 1 4648 2188  
E-mail: [claudiane.chevalier@ifremer.fr](mailto:claudiane.chevalier@ifremer.fr)

Mr Bernard FRONTERO  
Commission Nationale Française pour l'UNESCO  
(CNFU)  
57, blvd. des Invalides  
75007 Paris  
Tel: +33 1 5369 3996  
Fax: +33 1 5369 3223  
E-mail: [bernard.frontero@diplomatie.gouv.fr](mailto:bernard.frontero@diplomatie.gouv.fr)

Mr Elie JARMACHE  
Secrétariat Général de la Mer (SG-MER)  
16, blvd. Raspail  
75007 Paris  
Tel: +33 1 4275 6658  
Fax: +33 1 4275 6678  
E-mail: [elie.jarmache@pm.gouv.fr](mailto:elie.jarmache@pm.gouv.fr)

Mme Aline KUSTER-MENAGER  
Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du  
Développement durable et de la Mer (MEEDDM)  
246, blvd. St. Germain  
75006 Paris

Mme. Laurence PETITGUILLAUME  
Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du  
Développement durable et de la Mer (MEEDDM)  
246, blvd. St. Germain  
75006 Paris

Mr François SCHINDELE  
Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA)  
B.P. 12  
91680 Bruyère Le Châtel  
Tel: +33 1 6926 5063  
Fax: +33 1 6926 7023  
E-mail: [francois.schindele@cea.fr](mailto:francois.schindele@cea.fr)

Mme Gwladys THEUILLON  
Service Hydrographique et Océanographique de la  
Marine (SHOM)  
Direction de la Stratégie, de la Planification et des  
Relations Extérieures  
2, av. Pasteur  
94160 St. Mandé  
Tel: +33 1 5366 9781  
Fax: +33 1 4174 9424  
E-mail: [gwladys.theuillon@shom.fr](mailto:gwladys.theuillon@shom.fr)

**Germany/Allemagne/Alemania**

*Head of Delegation*

Ms Monika BREUCH-MORITZ  
President, Federal Maritime and Hydrographic  
Agency (BSH)  
Bernhard-Nocht-Str. 78  
20359 Hamburg  
Tel: +49 40 3190 1000  
Fax: +49 40 3190 1004  
E-mail: [monika.breuch-moritz@bsh.de](mailto:monika.breuch-moritz@bsh.de)

*Alternate*

Dr Anna von GYLDEFELDT  
Federal Maritime and Hydrographic Agency (BSH)  
Bernhard-Nocht-Str. 78  
20359 Hamburg  
Tel: +49 40 3190 3111  
Fax: +49 40 3190 5032  
E-mail: [anna.gyldenfeldt@bsh.de](mailto:anna.gyldenfeldt@bsh.de)

*Representatives*

Mr Reinhold OLLIG  
Ministerialrat, Bundesministerium für Bildung und  
Forschung  
Heinemannstr. 2  
53175 Bonn  
Tel: +49 228 9957 3469  
Fax: +49 228 9957 83469  
E-mail: [reinhold.ollig@bmbf.bund.de](mailto:reinhold.ollig@bmbf.bund.de)

Dr Ulrich WOLF  
Bundesministerium für Bildung und Forschung  
Heinemannstr. 2  
53175 Bonn  
Tel: +49 228 9957 3594  
Fax: +49 228 9957 83594  
E-mail: [ulrich.wolf@bmbf.bund.de](mailto:ulrich.wolf@bmbf.bund.de)

Ms Gudrun ROSENHAGEN  
Deutscher Wetterdienst (DWD)  
Bernhard-Nocht-Str. 76  
20359 Hamburg  
Tel: +49 40 6690 1850  
Fax: +49 40 6690 1952  
E-mail: [gudrun.rosenhagen@dwd.de](mailto:gudrun.rosenhagen@dwd.de)

Ms Jana RICHTER  
Permanent Delegate  
German Embassy  
13/15, av. Franklin D. Roosevelt  
75008 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 5383 4629  
Fax: +33 1 5383 4667  
E-mail: [janarichter82@gmail.com](mailto:janarichter82@gmail.com)

### **Ghana/Ghana/Ghana**

#### *Head of Delegation*

Mr Ayaa K. ARMAH  
University of Ghana  
Dept. of Oceanography & Fisheries  
P.O. Box LG 99, Legon  
Tel: +233 21 514 614  
Fax: +233 24 477 1707  
E-mail: [akarmah@yahoo.com](mailto:akarmah@yahoo.com)

### **Greece/Grèce/Grecia**

#### *Head of Delegation*

Dr Evangelos PAPATHANASIOU  
Director of Research  
Hellenic Centre for Marine Research  
46,7 km Athens–Sounio, Mavro Lithari  
P.O. Box 712, 19013 Anavissos, Attica  
Tel: +30 22 9107 6381  
Fax: +30 22 9107 6347  
E-mail: [vpapath@ath.hcmr.gr](mailto:vpapath@ath.hcmr.gr)

#### *Representatives*

Dr Aristomenis P. KARAGEORGIS  
Research Director, Geologist-Oceanographer  
Hellenic Centre for Marine Research  
Institute of Oceanography  
Ministry of Development  
General Secretariat for Research & Technology  
46.7-km, Athens–Sounio, Marvo Lithari  
P.O. Box 712, 119013 Anavissos, Attica  
Tel: +30 22 9107 6369  
Fax: +30 22 9107 6347  
E-mail: [ak@ath.hcmr.gr](mailto:ak@ath.hcmr.gr)

Mrs Eleni LEIVADITOU  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Greece to UNESCO

1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3013  
Fax: + 33 1 4306 0030  
E-mail: [e.leivaditou.gr@unesco-delegations.org](mailto:e.leivaditou.gr@unesco-delegations.org)

Mrs. Maria LEVANTI  
Counsellor, Permanent Delegation of Greece to  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2985  
Fax: + 33 1 4306 0030  
E-mail: [m.levanti.gr@unesco-delegations.org](mailto:m.levanti.gr@unesco-delegations.org)

Mr Aris LEFAKIS  
Intern, Permanent Delegation of Greece to  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2982  
Fax: +33 1 4306 0030  
E-mail: [lefakisaris@hotmail.com](mailto:lefakisaris@hotmail.com)

Ms Despoina BITZIOU  
Intern, Permanent Delegation of Greece to  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2982  
Fax: +33 1 4306 0030  
E-mail: [despoinabitziou@hotmail.com](mailto:despoinabitziou@hotmail.com)

### **India/Inde/India**

#### *Head of Delegation*

Dr Shailesh NAYAK  
Secretary, Ministry of Earth Sciences  
Govt. of India  
CGO Complex, Block 12, Lodhi Rd.  
New Delhi 110003  
Tel: +91 11 2436 0874/2436 2548  
Fax: +91 11 2436 2644/2432 0336  
E-mail: [secretary@moes.gov.in](mailto:secretary@moes.gov.in)

#### *Alternate*

Mr B. S. YADAV  
Counsellor, Permanent Delegation of India to  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2960  
E-mail: [b.yadar.in@unesco-delegations.org](mailto:b.yadar.in@unesco-delegations.org)

#### *Representatives*

Dr Satheesh Chandra SHENOI  
Director, Indian National Centre for Ocean  
Information Services (INCOIS)  
500055 Hyderabad  
Tel: +91 40 2389 5000  
Fax: +91 40 2389 5001  
E-mail: [shenoi@incois.gov.in](mailto:shenoi@incois.gov.in)

Dr K. SOMASUNDAR  
Director, Ministry of Earth Sciences  
Govt. of India  
Mahasagar Bhawan, Block 12, Lodhi Rd.  
New Delhi 10003  
Tel: +91 11 2430 6831  
Fax: +91 11 2436 0336  
E-mail: [somadod@gmail.com](mailto:somadod@gmail.com)

H.E. Mr Tresna Dermawan KUNAEFI  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of the Republic of  
Indonesia to UNESCO  
1 rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2972  
Fax: +33 1 4566 0237  
E-mail: [dl.indonesia@unesco-delegations.org](mailto:dl.indonesia@unesco-delegations.org)

### Japan/Japon/Japón

#### *Head of Delegation*

Dr Toshio YAMAGATA  
Dean, School of Science, University of Tokyo  
Chairman, National Committee for IOC  
7-3-1 Hongo, Bunkyo-ku, Tokyo 113-0033  
Tel: +81 3 5841 4297  
Fax: +81 3 5841 8791  
E-mail: [yamagata@eps.s.u-tokyo.ac.jp](mailto:yamagata@eps.s.u-tokyo.ac.jp)

#### *Alternate*

Prof. Yutaka MICHIDA  
University of Tokyo  
Member of National Committee for IOC  
Kashiwanoha 5-1-5, Kashiwa 277-8564  
Tel: +81 4 7136 6362  
Fax: +81 4 7136 6362  
E-mail: [ymichida@aori.u-tokyo.ac.jp](mailto:ymichida@aori.u-tokyo.ac.jp)

#### *Representatives*

Prof. Yasuwo FUKUYO  
University of Tokyo  
Member of National Committee for IOC  
1-1-1, Yayoi, Bunkyo-ku, Tokyo 113-8657  
Tel: +81 3 5841 2782  
Fax: +81 3 5841 8040  
E-mail: [ufukuyo@mail.ecc.u-tokyo.ac.jp](mailto:ufukuyo@mail.ecc.u-tokyo.ac.jp)

Dr Kazuhiro KITAZAWA  
Advisor to the Director, Planning Dept.  
Japan Agency for Marine-Earth Science &  
Technology (JAMSTEC)  
2-15 Natsushima-cho, Yokosuka 237-0061  
Tel: +81 46 867 9191  
Fax: +81 46 867 9195  
E-mail: [kitazawa@jamstec.go.jp](mailto:kitazawa@jamstec.go.jp)

Dr Takeshi KAWANO  
Program Director, Ocean Climate Change  
Research Program  
Research Institute for Global Change  
Japan Agency for Marine-Earth Sciences &  
Technology (JAMSTEC)  
2-15 Natsushima-cho, Yokosuka  
Kanagawa 237-0061  
Tel: +81 46 867 9471  
Fax: +81 46 867 9455  
E-mail: [kawanot@jamstec.go.jp](mailto:kawanot@jamstec.go.jp)

Mr Yoshiaki KANNO  
Senior Scientific Officer  
Marine Division, Japan Meteorological Agency  
1-3-4, Ote-machi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8122  
Tel: +81 3 3212 8341, Ext. 5123  
Fax: +81 3 3211 3047  
E-mail: [ykanno@met.kishou.go.jp](mailto:ykanno@met.kishou.go.jp)

Mr Takeshi KOIZUMI  
Senior Coordinator for International Earthquake &  
Tsunami Information  
Japan Meteorological Agency  
1-3-4, Ote-machi, Chiyoda-ku, Tokyo 100-8122  
Tel: +81 3 3212 8341, Ext. 4552  
Fax: +81 3 3215 2963  
E-mail: [t-koizumi@met.kishou.go.jp](mailto:t-koizumi@met.kishou.go.jp)

Mr Tetsuhito MINAMI  
Senior Specialist for Cooperation with UNESCO  
Ministry of Education, Culture, Sports, Science &  
Technology  
3-2-2, Kasumigaseki, Chiyoda-ku  
Tokyo 100-8959  
Tel: +81 3 6734 2585  
Fax: +81 3 6734 3679  
E-mail: [tminami@mext.go.jp](mailto:tminami@mext.go.jp)

Mr Osamu MIYAKI  
Japan Agency for Marine-Earth Science &  
Technology (JAMSTEC)  
2-15 Natsushima-cho, Yokosuka  
Kanagawa 237-0061  
Tel: +81 46 867 9228  
Fax: +81 46 867 9195  
E-mail: [miyakio@jamstec.go.jp](mailto:miyakio@jamstec.go.jp)

H.E. Mr Tadamichi YAMAMOTO  
Ambassador Extraordinary & Plenipotentiary  
Permanent Delegation of Japan to UNESCO  
100, av. de Suffren, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 5359 2700  
Fax: +33 1 5359 2727  
E-mail:

Ms Sonoko WATANABE  
Minister-Counsellor  
Permanent Delegation of Japan to UNESCO  
100, av. de Suffren, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 5359 2700  
Fax: +33 1 5359 2727  
E-mail: [s.watanabe.jp@unesco-delegations.org](mailto:s.watanabe.jp@unesco-delegations.org)

Ms Suzuka SAKASHITA  
First Secretary  
Permanent Delegation of Japan to UNESCO  
100, av. de Suffren, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 5359 2716  
Fax: +33 1 5359 2727  
E-mail: [s.sakashita.jp@unesco-delegations.org](mailto:s.sakashita.jp@unesco-delegations.org)

Prof. Koji INOUE  
Associate Professor  
University of Tokyo  
Kashiwanoha 5-1-5, Kashiwa, Chiba 277-8564  
Tel: +81 4 7136 6212  
Fax: +81 4 7136 6039  
E-mail: [inouek@aori.u-tokyo.ac.jp](mailto:inouek@aori.u-tokyo.ac.jp)

### **Kenya/Kenya/Kenya**

#### *Head of Delegation*

Mr Johnson KAZUNGU  
Executive Director  
Kenya Marine & Fisheries Research Institute  
P.O. Box 81651, Code 80100, Mombasa  
Tel: +254 11 475 1517  
Fax: +254 11 475 157  
E-mail: [jkazungu@kmfri.co.ke](mailto:jkazungu@kmfri.co.ke)

#### *Alternate*

H.E. Ms Mary KHIMULU  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Kenya to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3281  
Fax: + 33 1 4568 3283  
E-mail: [m.khimulu.ke@unesco-delegations.org](mailto:m.khimulu.ke@unesco-delegations.org)

#### *Representatives*

Mr Boniface W. WANYAMA  
Deputy Secretary-General (Natural Science)  
Kenya National Commission for UNESCO  
14<sup>th</sup> Floor, National Bank Building  
Harambee Av., P.O. Box 72107, 00200 Nairobi  
Tel: +254 20 229 053/4  
Mob: +254 721 434 057  
Fax: +254 20 213 025  
E-mail: [bwwekesa@yahoo.com](mailto:bwwekesa@yahoo.com)

Mr John-Paul OLUOCH  
Senior Research Scientist  
Permanent Delegation of Kenya to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3281  
Fax: + 33 1 4568 3283  
E-mail: [j.oluoch.ke@unesco-delegations.org](mailto:j.oluoch.ke@unesco-delegations.org)

### **Madagascar/Madagascar/Madagascar**

#### *Head of Delegation*

Mr Jean-Jacques RANDRIAFAMANTANANTSOA  
Conseiller Scientifique  
Délégation Permanente de Madagascar auprès de  
l'UNESCO  
Responsable de la Francophonie  
40, rue du General Foy, 75008 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4293 3477  
Fax: +33 1 4522 2289  
E-mail: [depemadu@wanadoo.fr](mailto:depemadu@wanadoo.fr)  
*Representative*

Mr Ny Toky ANDRIAMANJATO  
Délégation Permanente de Madagascar auprès de  
l'UNESCO  
Responsable de la Francophonie  
40, rue du General Foy  
75008 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4293 3477  
Fax: +33 1 4522 2289  
E-mail: [depemadu@wanadoo.fr](mailto:depemadu@wanadoo.fr)

### **Malaysia/Malaisie/Malasia**

#### *Head of Delegation*

Prof. Dr Nor Aieni Binti HAJI MOKHTAR  
Under Secretary/Director  
National Oceanography Directorate  
Ministry of Science, Technology & Innovation  
Level 6, Block C4, Complex C  
Federal Govt. Administrative Centre  
62662 Putrajaya  
Tel: +603 8885 8201  
Fax: +603 8889 3008  
E-mail: [noraieni@mosti.gov.my](mailto:noraieni@mosti.gov.my)

#### *Alternate*

Mr Mohamed Zaini Bin ABDUL RAHMAN  
Science Attaché  
Permanent Delegation of Malaysia to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3522  
Fax: +33 1 4273 3352  
Email: [mz.abdul-rahman.my@unesco-delegations.org](mailto:mz.abdul-rahman.my@unesco-delegations.org)

### **Mauritius/Maurice/Mauricio**

#### *Head of Delegation*

Dr Mitrasen BHIKAJEE  
Director, Mauritius Oceanography Institute  
4<sup>th</sup> Floor, France Centre, Victoria Av.  
Quatre Bornes  
Tel: +230 427 4432  
Fax: +230 427 4433  
E-mail: [director@moi.intnet.mu](mailto:director@moi.intnet.mu)

## **Mexico/Mexique/México**

### *Head of Delegation*

H.E. Mr Carlos DE ICAZA  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Mexico to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3355  
Fax: +33 1 9734 9245  
E-mail: [dl.mexique@unesco-delegations.org](mailto:dl.mexique@unesco-delegations.org)

### *Alternate*

Mr Francisco BRIZUELA-VENEGAS  
Director-General  
Dirección General de Educación en Ciencia y  
Tecnología del Mar – SEP-SEMS  
Viaducto Miguel Alemán 806  
México, D.F. 03810  
Tel/Fax: +52 55 3601 8501  
E-mail: [fbrizuela\\_venegas@yahoo.com.mx](mailto:fbrizuela_venegas@yahoo.com.mx)

### *Representative*

Ms Cecilia VILLANUEVA BRACHO  
Déléguée Permanente Adjointe  
Delegación Permanente de México ante la  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, France  
Tel: +33 1 4568 3487  
Fax: +33 1 4734 9245  
E-mail: [c.villanueva-bracho.mx@unesco-delegations.org](mailto:c.villanueva-bracho.mx@unesco-delegations.org)

### *Advisor*

Mr Ismael MADRIGAL-MONNAREZ  
Responsable del Sector de Ciencias  
Delegación Permanente de México ante la  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, France  
Tel: +33 1 4568 3487  
Fax: +33 1 4734 9245  
E-mail: [i.madrigal-monarrez.mx@unesco-delegations.org](mailto:i.madrigal-monarrez.mx@unesco-delegations.org)

## **Peru/Pérou/Perú**

### *Head of Delegation*

Mr Javier GAVIOLA  
Director of Hydrography & Navigation  
Avenida Gamarra 500, Chucuito–Callao  
Lima 80  
Tel: +51 1 465 8312  
Fax: +51 1 4613 6744  
E-mail: [jgaviola@dhn.mil.pe](mailto:jgaviola@dhn.mil.pe)

### *Alternate*

Mr Alfredo PICASSO de OYAGÜE  
Technical & Scientific Attaché  
Permanent Delegation of Peru to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4527 6342  
Fax: +33 1 4568 2920  
E-mail: [al.picasso@orange.fr](mailto:al.picasso@orange.fr)

### *Representative*

Mr Mario BUSTAMANTE  
Counsellor, Permanent Delegation of Peru to  
UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2931  
Fax: +33 1 4568 2920  
E-mail: [m.bustamante.pe@unesco-delegations.org](mailto:m.bustamante.pe@unesco-delegations.org)

## **Portugal**

### *Head of Delegation*

Prof. Mario RUIVO  
Chairman, Portuguese Committee for IOC  
Av. Infante Santo 42/4<sup>th</sup> Floor  
Lisbon 1350  
Tel: 351 21 390 4330  
Fax: 351 21 395 2212  
E-mail: [cointersec.presid@fct.mces.pt](mailto:cointersec.presid@fct.mces.pt)

### *Alternate*

Mr Pedro Sousa ABREU  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Portugal to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: 33 1 4568 0000  
E-mail: [p.sousa-abreu.pt@unesco-delegations.org](mailto:p.sousa-abreu.pt@unesco-delegations.org)

### *Representatives*

Mr Frederico NASCIMENTO  
Head, Division of Multilateral Affairs  
Ministry of Foreign Affairs  
Largo de Rivas N° 1  
Lison 1350  
Tel: +351 9 6441 2561  
E-mail: [frederico.nascimento@mme.pt](mailto:frederico.nascimento@mme.pt)

Ms Teresa SALADO  
Attachée  
Permanent Delegation of Portugal to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 45 68 30 54  
E-mail: [t.salado.pt@unesco-delegations.org](mailto:t.salado.pt@unesco-delegations.org)

**Republic of Korea/République de  
Corée/República de Corea**

*Head of Delegation*

Dr Jang-Won SEO  
Director, Marine Meteorology Division  
Observation Infrastructure Bureau  
Korea Meteorological Administration  
45 Gisangcheong-gil, Dongjak-gu  
Seoul 156-720  
Tel: +82 2 2181 0742  
Fax: +82 2 2181 0749  
E-mail: [jwseo@kma.go.kr](mailto:jwseo@kma.go.kr)

*Alternate*

H.E. Mr Ki-Won JANG  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of the Republic of Korea  
to UNESCO  
33, av. du Maine, Paris 75015, FRANCE  
Tel: +33 1 4410 2400  
Fax: +33 1 4335 3824  
E-mail: [a.manescu.ke@unesco-delegations.org](mailto:a.manescu.ke@unesco-delegations.org)

*Representatives*

Dr Sang-Kyung BYUN  
Principal Research Scientist  
Dept. of Climate Change & Coastal Disaster  
Korea Ocean Research & Development Institute  
1270 Sadong, Ansan 426 744  
Tel: +82 31 400 6127  
Fax: +81 31 408 5829  
E-mail: [skbyun@kordi.re.kr](mailto:skbyun@kordi.re.kr)  
(Also IOC Vice-Chairperson)

Ms Jeonghee JEONG  
Marine Territory & Development Division  
Ministry of Land, Transport & Maritime Affairs  
88, Gwanmum-ro, Gwacheon-city 427 712  
Tel: +82 2 2110 8458  
Fax: +82 2 502 0341  
E-mail: [ellisa@korea.kr](mailto:ellisa@korea.kr)

Mr Hyun-Young KIM  
Deputy-Director  
Center for International Cooperative Programs  
Korea Ocean Research & Development Institute  
1270 Sadong, Ansan 426 744  
Tel: +82 31 400 7750  
Fax: +82 31 401 6925  
E-mail: [hykim@kordi.re.kr](mailto:hykim@kordi.re.kr)

Mr Ok-Soo KIM  
Director, Oceanographic Division  
Korea Hydrographic & Oceanographic  
Administration, MLTM  
195, Seohae-ro Jung-gu, Incheon 400-800  
Tel: +82 32 880 0404  
Fax: +82 32 885 3905  
E-mail: [oksookim@korea.kr](mailto:oksookim@korea.kr)

Dr Joon-Yong YANG  
Researcher, National Fisheries Research &  
Development Institute  
152-1, Haean-ro, Gijang-eup  
Gijang-gun, Busan 619-705  
Tel: +82 51 720 2231  
Fax: +82 51 720 2225  
E-mail: [yangjy@nfradi.re.kr](mailto:yangjy@nfradi.re.kr)

Ms Mi Hye LEE  
Researcher, Center for International Cooperative  
Programs  
Korea Ocean Research & Development Institute  
1270 Sadong, Ansan 426 744  
Tel: +82 31 400 7751  
Fax: +82 31 401 6925  
E-mail: [mhlee@kordi.re.kr](mailto:mhlee@kordi.re.kr)

**Russian Federation/Fédération de  
Russie/Federación de Rusia**

*Head of Delegation*

Dr Alexander V. FROLOV  
Head, Federal Service for Hydrometeorology &  
Environmental Monitoring (ROSHYDROMET)  
12 Novovagan'kovsky St., 123995 Moscow  
Tel: +7 495 252 0313  
Fax: +7 495 795 2269  
E-mail: [afrolov@mecom.ru](mailto:afrolov@mecom.ru)

*Representatives*

Dr Victor A. AKULICHEV  
Director, V.I.II'chev Pacific Oceanological Institute  
Far Eastern Branch  
Russian Academy of Sciences  
43, Baltiyskaya St., 690041 Vladivostok  
Tel: +7 4232 311 400  
Fax: +7 4232 312 573  
E-mail: [akulich@poi.dvo.ru](mailto:akulich@poi.dvo.ru)

Mr Mikhail KOVTUNENKO  
Senior Specialist  
Russian Federal Service for Hydrometeorology &  
Environmental Monitoring  
12, Novovagan'kovskiy Lane, 123995 Moscow  
Tel: +7 495 252 0808  
Fax: +7 495 255 2269  
E-mail: [afrolov@mecom.ru](mailto:afrolov@mecom.ru)

Dr Nicolai N. MIKHAILOV  
Head, Oceanographic Data Centre  
Russian Federal Service for Hydrometeorology &  
Environmental Monitoring  
All-Russia Research Institute of  
Hydrometeorological Information – WDC  
6, Korolev St., Obninsk, Kaluga Region 249020  
Tel: +7 08439 74907  
Fax: +7 095 255 2225  
E-mail: [nodc@meteo.ru](mailto:nodc@meteo.ru)  
(Also IOC Vice-Chairperson)

Dr Alexander A. POSTNOV  
Deputy-Director  
State Oceanographic Institute  
Russian Federal Service for Hydrometeorology &  
Environmental Monitoring  
6, Kropotkinskiy Lane, 119034 Moscow  
Tel: +7 495 246 7288  
Fax: +7 495 246 7288  
E-mail: [a\\_postnov@mail.ru](mailto:a_postnov@mail.ru)

Dr Sergey M. SHAPOVALOV  
Head, Center for Coordination of Ocean  
Research  
P.P. Shirshov Institute of Oceanology  
Russian Academy of Sciences  
36, Nakhimovsky Ave., 117997 Moscow  
Tel: +7 495 124 5981  
Fax: +7 495 124 5983  
E-mail: [smschap@sio.rssi.ru](mailto:smschap@sio.rssi.ru)

Dr Vitaly I. SYCHEV  
Chief, Dept. of Telecommunications  
Russian State Hydrometeorological University  
98, Malokhtinsky Ave., 195196 St. Petersburg  
Tel: +7 812 444 6090  
Fax: +7 812 224 3060  
E-mail: [vsychev@bk.ru](mailto:vsychev@bk.ru)

### **Senegal/Sénégal/Senegal**

#### *Head of Delegation*

Mr Macodou SENE  
Directeur de la Gestion et de l'Exploitation des  
Fonds Marins  
10,5 Boulevard du Centenaire de la Commune  
de Dakar, 4050  
Tel: +221 33 853 0798  
Fax: +221 33 853 0799  
E-mail: [ngarysene@yahoo.fr](mailto:ngarysene@yahoo.fr)

#### *Alternate*

Mr Mouhamed KONATE  
Deuxième Conseiller  
Délégation Permanente du Sénégal auprès de  
l'UNESCO  
1, rue Miollis, 75732 Paris Cedex 15, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3389  
Fax: +33 1 4306 1055  
E-mail: [m.konate@unesco.org](mailto:m.konate@unesco.org)

#### *Representative*

Ms Arame G. N'Diaye KEITA  
Ministère de l'Economie Maritime  
Direction des Pêches  
1, rue Joies, B.P. 289, Dakar  
Tel: +221 338 230 137  
Fax: +221 338 214 758  
E-mail: [a.keita@odinafrica.net](mailto:a.keita@odinafrica.net)

### **South Africa/Afrique du Sud/Africa del Sur**

#### *Head of Delegation*

Mr Ashley JOHNSON  
Director Ocean Research  
Dept. of Water & Environmental Affairs  
Fore Trust, M. Hamerschlagt Way  
Cape Town 8001  
Tel: +27 21 402 3306  
Fax: +27 21 425 6976  
E-mail: [ajohnson@deat.gov.za](mailto:ajohnson@deat.gov.za)  
*Representative*

Mr Mthuzeli K. GULEKANA  
Marine Scientist  
Environment, Environmental Affairs  
Private Bag X2, Rogge Bay  
Cape Town, 8012  
Tel: +27 21 402 3136  
Fax: +27 21 425 6975  
E-mail: [mgulekana@deat.gov.za](mailto:mgulekana@deat.gov.za)

### **Spain/Espagne/España**

#### *Head of Delegation*

Dr Demetrio DE ARMAS  
Director, Centro Oceanográfico de Canarias  
Instituto Español de Oceanografía (IEO)  
Av. Tres de Mayo 73, Edf. Sanahuja  
38005 Santa Cruz de Tenerife  
Islas Canarias  
Tel: +34 92 254 9400  
Fax: +34 92 254 9554  
E-mail: [dearmas@ca.ieo.es](mailto:dearmas@ca.ieo.es)

#### *Representative*

Mr Gregorio PARRILLA BARRERA  
Jefe Área de Medio Marino y Protección Ambiental  
Instituto Español de Oceanografía (IEO)  
Avenida de Brasil 31, Madrid 28020  
Tel: +34 91 347 3600  
Fax: +34 91 413 5597  
E-mail: [gregorio.parrilla@md.ieo.es](mailto:gregorio.parrilla@md.ieo.es)

### **Sri Lanka**

#### *Head of Delegation*

Mr George COOKE  
Deputy Permanente Delegate  
Permanent Delegation of Sri Lanka to UNESCO  
1, rue Miollis, Paris 75015, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3040  
E-mail: [dl-sri.lanka@unesco-delegations.org](mailto:dl-sri.lanka@unesco-delegations.org)

## Sweden/Suède/Suecia

### *Head of Delegation*

Mr Stig CARLBERG  
Senior Oceanographer  
Swedish Meteorological & Hydrological Institute  
Sven Kallfelts gata 15  
Vastra Frolunda SE-426 71  
Tel: +46 31 751 8976  
Fax: +46 31 751 8980  
E-mail: [stig.carlberg@smhi.se](mailto:stig.carlberg@smhi.se)

### *Alternate*

Mr Hans DAHLIN  
Director, European Global Ocean Observing  
System (EuroGOOS)  
Swedish Meteorological & Hydrological Institute  
SE-601 76 Norrköping  
Tel: +46 11 495 8305  
Fax: +46 11 495 8001  
E-mail: [hans.dahlin@smhi.se](mailto:hans.dahlin@smhi.se)  
**(Also representing EuroGOOS)**

### *Representative*

Mr Patrick GORRINGE  
Oceanographer, Swedish Meteorological &  
Hydrological Institute (SMHI)  
Folkborgsvägen 1, SE-601 76 Norrköping  
Tel: +46 11 495 8047  
Fax: +46 11 495 8001  
E-mail: [patrick.gorringe@utas.edu.au](mailto:patrick.gorringe@utas.edu.au)  
**(Also representing EuroGOOS)**

## Thailand/Thaïlande/Tailandia

### *Head of Delegation*

Dr Cherdchinda CHOTIYAPUTTA  
Marine Resources Management Specialist  
Dept. of Marine & Coastal Resources  
Govt. Complex, 5<sup>th</sup> Floor, Building B  
Cheangwattana Rd., Laksi  
Bangkok 10210  
Tel: +66 2 141 1241  
Fax: +66 2 143 9240  
E-mail: [cherdchc@dmcr.go.th](mailto:cherdchc@dmcr.go.th)

### *Alternate*

Dr Somkiat KHOKIATTIWONG  
Senior Marine Biologist  
Phuket Marine Biological Centre  
Dept. of Marine & Coastal Resources  
P.O. Box 60, Phuket 83000  
Tel: +66 76 391 128/040  
Fax: +66 76 391 127  
E-mail: [skokiattiwong@gmail.com](mailto:skokiattiwong@gmail.com)

### *Representative*

Ms Narumol KORNKANITNAN  
Dept. of Marine & Coastal Resources  
Marine & Coastal Resources Research Centre  
(Samutsakhon)  
120/1 Bangyaphrak, Muang,  
Samutsakhon 74000  
Tel: +66 34 497 074  
Fax: +66 34 497 073  
E-mail: [triggerfish007@yahoo.com](mailto:triggerfish007@yahoo.com)

Ms Suhataj PRAISANKUL  
Marine Biologist  
Dept. of Marine & Coastal Resources  
Marine & Coastal Resources Research Centre  
(Samutsakhon)  
120/1 Bangyaphrak, Muang, Samutsakhon 74000  
Tel: +66 34 497 074  
Fax: +66 34 497 073  
E-mail: [zuchanz@gmail.com](mailto:zuchanz@gmail.com)

Ms Saowalak WINYOONUNTAKUL  
Foreign Relations Officer  
Dept. of Marine & Coastal Resources  
Marine & Coastal Resources Research Centre  
(Samutsakhon)  
120/1 Bangyaphrak, Muang, Samutsakhon 74000  
Tel: +66 34 497 074  
Fax: +66 34 497 073  
E-mail: [saowiny@yahoo.com](mailto:saowiny@yahoo.com)

## Tunisia/Tunisie/Túnez

### *Head of Delegation*

Prof. Chérif SAMMARI  
Chef, Laboratoire du Milieu Marin  
Institut National des Sciences et Technologies de  
la Mer (INSTM)  
28, rue 2 mars 1934  
2025 Salammbô  
Tel: +216 71 730 420/71 277 735  
Fax: +216 71 732 622  
E-mail: [cherif.sammari@instm.mrt.tn](mailto:cherif.sammari@instm.mrt.tn)  
**(Also IOC Vice-Chairperson)**

## Turkey/Turquie/Turquía

### *Head of Delegation*

Mr Mustafa IPTES  
Director  
Office of Navigation, Hydrography & Oceanography  
34805 Çubuklu  
Tel: +90 216 537 8926  
Fax: +90 216 331 0525  
E-mail: [director@shodb.gov.tr](mailto:director@shodb.gov.tr)

*Representatives*

Mr Mehmet Akif OZDEMIR  
First Secretary  
Permanent Delegation of Turkey to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, France  
Tel: +33 1 4568 2719/55  
Fax: +33 1 4056 0413  
E-mail: [dl.turquie@@unesco-delegations.org](mailto:dl.turquie@@unesco-delegations.org)

Dr Erhan GEZGIN  
Chief of Oceanography Dept.  
Office of Navigation, Hydrography &  
Oceanography  
34805 Çubuklu  
Tel: +90 216 322 2580, Ext. 3300  
Fax: +90 216 331 0525  
E-mail: [egezgin@shodb.gov.tr](mailto:egezgin@shodb.gov.tr)

Dr Dilek EDIGER  
Senior Researcher  
Tubitak, Marmara Research Centre  
Gebze/Kocaeli 41470  
Tel: +90 262 677 2975  
Fax: +90 262 641 2309  
E-mail: [dilek.ediger@mam.gov.tr](mailto:dilek.ediger@mam.gov.tr)

Prof. Selim BURAK  
Head, Marine Environmental Sciences  
Istanbul University  
Institute of Maritime Sciences & Management  
Muskule Sok, No. 1 Vefa, Istanbul 34116  
Tel: +90 212 440 0000, Ext. 2608  
Fax: +90 212 526 8433  
E-mail: [sburak@istanbul.edu.tr](mailto:sburak@istanbul.edu.tr)

**Ukraine/Ukraine/Ucrania**

*Head of Delegation*

Prof. Valery EREMEEV  
Director General, Oceanological Centre  
National Academy of Sciences  
2, Kapitanska St., Sevastopol 99011  
Tel: +380 692 544 110  
Fax: +380 692 557 813  
E-mail: [director@ibss.iuf.net](mailto:director@ibss.iuf.net)

**United Kingdom of Great Britain &  
Northern Ireland/Royaume-Uni de Grande  
Bretagne et d'Irlande du Nord/Reino  
Unido de Gran Bretaña e Irlanda del Norte**

*Head of Delegation*

Mr Trevor GUYMER  
Head, UK IOC Office  
National Oceanography Centre  
European Way, Southampton SO14 3ZH  
Tel: +44 23 8059 6611  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [thg@noc.soton.ac.uk](mailto:thg@noc.soton.ac.uk)

*Alternate*

Mr David PALMER  
National Oceanography Centre  
Old Orchard, The Street, Ubley  
Bristol BS40 6PJ  
Tel: +44 1761 462 449  
E-mail: [davepalmer\\_x@yahoo.co.uk](mailto:davepalmer_x@yahoo.co.uk)

*Representatives*

Mr Roland ROGERS  
National Oceanography Centre  
Southampton SO14 3ZH  
Tel: +44 23 8059 6314  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [rxr@noc.soton.ac.uk](mailto:rxr@noc.soton.ac.uk)

Dr David MELDRUM  
Scottish Association for Marine Science  
Scottish Marine Institute  
Oban, Scotland PA37 1QA  
Tel: +44 1631 559 000  
Fax: +44 1631 559 001  
E-mail: [david.meldrum@sams.ac.uk](mailto:david.meldrum@sams.ac.uk)

Dr Phil WILLIAMSON  
University of East Anglia  
School of Environmental Sciences  
Norwich, Norfolk NR4 7TS  
Tel: +44 1603 593 111  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [p.williamson@uea.ac.uk](mailto:p.williamson@uea.ac.uk)

Mr Russell ARTHURTON  
National Oceanography Centre  
c/o 5A, Church Lane, Grimston  
Melton Mowbray LE14 3BY  
Tel: +44 1664 810 024  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [r.arthurton@talktalk.net](mailto:r.arthurton@talktalk.net)

Ms Anne BRAZIER  
National Oceanography Centre  
European Way, Southampton  
Hampshire SO14 3ZH  
Tel: +44 23 8059 6789  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [abb@noc.soton.ac.uk](mailto:abb@noc.soton.ac.uk)

Prof. David T. PUGH  
Marine Science Advisor  
3, Deeside Court, Dee Hills Park  
Chester CH3 5AU  
Tel: +44 1244 394 454  
E-mail: [d.pugh@mac.com](mailto:d.pugh@mac.com)  
**(Past IOC Chairperson)**

Mr Desmond SCOTT  
National Oceanography Centre  
European Way, Southampton  
Hampshire SO14 3ZH  
Tel: +44 1243 785 705  
Fax: +44 23 8059 6204  
E-mail: [desmondscott2009@hotmail.com](mailto:desmondscott2009@hotmail.com)  
(Past IOC Executive Secretary)

**United States of America/États-Unis  
d'Amérique/Estados Unidos de América**

*Head of Delegation*

Dr Edward (Ned) CYR  
Director, Office of Science & Technology  
NOAA, National Marine Fisheries Service  
1315, East-West Highway  
Silver Spring, Maryland 20910  
Tel: +1 301 713 2367  
Fax: +1 301 713 1875  
E-mail: [ned.cyr@noaa.gov](mailto:ned.cyr@noaa.gov)

*Alternate*

Dr Gustavo BISBAL  
Foreign Affairs Officer, US Dept. of State  
2201 C St. NW, HST 2665  
Washington D.C. 20520  
Tel: +1 202 647 6927  
Fax: +1 202 647 1106  
E-mail: [bisbalga@state.gov](mailto:bisbalga@state.gov)

*Advisors*

H.E. Mr David T. KILLION  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of the USA to UNESCO  
(USUNESCO)  
18, av. Gabriel, 75008 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4524 7456  
Fax: +33 1 4524 7458  
E-mail: [ParisUNESCO@state.gov](mailto:ParisUNESCO@state.gov)

Mr Stephen C. ENGELKEN  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of the USA to UNESCO  
(USUNESCO)  
18, av. Gabriel, 75008 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4524 7456  
Fax: +33 1 4524 7458  
E-mail: [ParisUNESCO@state.gov](mailto:ParisUNESCO@state.gov)

Mr Mark FORNWALL  
Director, Center for Biological Informatics, USGS  
OBIS-USA NODE Manager  
310, Kaalthmanu Av., Kahului, Hawaii 96732  
Tel: +1 808 984 3724  
Fax: +1 808 242 1128  
E-mail: [mark.fornwall@usgs.gov](mailto:mark.fornwall@usgs.gov)

Mr Arthur PATERSON  
Deputy-Director  
International Program Office  
NOAA/National Ocean Service  
1315, East-West Highway  
Silver Spring, Maryland 20910  
Tel: +1 301 713 3078, Ext. 217  
Fax: +1 301 713 4263  
E-mail: [arthur.e.paterson@noaa.gov](mailto:arthur.e.paterson@noaa.gov)

Dr Stephen PIOTROWICZ  
Oceanographer, NOAA/Office of Oceanic &  
Atmospheric Research  
1100 Wayne Ave., Suite 1202  
Silver Spring, Maryland 20910  
Tel: +1 301 427 2493  
Fax: +1 301 427 0033  
E-mail: [steve.piotrowicz@noaa.gov](mailto:steve.piotrowicz@noaa.gov)

*Representatives*

Dr Susan AVERY  
President and Director  
Woods Hole Oceanographic Institution  
MS # 40A, Woods Hole, MA 02543  
Tel: +1 508 289 2500  
Fax: +1 508 457 2190  
E-mail: [savery@whoi.edu](mailto:savery@whoi.edu)

Dr Terry SCHAEFER  
Program Analyst  
NOAA/Office of Oceanic & Atmospheric Research  
1315, East-West Highway, Room 11359  
Silver Spring, Maryland 20910  
Tel: +1 301 734 1187  
Fax: +1 301 713 1459  
E-mail: [terry.schaefer@noaa.gov](mailto:terry.schaefer@noaa.gov)

Dr Andrew CLARK  
President, CSnet International  
P.O. 651369, Vero Beach  
Florida 32965  
Tel: +1 321 505 3000  
Fax: +1 888 868 7915  
E-mail: [aclark@csnetintl.com](mailto:aclark@csnetintl.com)

Dr Jerry MILLER  
Senior Policy Expert  
White House Office of Science & Technology  
Policy  
725, 17<sup>th</sup> St., NW, Washington D.C. 20502  
Tel: +1 202 456 6137  
Fax: +1 202 456 6027  
E-mail: [jmiller@ostp.eop.gov](mailto:jmiller@ostp.eop.gov)

**Venezuela (Bolivarian Republic of)/Venezuela  
(République bolivarienne de)/Venezuela  
(República Bolivariana de)**

*Head of Delegation*

CDr Edgar MARQUEZ  
Venezuelan Navy  
Huelle Naval Puerto La Guaira  
La Guaira, Estado Vargas AP 1060  
Tel: +58 212 332 3278  
E-mail: [emarquezbolivar@gmail.com](mailto:emarquezbolivar@gmail.com)

*Representatives*

CDr Luis PIBERNAT  
Head of National Oceanographic Data Center  
Venezuela Navy – Hydrographic & Navigation  
Service  
Av. Orinoco, Red Marte Alegre Apto 63  
Bello Monte, Caracas, Distrito Capital 1050  
Tel: +58 212 952 0138  
Fax: +58 212 481 8666  
E-mail: [luispibernat@gmail.com](mailto:luispibernat@gmail.com)

H.E. Mrs. Rebeca SANCHEZ-BELLO  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Venezuela to UNESCO  
1, rue Miollis, Paris 75015, France  
Tel: +33 1 4568 2532  
Fax: +33 1 4734 2893  
E-mail: [venezuela.dl2@unesco.org](mailto:venezuela.dl2@unesco.org)

Mr Ivan AVILA BELLOSO  
Minister Advisor  
Permanent Delegation of Venezuela to UNESCO  
1, rue Miollis, Paris 75015, France  
Tel: +33 1 4568 2532  
Fax: +33 1 4734 2893  
E-mail: [venezuela.dl2@unesco.org](mailto:venezuela.dl2@unesco.org)

Dr Antonio QUINTERO RAMIREZ  
Oceanographic Institute of Venezuela  
Av. Universidad, Cerro Colorado  
245 Cumaná  
Estado Sucre  
Tel: + 58 293 452 0308  
Fax: +58 293 400 2240  
E-mail: [aquintero@sucre.udo.edu.ve](mailto:aquintero@sucre.udo.edu.ve)

**III. OBSERVERS FROM NON-MEMBER  
STATES OF THE IOC EXECUTIVE COUNCIL/  
OBSERVATEURS D'ETATS NON-MEMBRES DU  
CONSEIL EXECUTIF DE LA COI/  
OBSERVADORES DE PAISES NO MIEMBROS  
DEL CONSEJO EJECUTIVO DE LA COI**

**Afghanistan/Afghanistan/Afganistán**

*Head of Delegation*

H.E. Mr Mohammed Kacem FAZELLY  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Afghanistan to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2773  
Fax: +33 1 4568 2772  
E-mail: [dl.afghanistan@unesco-delegations.org](mailto:dl.afghanistan@unesco-delegations.org)

**Algeria/Algérie/Argelia**

*Head of Delegation*

Mr Mokhtar ATTAR  
Délégation Permanente d'Algérie auprès de  
l'UNESCO  
1 rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3004  
Cell: +33 6 2663 5821  
Fax: +33 1 4219 0956  
E-mail: [dl.algerie@unesco.org](mailto:dl.algerie@unesco.org)

**Benin/Bénin/Benín**

*Head of Delegation*

Ms Françoise MEDEGAN  
First Advisor, Permanent Delegation of Benin to  
UNESCO  
1 rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3085  
Fax: +33 1 4306 1555  
E-mail: [f.medegan.bj@unesco-delegations.org](mailto:f.medegan.bj@unesco-delegations.org)  
*Representative*

Ms Marguerite YALLOU  
Advisor, Permanent Delegation of Benin to  
UNESCO  
1 rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3089  
Fax: +33 1 4306 1555  
E-mail: [dm.yallou.bj@unesco-delegations.org](mailto:dm.yallou.bj@unesco-delegations.org)

**Costa Rica/Costa Rica/Costa Rica**

*Head of Delegation*

Ms Montserrat VARGAS  
Advisor, Permanent Delegation of Costa Rica to  
UNESCO  
1, rue Miollis, Paris 75015, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2572  
Fax: +33 1 4568 2574  
E-mail: [dl.costarica@unesco-delegations.org](mailto:dl.costarica@unesco-delegations.org)

**Cyprus/Chypre/Chipre**

*Head of Delegation*

Ms Photini PANAYI  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of the Republic of Cyprus  
to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3464  
Fax: +33 1 4568 3467  
E-mail: [p.panayi.cy@unesco-delegations.org](mailto:p.panayi.cy@unesco-delegations.org)

*Alternate*

Ms Marina DIMITRIAN  
Permanent Delegation of the Republic of Cyprus  
to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3464  
Fax: +33 1 4568 3467  
E-mail: [m.dimitrian.cy@unesco-delegations.org](mailto:m.dimitrian.cy@unesco-delegations.org)

**Czech Republic/République Tchèque/  
República Checa**

*Head of Delegation*

Prof. Dr Bohumir JABSKY  
President of the National Committee of IOC  
Charles University  
Albertor 6, 12843 Prague  
Tel: +420 60 782 5434  
Fax: +420 22 195 1367  
E-mail: [jansky.b@seznam.cz](mailto:jansky.b@seznam.cz)

**Denmark/Danemark/Dinamarca**

*Head of Delegation*

Mr Erik BUCH  
Director, Centre for Ocean & Ice  
Danish Meteorological Institute (DMI)  
Ministry of Climate & Energy  
Lyngbyvej 100  
Copenhagen 2100  
Tel: +45 3915 7500  
Fax: +43 3915 7300  
E-mail: [ebu@dm.dk](mailto:ebu@dm.dk)

**El Salvador/Salvador/El Salvador**

*Head of Delegation*

Ms Nanette VIAUD-DESROCHES  
Conseillère Déléguée Adjointe  
Permanent Delegation of El Salvador to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3419  
Fax: +33 1 4734 4186  
E-mail: [dl.el-salvador@unesco-delegations.org](mailto:dl.el-salvador@unesco-delegations.org)

**Finland/Filande/Finlandia**

*Head of Delegation*

Ms Kirsi VANAMO-SANTA CRUZ  
Deputy Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Finland to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3433  
Fax: +33 1 4306 1902  
E-mail: [dl.finland@unesco-delegations.org](mailto:dl.finland@unesco-delegations.org)

**Gautemala/**

*Head of Delegation*

H.E. Ms Anaisabel PRERA  
Ambassador & Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Gautemala to UNESCO  
2, rue Villebois-Mareuil, 75017 Paris  
FRANCE  
Tel: 33 1 4227 9273  
Fax: 33 1 4754 0206  
E-mail: [gautemala.paris@orange.fr](mailto:gautemala.paris@orange.fr)

*Alternate*

Ms Julissa ANZUETO AGUILAR  
Counsellor, Permanent Delegation of Gautemala  
to UNESCO  
2, rue Villebois-Mareuil, 75017 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4227 9273  
Fax: +33 1 4754 0206  
E-mail: [gautemala.paris@orange.fr](mailto:gautemala.paris@orange.fr)

**Iran, Islamic Republic of/République Islamique  
d'Iran/Irán, República Islámica del Irán**

*Head of Delegation*

Dr Vahid CHEGINI  
Director, Iranian National Centre for Oceanography  
9, Etemadzadeh St., Fatemi Av.  
P.O. Box 11155-4781, Tehran  
Tel: +98 21 6694 4867  
Fax: +98 21 6694 4866  
E-mail: [v\\_chegini@gmail.com](mailto:v_chegini@gmail.com)

**Italy/Italie/Italia**

*Head of Delegation*

Mr Severo MASTRONARDI  
Permanent Delegation of Italy to UNESCO  
1 rue Miollis  
75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3141  
E-mail: [s.mastronardi@unesco.org](mailto:s.mastronardi@unesco.org)

*Representatives*

Ms Emanuela SALVO  
Intern, Permanent Delegation of Italy to UNESCO  
1, rue Miollis  
75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3114

Ms Vittoria VENTURELLI  
Intern, Permanent Delegation of Italy to UNESCO  
1, rue Miollis  
75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3114  
E-mail: [v.venturelli.it@unesco-delegations.org](mailto:v.venturelli.it@unesco-delegations.org)

**Kuwait/Koweit/Kuwait**

*Head of Delegation*

Dr Muna HUSAIN  
Senior Marine Specialist  
Environmental Public Authority  
Al Surah, P.O. Box 221  
Kuwait City 45703  
Tel: +965 66 339 456  
Fax: +965 252 26543  
E-mail: [mhusain@epa.org.ku](mailto:mhusain@epa.org.ku)

*Representative*

Mr Mohammed Al SHATTI  
Délégué Permanent Adjoint  
Délégation Permanente du Koweit auprès de  
l'UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2668  
E-mail: [m.alshatti@unesco.org](mailto:m.alshatti@unesco.org)

**Monaco/Monaco/Mónaco**

*Head of Delegation*

Mr Michel BOISSON  
Secretary-General, Scientific Centre of Monaco  
7, rue Honair Laband  
Monaco 98000  
Tel: +33 6 0793 5432  
E-mail: [m.boisson@centresscientifique.mc](mailto:m.boisson@centresscientifique.mc)

**Norway/Norvège/Noruega**

*Head of Delegation*

Prof. Peter M. HAUGAN  
Director, Geophysical Institute  
University of Bergen  
Alleghten 70  
5007 Bergen  
Tel: +47 5558 2678  
Fax: +47 5558 9883  
E-mail: [peter.haugan@gfi.uib.no](mailto:peter.haugan@gfi.uib.no)

*Alternate*

Ms Arnihld ARNTSEN  
Permanent Delegation of Norway to UNESCO  
1, rue Miollis  
75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 3501  
E-mail: [a.arntsen.no@unesco-delegations.org](mailto:a.arntsen.no@unesco-delegations.org)

**Oman/Oman/Omán**

*Head of Delegation*

Dr Hamed Mohammed AL-GHEILANI  
Marine Ecology Expert  
Marine Science & Fisheries Centre  
Ministry of Fisheries Wealth  
AlKhawair Ministries St., AlKhawair  
Muscat 427-100  
Tel: +968 9934 0685  
Fax: +968 9934 0685  
E-mail: [asadalaqidah@gmail.com](mailto:asadalaqidah@gmail.com)

**Panama/Panama/Panamá**

*Head of Delegation*

Mr Arnulfo SANCHEZ MORALES  
Oceanógrafo, Jefe de la Unidad Ambiental  
Autoridad Marítima de Panamá  
Diablo Heights, Panama City 08430533  
Tel: +507 501 5197  
E-mail: [asanchez@amp.gob.pa](mailto:asanchez@amp.gob.pa)

*Alternate*

Mr Jorge PATINO  
Chargé d'Affaires, a.i.  
Permanent Delegation of Panama to UNESCO  
145, av. du Suffren, Paris 75015, FRANCE  
Tel: +33 1 4567 9943  
E-mail: [dl.panama@unesco-delegations.org](mailto:dl.panama@unesco-delegations.org)

## **Poland/Pologne/Polonia**

### *Head of Delegation*

Mr Krzysztof KOCEL  
Permanent Delegate  
Permanent Delegation of Poland to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2997  
Fax: +33 1 4566 5956  
E-mail: [k.kocel.pl@unesco-delegations.org](mailto:k.kocel.pl@unesco-delegations.org)

## **Tanzania/République-Unie de Tanzanie/República Unida de Tanzania**

### *Head of Delegation*

Mr Mohammed S. SHEYA  
Minister Plenipotentiary & Deputy Permanent  
Delegate  
Permanent Delegation of United Republic of  
Tanzania to UNESCO  
1, rue Miollis, 75015 Paris, FRANCE  
Tel: +33 1 4568 2731  
Fax: +33 1 4566 0914  
E-mail: [dl.tanzanie@unesco.org](mailto:dl.tanzanie@unesco.org)

### *Representative*

Dr Margareth S. KYEWALYANGA  
Director, Institute of Marine Sciences  
University of Dar-es-Salaam  
Mizingani Rd., P.O. Box 668, Zanzibar  
Tel: +255 54 223 2128  
Fax: +255 54 223 3050  
E-mail: [maggie@ims.udsm.ac.tz](mailto:maggie@ims.udsm.ac.tz)

## **Viet Nam/Viet Nam/Viet Nam**

### *Head of Delegation*

Mr Tac An NGUYEN  
Chairman, Vietnam National IOC Committee  
Institute of Oceanography  
01 Cau Da, Nha Trang City  
Tel: +84 58 359 0035  
Fax: +84 58 359 0034  
E-mail: [nguyentacan45@yahoo.com](mailto:nguyentacan45@yahoo.com);  
[dmthu.io@gmail.com](mailto:dmthu.io@gmail.com)

## **IV. REPRESENTATIVES & OBSERVERS OF ORGANIZATIONS/REPRESENTANTS ET OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS/ REPRESENTANTES Y OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES**

### **A – ICSPRO Agencies**

#### **United Nations Environment Programme/Programme des Nations Unies pour l'environnement/Programa de las Naciones Unidas para el Medio Ambiente (UNEP)**

Mr Nelson Andrade COLMENARES  
Coordinator, Caribbean Environment Programme  
Regional Coordinating Unit  
UNEP-CAR/RCU  
14-20 Port Royal St., Kingston  
JAMAICA  
Tel: +1 876 922 9267/9  
Fax: +1 876 922 9292  
E-mail: [nac@cep.unep.com](mailto:nac@cep.unep.com)

#### **World Meteorological Organization/Organisation Météorologique Mondiale/Organización Meteorológica Mundial (WMO)**

Mr Edgard CABRERA  
Chief, Marine Meteorology & Ocean Affairs  
Division  
Weather & Disaster Risk Reduction Services Dept.  
7bis, av. de la Paix, Case Postale 2300  
CH-1211 Genève 2, SWITZERLAND  
Tel: +41 22 730 8237  
Fax: +41 22 730 8128  
E-mail: [ecabrera@wmo.int](mailto:ecabrera@wmo.int)

### **B – Other Intergovernmental Organizations**

#### **International Commission for the Scientific Exploration of the Mediterranean Sea/Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Mer Méditerranée (CIESM)**

Prof. Frederic BRIAND  
Director-General (CIESM)  
16, bd. de Suisse, Monte Carlo 98000  
MONACO  
Tel: +377 9330 3879  
Fax: +377 9216 1195  
E-mail: [fbriand@ciesm.org](mailto:fbriand@ciesm.org)

**International Hydrographic  
Organization/Organisation hydrographique  
internationale/Organización Hidrográfica  
Internacional (IHO)**

Mr Hugo GORZIGLIA  
Director IHO  
4, Quai Antoine 1<sup>er</sup>, B.P. 445, MC 98011  
MONACO Cedex  
Tel: +377 9310 8100  
Fax: +377 9310 8140  
E-mail: [hgorziglia@ihb.mc](mailto:hgorziglia@ihb.mc)

**Permanent Commission for the South  
Pacific/Commission permanente du Pacifique  
Sud/Comisión Permanente del Pacífico Sur  
(CPPS)**

Mr Hector SOLDI  
Secretary-General CPPS  
Av. Carlos Julio Arosemena, Km3  
Edificio Classic, 2<sup>o</sup>Piso, Guayaquil 593-4  
ECUADOR  
Tel: +593 4 222 1202/3  
Fax: +593 4 222 1201  
E-mail: [hsoldi@cpps-int.org](mailto:hsoldi@cpps-int.org)

Dr Rodrigo NUNEZ  
Director, Scientific Affairs CPPS  
Av. Carlos Julio Arosemena, Km3  
Edificio Classic, 2<sup>o</sup>Piso, Guayaquil 593-4  
ECUADOR  
Tel: +593 4 222 1202/3  
Fax: +593 4 222 1201  
E-mail: [rnunez@cpps-int.org](mailto:rnunez@cpps-int.org)

**North Pacific Marine Science  
Organization/Organisation des sciences de la  
mer pour le Pacifique Nord/Organización del  
Pacífico Norte para las Ciencias del Mar  
(PICES)**

Mr Alexander S. BYCHKOV  
Executive Secretary PICES  
c/o Institute of Ocean Sciences  
P.O. Box 6000, Sidney, B.C. V8L 4B2  
CANADA  
Tel: + 1 250 363 6364  
Fax: + 1 250 363 6827  
E-mail: [bychkov@pices.int](mailto:bychkov@pices.int)

**C – Non-Governmental Organizations**

**Commission of the History of Oceanography**

Mr Selim MORCOS  
28204, Kenton Lane  
Santa Clarita CA 91350  
USA  
Tel/Fax: +1 661 296 1034  
E-mail: [selimmorx@aol.com](mailto:selimmorx@aol.com)

**International Council for Science/Conseil  
International pour la Science/Consejo  
Internacional para la Ciencia (ICSU)**

Mr Carthage SMITH  
Deputy Executive Director ICSU  
5, rue Auguste Vacquerie, 75016 Paris  
FRANCE  
Tel: +33 1 4525 0329  
Fax: +33 1 4288 9431  
E-mail: [carthage.smith@icsu.org](mailto:carthage.smith@icsu.org)

**Institute of Marine Engineering, Science &  
Technology (IMAREST)**

Dr Hannah FLINT  
Membership Development Manager IMAREST  
88, Coleman St., London EC2R 5BJ  
UNITED KINGDOM  
Tel: +44 20 7382 2628  
Fax: +44 20 7382 2668  
E-mail: [bev.mackenzie@imarest.org](mailto:bev.mackenzie@imarest.org)

Mr Roland ROGERS  
Fellow IMAREST  
88, Coleman St., London EC2R 5BJ  
UNITED KINGDOM  
Tel: +44 20 7382 2628  
Fax: +44 20 7382 2670  
E-mail: [bev.mackenzie@imarest.org](mailto:bev.mackenzie@imarest.org)

**International Ocean Institute/Institut  
international de l'océan/Instituto Oceânico  
Internacional (IOI)**

Mr Cherdsak VIRAPAT  
Executive Director, IOI  
P.O. Box 3, Gzira GZR 1000  
MALTA  
Tel: 356 21 346 529  
Fax: 356 21 346 502  
E-mail: [cherdsak.virapat@ioihg.org.mt](mailto:cherdsak.virapat@ioihg.org.mt)

**Flanders Marine Institute/Institut Flamand de la  
Mer/Instituto Marino de Flandres (VLIZ)**

Prof. Jan MEES  
Director VLIZ  
InnovOcean Site, Wandelaarkaai 7  
B-8400 Ostend  
BELGIUM  
Tel: +32 5934 2130  
Fax: +32 5934 2131  
E-mail: [jan.mees@vliz.be](mailto:jan.mees@vliz.be)

## D – Advisory Bodies

### Scientific Committee on Oceanic Research/Comité scientifique de la recherche océanique/Comité Científico de Investigaciones Oceánicas (SCOR)

Prof. Dr Wolfgang FENNEL  
President SCOR  
Leibniz-Institut für Ostseeforschung  
Warnemünde (IOW) an der Universität Rostock  
Seestr. 15, Rostock D-18119  
GERMANY  
Tel: +49 381 5197 110  
Fax: +49 381 5197 114  
E-mail: [wolfgang.fennel@io-warnemuende.de](mailto:wolfgang.fennel@io-warnemuende.de)

Dr Ed URBAN  
Executive Director, SCOR  
College of Earth, Ocean, & Environment  
Robinson Hall, University of Delaware  
Newark, DE 19716  
USA  
Tel: +1 302 831 7011  
Fax: +1 302 831 7012  
E-mail: [Ed.Urban@scor-int.org](mailto:Ed.Urban@scor-int.org)

## E – IOC Primary Subsidiary Bodies (regional and technical)

### Intergovernmental Committee for the Global Ocean Observing System/Comité intergouvernemental pour le Système mondial d'observation de l'océan/Comité Intergubernamental para el Sistema Mundial de Observación de los Océanos (I-GOOS)

Mr Kouadio AFFIAN  
Directeur, Centre Universitaire de Recherche et d'Application en Télédétection (CURAT)  
Earth Sciences & Mineral Resources  
Remote Sensing Center for Applied Research,  
University of Cocody  
22 B.P. 582, Abidjan 22  
CÔTE D'IVOIRE  
Tel: +225 2244 5739  
Fax: +225 2244 5270  
E-mail: [k\\_affian@yahoo.fr](mailto:k_affian@yahoo.fr)

### The Joint IOC–ICES Study Group on Nutrient Standards

Mr Michio AOYAMA  
Senior Scientist  
Meteorological Research Institute  
Nagamine 1-1, Tsukuba 305-0052  
JAPAN

### IOC Regional Committee for the Central Eastern Atlantic/Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est/Comité Regional de la COI para el Atlántico Centrooriental (IOCEA)

Dr Jean FOLACK  
Chairman IOCEA  
Director, Specialized Research Centre for Marine Ecosystems (CERECOMA)  
P.O. Box 219, Kribi  
CAMEROON  
Tel.: (237) 33 46 16 46  
Fax: (237) - 33 46 14 15  
E-mail: [jeannotfolack@yahoo.fr](mailto:jeannotfolack@yahoo.fr)

### IOC Regional Committee for the Western Indian Ocean/Comité régional de la COI pour l'océan Indien occidental/Comité Regional de la COI para el Océano Índico Occidental (IOCWIO)

Dr Muhamudally BEEBEEJAUN  
Chair IOCWIO  
Mauritius Meteorological Services  
MAURITIUS  
Tel: +230 686 10  
E-mail: [mbeebeejaun@mail.gov.mu](mailto:mbeebeejaun@mail.gov.mu);  
[m.bbjohn@odinafrica.net](mailto:m.bbjohn@odinafrica.net)

## F – International Programmes

### European Global Ocean Observing System/Composante régionale du GOOS pour l'Europe/Componente Regional del GOOS para Europa (EuroGOOS)

Mr Hans DAHLIN  
Director, European Global Ocean Observing System (EuroGOOS)  
Swedish Meteorological & Hydrological Institute  
SE-601 76 Norrköping  
SWEDEN  
Tel: +46 11 495 8305  
Fax: +46 11 495 8001  
E-mail: [hans.dahlin@smhi.se](mailto:hans.dahlin@smhi.se)  
*(Also representing Sweden)*

Mr Patrick GORRINGE  
Oceanographer, Swedish Meteorological & Hydrological Institute (SMHI)  
Folkborgsvägen 1  
SE-601 76 Norrköping  
SWEDEN  
Tel: +46 11 495 8047  
Fax: +46 11 495 8001  
E-mail: [patrick.gorringe@utas.edu.au](mailto:patrick.gorringe@utas.edu.au)  
*(Also representing Sweden)*

**General Bathymetric Chart of the  
Oceans/Carte Générale Bathymétrique des  
Océans (GEBCO)**

Dr Robin FALCONER  
21, Leybourne Ave., Waikanae 5036  
NEW ZEALAND  
Tel/Fax: +64 4 904 3579  
E-mail: [robinfalconerassociates@paradise.net.nz](mailto:robinfalconerassociates@paradise.net.nz)

Ms Ferial FALCONER  
21, Leybourne Ave., Waikanae 5036  
NEW ZEALAND  
Tel/Fax: +64 4 904 3579  
E-mail: [robinfalconerassociates@paradise.net.nz](mailto:robinfalconerassociates@paradise.net.nz)

**Partnership for Observation of Global  
Oceans/Partenariat pour l'observation de  
l'océan mondial/Colaboración para la  
Observación de los Océanos Mundiales  
(POGO)**

Ms Shubha SATHYENDRANATH  
Deputy Director POGO  
PML, Prospect Place, Plymouth P21 3DH  
UNITED KINGDOM  
Tel: +44 1752 633 164  
E-mail: [shubha@dal.ca](mailto:shubha@dal.ca)

**World Climate Research  
Programme/Programme mondial de  
recherche sur le climat/Programa Mundial de  
Investigaciones Climáticas (WCRP)**

Dr Vladimir RYABININ  
Senior Scientific Officer, WCRP, c/o WMO  
7bis, av. de la Paix, 1211  
Geneva, SWITZERLAND  
Tel: +41 22 730 8486  
Fax: +41 22 730 8036  
E-mail: [vryabinin@wmo.int](mailto:vryabinin@wmo.int)

**G – Others**

**V. Lecturers**

**A – Roger Revelle Memorial Lecturer**

Dr Manuel BARANGE  
PML Director of Science  
Chair ICES, Science Committee  
Plymouth Marine Laboratory,  
Prospect Place, Plymouth PL13DH  
UNITED KINGDOM  
E-mail: [m.barange@pml.ac.uk](mailto:m.barange@pml.ac.uk);  
[manuel.barange@ices.dk](mailto:manuel.barange@ices.dk)

**B – Invited Speakers**

Dr Adrian SIMMONS  
Chairman, GCOS Steering Committee  
ECMWF, Shinfield Park, Reading RG2 9AX  
UNITED KINGDOM  
Tel: +44 118 949 9700

Fax: +44 118 986 9450  
E-mail: [adrian.simmons@ecmwf.int](mailto:adrian.simmons@ecmwf.int)

**VI. SECRETARIAT/SECRETARIAT/  
SECRETARIA**

**A – At Headquarters**

1 rue Miollis  
75732 Paris Cedex 15  
FRANCE  
Tel: +33 1 4568 1000/4568 3983  
Fax: +33 1 4568 5812/10  
Tlx: 20446 PARISCbl: UNESCO PARIS/740057  
IOCS UC  
E-mail: [initial.familyname@unesco.org](mailto:initial.familyname@unesco.org)

**Executive Secretary**

Ms Wendy WATSON-WRIGHT

**Executive Secretary's Office**

Ms Réjane HERVE-SMADJA  
Mr Deven MOONEESWAMY  
Ms Ksenia YVINEC  
Mr Nicolas GUERRERO  
Mr Iouri OLIOUNINE  
Mr Kyung-kyoo LEE  
Ms Christy REED

**Consulting Editor**

Mr Ray C. GRIFFITHS

**Documentation Office**

Mr Patrice BONED

**Tsunami Unit**

Mr Bernardo ALIAGA  
Mr Stefano BELFIORE  
Ms Forest COLLINS  
Ms Silvia SERMENO  
Mr Dimitri TRAVIN  
Mr Masahiro YAMAMOTO  
Ms Diana MOSQUERA

**Ocean Sciences Section**

Mr Julian BARBIÈRE  
Mr Luciano FONSECA  
Ms Kathy TEDESCO  
Ms Carmen MORALES CASELLES  
Ms Virginie BONNET  
Ms Christiane LE CONAN

**Ocean Observation & Services Section**

Mr Thorkild AARUP  
Mr Justin AHANHANZO  
Mr Keith ALVERSON  
Ms Laurence FERRY  
Mr Albert FISCHER  
Ms Irène GAZAGNE  
Ms Boram LEE  
Mr Tom GROSS  
Ms Simonetta HAOND

Ms Ho Hien LAM  
Mr Adrien VANNIER  
Ms Cornelia HAUKE  
Ms Miju KIM  
Mr Peter BATES

**Capacity-Building Section**

Mr Ehrlich DESA  
Ms Elena IASYREVA  
Ms Diana DUMERIL  
Ms Isabel NORONHA

**B– IOC Staff away from Headquarters**

Mr Nick D'ADAMO  
Head, Perth Regional Programme Office  
c/o Bureau of Meteorology, 5<sup>th</sup> Floor  
1100 Hay St., P.O. Box 1370  
West Perth WA 6005  
AUSTRALIA  
Tel: +61 8 9226 2899  
Fax: +61 8 9263 0599  
E-mail: [nick.adamo@bom.gov.au](mailto:nick.adamo@bom.gov.au)

Mr Tony ELLIOTT  
Head, ICG/IOTWS Secretariat  
c/o Bureau of Meteorology  
1100 Hay St., P.O. Box 1370  
West Perth WA 6872  
AUSTRALIA  
Tel: +61 8 9226 0191  
Fax: +61 8 9263 2211  
E-mail: [t.elliott@unesco.org](mailto:t.elliott@unesco.org)

Mr Henrik ENEVOLDSEN  
Programme Specialist  
Technical Secretary, IPHAB  
Harmful Algae Bloom Programme  
IOC Science & Communication Centre on  
Harmful Algae  
University of Copenhagen  
Oster Farimagsgade 2 D, 1353 Copenhagen K  
DENMARK  
Tel: +45 3313 4446  
Fax: +45 3313 4447  
E-mail: [h.enevoldsen@unesco.org](mailto:h.enevoldsen@unesco.org)  
<http://ioc-unesco.org/hab>

Mr Stefano MAZZILLI  
IOC Project Office for the Western Indian Ocean  
& Data Information Network for Africa  
UNESCO Nairobi Office  
P.O. Box 30592, 00100 Nairobi  
KENYA  
Tel: +254 20 762 1588  
Fax: +254 20 7622 750  
E-mail : [s.mazzilli@unesco.org](mailto:s.mazzilli@unesco.org)

Mr Peter PISSIERSENS  
Head, IOC Project Office for IODE  
Wandelaarkaai 7, 8400 Ostend

BELGIUM  
Tel: +32 59 340 158  
Fax: +32 59 340 152  
E-mail: [p.pissierssens@unesco.org](mailto:p.pissierssens@unesco.org)

Mr Mika ODIDO  
Regional Activities Coordinator  
IOC Project Office for IODE  
Wandelaarkaai 7, 8400 Ostend  
BELGIUM  
Tel: +32 59 340 176  
Fax: +32 59 340 152  
E-mail: [m.odido@unesco.org](mailto:m.odido@unesco.org)

Mr Cesar TORO  
IOC Secretary for IOCARIBE  
Sub-Commission for the Caribbean & Adjacent  
Regions  
Calle de la Factoría 36-57  
Casa del Marqués de Valdehoyos  
1108, Cartagena de Indias  
COLOMBIA  
Tel: +57 5 664 6399  
Fax: +57 5 660 0407  
E-mail: [c.toro@unesco.org](mailto:c.toro@unesco.org)

Ms Laura KONG  
Director, International Tsunami Information Centre  
(ITIC)  
737 Bishop St., Suite 2200  
Honolulu, Hawaii 96813-3213  
USA  
Tel: +1 808 532 6423  
Fax: +1 808 532 5576  
E-mail: [l.kong@unesco.org](mailto:l.kong@unesco.org)

Ms Jane CUNNEEN  
ICG/IOTWS at IOC Perth Regional Programme  
Office  
c/o Bureau of Meteorology  
P.O. Box 1370, West Perth  
1100 Hay St., Perth WA 6872  
AUSTRALIA  
Tel: +61 8 9321 9976  
Fax: +61 8 9263 2211  
E-mail: [j.cunneen@unesco.org](mailto:j.cunneen@unesco.org);  
[j.cunneen@bom.gov.au](mailto:j.cunneen@bom.gov.au)

Ms Monica LION  
IOC–IEO Science & Communication Centre on  
Harmful Algae  
Instituto Español de Oceanografía  
Centro Oceanográfico de Vigo  
Cabo Estay-Canido, 36390 Vigo  
SPAIN  
Tel: +34 986 492 111  
Fax: +34 986 492 003  
E-mail: [vigohab@vi.ieo.es](mailto:vigohab@vi.ieo.es)

Ms Hester VIOLA  
DBCP/SOT Technical Coordinator, JCOMMOPS  
8-10, rue Hermès  
Parc Technologique du Canal  
31526 Ramonville Saint-Agne Cedex  
FRANCE  
Tel: +33 5 6139 4782  
E-mail: [viola@jcommops.org](mailto:viola@jcommops.org)

Mr Mathieu BELBEOCH  
ARGO Technical Coordinator, JCOMMOPS  
Argo Information Centre (AIC)  
8-10, rue Hermès  
Parc Technologique du Canal  
31526 Ramonville Saint-Agne Cedex  
FRANCE  
Tel: +33 5 6139 4730  
Fax: +33 5 6175 1014  
E-mail: [belbeoch@jcommops.org](mailto:belbeoch@jcommops.org)

Mr Wenxi ZHU  
Head, IOC Regional Secretariat for the Western  
Pacific  
9<sup>th</sup> Fl., Govt. Complex B  
Lak Si, Bangkok 10210  
THAILAND  
Tel: +66 2 141 1287  
Fax: +66 2 143 9245  
E-mail: [z.wenxi@unescobkk.org](mailto:z.wenxi@unescobkk.org)

**ANNEXE XII**

**LISTE DES SIGLES**

|              |  |
|--------------|--|
| ABE-LOS      | Organe consultatif d'experts sur le droit de la mer  |
| ACCC         | Projet Adaptation au changement climatique dans les zones côtières   |
| ADG          | Sous-Directeur général (UNESCO)  |
| AoA          | Évaluation des évaluations   |
| C/5          | Programme et budget de l'UNESCO  |
| CAP          | Programme additionnel complémentaire de ressources extrabudgétaires  |
| CARIBE-EWS   | Système d'alerte aux tsunamis et autres risques côtiers dans la mer des Caraïbes et les régions adjacentes   |
| CAS          | Commission des sciences de l'atmosphère (OMM)  |
| CDB          | Convention sur la diversité biologique   |
| CSB          | Commission des systèmes de base (OMM)  |
| CEAMSA       | Association des sciences de la mer de l'Atlantique du Centre-Est   |
| CLIVAR       | Variabilité et prévisions climatiques (PMRC)   |
| COAST-MAP-IO | Projet Améliorer la réponse d'urgence aux événements extrêmes liés à l'océan grâce au renforcement des capacités de cartographie côtière dans l'océan Indien |
| COLACMAR     | Congrès latino-américain de sciences de la mer   |
| COP          | Conférence des Parties   |
| OTICE        | Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires  |
| CTWC         | Centre d'alerte aux tsunamis dans les Caraïbes   |
| DG           | Directrice générale (UNESCO)   |
| DOALOS       | Division des affaires maritimes et du droit de la mer (UN-OLA)   |
| DR           | Projet de résolution   |
| ENC          | Carte électronique de navigation   |
| ET-OOFS      | Équipe d'experts sur les systèmes opérationnels de prévision océanique (JCOMM)   |
| ETWS         | Équipe d'experts de la JCOMM pour les vagues de vent et les ondes de tempête (JCOMM)   |
| SMOC         | Système mondial d'observation du climat (OMM-CIUS-COI-PNUE)  |
| GEBCO        | Carte générale bathymétrique des océans (COI-OHI)  |
| FEM          | Fonds pour l'environnement mondial (PNUD)  |
| GESAMP       | Groupe mixte d'experts chargé d'étudier les aspects scientifiques de la protection de l'environnement marin (OMI-FAO-UNESCO-OMM-OMS-AIEA-ONU-PNUE-ONUUDI)    |
| GFCS         | Cadre mondial pour les services climatologiques (OMM)  |
| GLOBEC       | Dynamique des écosystèmes océaniques à l'échelle mondiale (SCOR-CIUS/PIGB)   |
| GLOSS        | Système mondial d'observation du niveau de la mer (COI)  |

|           |   |
|-----------|---|
| GOBI      | Initiative sur la diversité biologique des océans du monde (ONU)  |
| GODAE     | Expérience mondiale d'assimilation des données océaniques (COI-IODE)  |
| GOHWMS    | Groupe de travail ad hoc chargé d'élaborer un cadre pour la mise en place d'un Système mondial d'alerte rapide aux tsunamis et autres aléas liés aux océans (COI) |
| GOOS      | Système mondial d'observation de l'océan (COI-OMM-PNUE-CIUS)  |
| GO-SHIP   | Programme mondial d'études hydrographiques de l'océan à partir de navires (IOCCP-CLIVAR)  |
| GSSC      | Comité directeur scientifique du Système mondial d'observation de l'océan   |
| HAB       | Efflorescences algales nuisibles (COI)  |
| AIEA      | Agence internationale de l'énergie atomique (ONU)   |
| CACGP     | Commission de chimie atmosphérique et de pollution mondiale (ONU)   |
| ICAM      | Programme de gestion intégrée des zones côtières (COI)  |
| CIEM      | Conseil international pour l'exploration de la mer  |
| GIC       | Groupe intergouvernemental de coordination (COI)  |
| UNICPOLOS | Processus consultatif officieux des Nations Unies ouvert à tous sur les océans et le droit de la mer  |
| CIUS      | Conseil international pour la science   |
| IEEE      | Institute of Electrical and Electronics Engineers   |
| PIGB      | Programme international sur la géosphère et la biosphère (CIUS)   |
| I-GOOS    | Comité intergouvernemental pour le Système mondial d'observation de l'océan (COI-OMM-PNUE)  |
| BHI       | Bureau hydrographique international   |
| OHI       | Organisation hydrographique internationale  |
| OMI       | Organisation maritime internationale (ONU)  |
| INSS      | Échelle internationale des nutriments (COI)   |
| IOCARIBE  | Sous-Commission de la COI pour la mer des Caraïbes et les régions adjacentes (COI)  |
| IOCCP     | Projet international de coordination des données sur le carbone océanique (Projet pilote conjoint SCOR-COI)   |
| IOCEA     | Comité régional de la COI pour l'Atlantique du Centre-Est (COI)   |
| IOCINDIO  | Comité régional de la COI pour l'océan Indien central (COI)   |
| IOCWIO    | Comité régional de la COI pour l'océan Indien occidental (COI)  |
| IODE      | Echange international des données et de l'information océanographiques (COI)  |
| IOTWS     | Système d'alerte aux tsunamis et de mitigation dans l'océan Indien (COI)  |
| GIEC      | Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (PNUE)   |
| IPHAB     | Groupe intergouvernemental chargé d'étudier les efflorescences algales nuisibles  |
| AIFM      | Autorité internationale des fonds marins  |
| JAMSTEC   | Organisme pour les sciences et technologies géologiques et océanographiques du Japon  |

|            |   |
|------------|---|
| JCOMM      | Commission technique mixte d'océanographie et de météorologie maritime (JCOMM-COI)  |
| JCOMMOPS   | Centre JCOMM de soutien pour les plates-formes d'observation in situ  |
| LC/LP      | Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets, et son Protocole de 1996       |
| PMA        | Pays les moins avancés  |
| MARCUBA    | Congrès latino-américain de sciences de la mer  |
| OMD        | Objectifs du Millénaire pour le développement   |
| METAREAS   | Zones de prévisions et d'avertissements météorologiques en haute mer (OMM)  |
| SIUPM      | Système d'intervention d'urgence en cas de pollution de la mer  |
| RSM        | Recherche scientifique marine (COI/ABE-LOS)   |
| NCOSM      | Centre national de normes océanographiques et de météorologie (Chine)   |
| NEAMTWS    | Système d'alerte rapide aux tsunamis et de mitigation dans l'Atlantique du Nord-Est, la Méditerranée et les mers adjacentes (COI) |
| NEWS2USE   | Exportation de nutriments par des bassins versants dans le monde – Évaluation des scénarios destinés aux utilisateurs (COI)       |
| ONG        | Organisation non gouvernementale  |
| NOAA       | National Oceanic and Atmospheric Administration (États-Unis d'Amérique)   |
| OBIS       | Système d'informations biogéographiques relatives aux océans (COI)  |
| OCEATLAN   | Alliance régionale pour la partie supérieure de l'Atlantique du Sud-Ouest et l'Atlantique tropical                                |
| SADO       | Systèmes, aides et dispositifs pour l'acquisition de données océaniques   |
| ODIN       | Réseau de données et d'information océanographiques   |
| ODINAFRICA | Réseau de données et d'information océanographiques pour l'Afrique  |
| OLA        | Bureau des affaires juridiques (ONU)  |
| OOPC       | Groupe sur les observations océaniques pour l'étude du climat (SMOC)  |
| OSS        | Section des sciences océaniques (COI)   |
| PICES      | Organisation des sciences de la mer pour le Pacifique Nord  |
| PTWC       | Centre d'alerte aux tsunamis dans le Pacifique (États-Unis d'Amérique)  |
| CRIM       | Centres régionaux d'instruments maritimes (OMM-COI)   |
| RMNS       | Matériels de référence pour les nutriments dans l'eau de mer(COI)   |
| RTWC       | Centre régional d'alerte aux tsunamis (COI)   |
| RTWP       | Responsable de la veille régionale aux tsunamis (COI)   |
| SC/BES     | Division des sciences fondamentales et des sciences de l'ingénieur (Secteur des sciences exactes et naturelles, UNESCO)           |
| SC/EES     | Division des sciences écologiques et des sciences de la terre (Secteur des sciences exactes et naturelles, UNESCO)                |
| SCOR       | Comité scientifique de la recherche océanique (CIUS)  |
| SGONS      | COI-CIEM Groupe d'étude conjoint sur les normes en matière de nutriments  |
| PEID       | Petits États insulaires en développement  |
| SISTER     | Système d'information sur les stratégies, les tâches et l'évaluation des résultats (UNESCO)                                       |

|            |   |
|------------|---|
| SOLAS      | Etude sur la couche troposphérique à la surface de l'océan  |
| TEOS       | Équation thermodynamique d'état de l'eau de mer   |
| TIC        | Centres d'information sur les tsunamis (COI)  |
| TMT        | Transfert des techniques marines (COI/ABE-LOS)  |
| TOWS-WG    | Groupe de travail sur les systèmes d'alerte aux tsunamis et aux autres aléas liés au niveau de la mer, et de mitigation (COI) |
| TS         | Série technique (COI)   |
| SC/IOC/TSU | Unité pour les tsunamis (COI)   |
| TWAS       | Académie des sciences pour le monde en développement  |
| TWFP       | Point focal pour l'alerte aux tsunamis  |
| TWS        | Système d'alerte aux tsunamis (COI)   |
| ONU        | Organisation des Nations Unies  |
| UNCLOS     | Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, 1982   |
| PNUE       | Programme des Nations Unies pour l'environnement (ONU)  |
| RSP        | PNUE Programme pour les mers régionales   |
| UNESCO     | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture   |
| CCNUCC     | Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques  |
| ONU-Océans | Réseau des Nations Unies sur les océans et les zones côtières   |
| VLIZ       | Vlaams Instituut voor de Zee (Institut flamand de la mer, Belgique)   |
| PMRC       | Programme mondial de recherche sur le climat  |
| WESTPAC    | Secrétariat régional de la COI pour la Sous-Commission pour le Pacifique occidental (COI)                                     |
| WIOMSA     | Association des sciences de la mer de l'océan Indien occidental   |
| SIO/WIGOS  | Système d'information de l'OMM/Système mondial intégré des systèmes d'observation de l'OMM                                    |
| OMM        | Organisation météorologique mondiale (ONU)  |
| SMDD       | Sommet mondial pour le développement durable  |
| WWAP       | Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau   |